

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/5

Février 2015

SOMMAIRE

Délibérations.....	Tome I page 1
Séance du 19 février 2015	
Décisions	Tome I page 133
Séance du 19 février 2015	
Arrêtés Réglementaires.....	Tome II page 219
Février 2015	

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 19 février 2015**

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 19 février 2015
– Salle du Conseil municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Politique de la Ville Mise en place des Conseils citoyens 2015-2020

Urbanisme, aménagement durable

- 2 Charte métropolitaine de gouvernance du Plan local d'urbanisme (PLU) Avis de la Ville de Montpellier
- 3 Délégation de Service Public Parking Nouveau Saint Roch Choix du délégataire
- 4 ZAC Port Marianne-République Concession d'aménagement Désignation du titulaire de la concession d'aménagement Approbation du traité de concession
- 5 ZAC DES GRISETTES (6ème tranche) Agrément de candidature Le Nouveau Logis Méridional (Lot n°6C)
- 6 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 11 (COGIM)
- 7 ZAC Blaise Pascal Agrément de candidature BACOTEC (Lot M)
- 8 Quartier Croix d'Argent Estanove – Avenue Lepic Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires
- 9 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives
- 10 Foncier Ensemble Immobilier " Passage Clemenceau" Restriction au droit de disposer Instauration d'une servitude de passage public
- 11 FONCIER Convention d'occupation précaire Ville - Société ASF Requalification de l'autoroute A9

- 12 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Vie associative, Maisons pour Tous

- 13 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour Tous

Cohésion sociale

- 14 Attribution de subvention à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2015

Enfance

- 15 Adhésion de la Ville au Réseau départemental Parentalité 34

Jeunesse et Sports

- 16 Modifications du dossier d'inscription et du règlement d'attribution du dispositif d'aide financière au permis de conduire de catégorie B en faveur des Jeunes
- 17 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Elections, état-civil

- 18 Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour l'élection des conseillers départementaux 22 et 29 mars 2015 Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat

Culture

- 19 Lieux d'art de la Ville de Montpellier Programmation 2015
- 20 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2015
- 21 Comédie du Livre 2015 Convention de partenariat Ville-Métropole
- 22 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image Convention de partenariat Exercice 2015
- 23 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2015
- 24 Culture et Patrimoine Conventions de partenariat et attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2015
- 25 Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents

Action économique

- 26 Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking" Autorisation de signer

Ressources humaines de la collectivité

Modification du tableau des effectifs

- 28 Création d'un service commun de direction de la communication et d'un service commun de direction de cabinet entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole
- 29 Signature de convention avec le SDIS
- 30 Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Finances de la collectivité

- 31 Taxe d'habitation : Abattement spécial de 10% en faveur des personnes handicapées ou invalides Majoration de la cotisation communale pour les logements meublés non affectés à l'habitation principale Taxe foncière sur les propriétés bâties : Suppression de l'exonération de deux ans des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions d'immeubles à usage d'habitation
- 32 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du FISE
- 33 Parking Nouveau Saint-Roch Convention d'accord autonome Ville/ AUTIXIS- Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon / TAM
- 34 Report d'affectation de subventions votées en 2014
- 35 Attributions de subventions - Exercice 2015
- 36 Mises à disposition gratuites des salles municipales aux candidats aux élections départementales
- 37 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions de location
- 38 Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Politique de la Ville Mise en place des Conseils citoyens 2015-2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale redéfinit le cadre général de la politique de la ville et en précise les objectifs, ainsi que les principes structurants.

L'article 7 de cette loi définit les conseils citoyens et précise le cadre dans lequel les habitants seront associés aux futurs contrats de ville.

Un certain nombre de principes président à la constitution des futurs conseils citoyens : liberté, égalité, fraternité, laïcité, neutralité, souplesse, indépendance, pluralité, parité, proximité, citoyenneté et co-construction.

A la marge des dispositifs de démocratie participative – notamment des conseils de quartier – et des pratiques participatives existantes, les futurs conseils citoyens auront pour missions principales de renforcer le pouvoir d'agir des habitants dans chacun des quartiers de la politique de la ville et de favoriser la co-construction du contrat de ville à toutes les étapes de la démarche contractuelle ainsi que sur tous les volets du contrat. Les conseils citoyens seront donc en ce sens associés aux instances de pilotage du contrat de ville.

Le cadre de référence des conseils citoyens paru 24 juin 2014 précise la méthode préconisée, en amont à la constitution formelle des conseils citoyens, un recensement et une valorisation des pratiques participatives existantes sur les territoires concernés, réalisés par les services de la Ville.

Délimitation des 12 quartiers (carte ci-jointe) :

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixe la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains et ainsi les limites des 12 quartiers montpelliérains classés en politique de la Ville :

1. Mosson

2. Celleneuve
3. Petit Bard – Pergola
4. Cévennes
5. Pas du Loup – Val de Croze
6. Gély
7. Figuerolles
8. Lemasson
9. Vert-Bois
10. Aiguelongue
11. Près d'Arènes
12. Pompignane.

Délimitation des Conseils citoyens :

1. Figuerolles
2. Gély
3. Aiguelongue
4. Vert Bois
5. Pompignane
6. Près d'Arènes
7. Pas du Loup – Val de Croze
8. Lemasson
9. Petit Bard – Pergola
10. Cévennes
11. Hauts de Massane
12. Paillade / Celleneuve.

Durée du mandat des conseils citoyens :

La durée du mandat des membres des conseils citoyens est fixée à deux ans. Ils seront renouvelés à cette échéance, puis tous les deux ans, et ce jusqu'au terme du contrat de ville, en 2020.

Composition des collèges du Conseils citoyens :

Chaque conseil citoyen comprendra 2 catégories de membres :

1. Un collège des habitants tiré au sort sous la responsabilité conjointe des partenaires du contrat de ville, la majorité à partir d'une liste établie à partir des listes électorales (2/3) et pour partie à partir d'une liste de volontaires identifiés suite à un appel à candidatures largement diffusé (1/3). Une liste de membres complémentaires devra également être constituée. La proportion du collège des habitants doit représenter au moins 50% des membres du conseil citoyen, garantir la parité entre les femmes et les hommes, tendre à être représentatif des différentes composantes de la population du quartier et notamment donner une plus grande place aux jeunes.
2. Un collège des associations et acteurs locaux (acteurs de terrain, socioprofessionnels, usagers des quartiers). Les associations et acteurs locaux susceptibles d'intégrer le collège qui leur est dédié seront identifiés à l'issue d'un appel à candidatures largement diffusé et tirés au sort en cas de volontaires en sur-nombre.

Organisation et fonctionnement des Conseils citoyens :

Chaque conseil citoyen devra élaborer un règlement intérieur ou une charte, s'inscrivant dans le cadre fixé par le contrat de ville et précisant son rôle ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement, telles que ses différentes instances ou encore le rythme et les modalités d'organisation de ses réunions. Ce règlement intérieur ou charte devra être adopté à la majorité des 2/3 des membres du conseil citoyen.

Chaque conseil citoyen est autonome pour organiser ses travaux en interne, selon un rythme qu'il définit lui-même, dans différentes formations, assemblées plénières, commissions restreintes notamment.

Les modalités de participation des membres du conseil citoyen dans les instances de pilotage du contrat de ville seront précisées dans le dit contrat et devront respecter les principes suivants :

- le nombre de représentants devra assurer la représentativité de chacun des 12 quartiers prioritaires et des 2 collèges qui composent les conseils citoyens, soit 2 membres paritaires ;
- des réunions pourront être organisées afin d'assurer la synthèse des travaux des conseils citoyens et leur valorisation au sein des instances de pilotage du contrat de ville ;
- les partenaires du contrat de ville définiront en lien avec les conseils citoyens les modalités de leur représentation dans les autres instances du contrat de ville ainsi qu'au sein des projets de renouvellement urbain.

Missions des Conseils citoyens :

La mission première des conseils citoyens sera de faire émerger et valoriser une expression libre des habitants des quartiers prioritaires. Lieux d'expression, ils favoriseront les pratiques émergentes et initiatives citoyennes. Ils pourront élaborer et conduire, à leur initiative, des projets s'inscrivant dans le cadre des objectifs fixés par le contrat de ville. Ces projets devront s'inscrire en cohérence et dans la complémentarité de l'existant et se construire avec les acteurs locaux du territoire. Enfin, des représentants pré-cités des conseils citoyens participeront aux instances du contrat de ville et communiqueront régulièrement aux différents acteurs du contrat de ville les travaux, propositions et bilan des projets initiés par les conseils citoyens.

Moyens mis à disposition :

Le contrat de ville définira le lieu et les moyens dédiés pour le fonctionnement des conseils citoyens ainsi que les actions de formation.

Les partenaires du contrat de ville cofinanceront les actions des conseils citoyens et décideront des modalités de répartition des crédits.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la mise en place de nouveaux Conseils citoyens pour un mandat de 2 ans ;
- D'approuver les modalités de fonctionnement de ces Conseils citoyens telles que décrites dans la présente délibération ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses prévues par la mise à disposition de moyens aux Conseils citoyens, sur le budget 2015 de la Ville.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

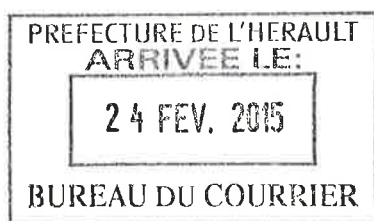
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.



Charte métropolitaine de gouvernance du Plan local d'urbanisme (PLU) Avis de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. Le cadre juridique et politique de cette charte

La transformation, au 1^{er} janvier 2015, de la Communauté d'agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » a entraîné le transfert de la compétence plan local d'urbanisme (PLU) à la Métropole.

Ce transfert de compétence conduit ainsi à faire du PLU intercommunal le document de planification règlementaire des 31 communes et de la Métropole.

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, précise que le PLUI est élaboré sous la responsabilité de l'EPCI, mais en collaboration avec les communes membres et que les modalités de cette collaboration sont définies entre eux. L'article L.123-6 du code de l'urbanisme, dans sa version issue de la loi ALUR dispose ainsi que l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres.

La loi ALUR et la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle 2, apportent de réelles garanties aux communes pour que le PLUI soit élaboré et mis en œuvre en collaboration avec elles.

Encore faut-il que les modalités de cette collaboration soient précisément définies.

En effet, si le PLUI ne doit pas être la somme des PLU communaux, il doit nécessairement être le produit d'un travail devant se nourrir des réalités locales dans la mesure où sa traduction règlementaire se fera à l'échelle de la parcelle, que les communes conservent une compétence étendue en aménagement et que les Maires continuent à assurer la délivrance des autorisations d'urbanisme.

Dans le prolongement du Pacte de Confiance adopté le 17 juillet 2014 et en intégrant le principe des lois sus visées, une charte de gouvernance du PLU a été élaborée par le groupe de travail « Urbanisme et Aménagement » regroupant les DGS (Directeurs Généraux des services) des 31 Communes, leurs référents techniques, ainsi que les services compétents de la Métropole, pour définir les modalités de cette collaboration. Elle a été examinée et validée par la Conférence des maires le 24 novembre 2014, sachant que la Conférence des Maires, telle que définie par le Pacte de confiance, constitue à la fois la Conférence Intercommunale prévue par les articles L.123-6 et L.123-10 du Code de l'Urbanisme et la Conférence Métropolitaine prévue par l'article L.5217-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Préalablement à son adoption par le conseil métropolitain, la charte est soumise, pour avis simple, à la commune.

2. Les objectifs et les principales dispositions de cette charte

Cette charte a pour objet de définir les modalités précises de collaboration entre les 31 communes et la future Métropole dans la conception du PLUI, dans le strict respect des souverainetés de chacun.

Les principes qui y sont affirmés intègrent la double pertinence des collectivités concernées : les Communes, collectivités de proximité et en prise avec les besoins et réalités locales, et la Métropole, garante de l'aménagement cohérent et solidaire du territoire métropolitain. Ils sont également l'occasion de rappeler que le PLUI doit être le produit d'un travail nourri des réalités locales.

Dans cet esprit, les principales modalités du travail commun pour l'élaboration du PLUI énoncées dans cette charte sont les suivantes :

- Les communes sont associées tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation ;
- Une phase de recueil préalable des projets et enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUI est initiée à l'échelle de chaque commune ;
- Des réunions sont organisées à l'échelle des secteurs du SCOT pour une vision partagée entre la Métropole et les Communes ;
- Des réunions sont programmées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci ;
- La Métropole met en place des moyens techniques, notamment des prestataires spécialisés, sur chaque territoire communal pour l'élaboration du zonage.

De même, plusieurs dispositions sont prévues à chaque étape de la procédure réglementaire, en complément et en précision de celles déjà prévues par le code de l'urbanisme modifié :

- Les objectifs poursuivis et les modalités de concertation sont présentés en Conférence des Maires ;
- Le projet d'arrêt est présenté à chaque maire selon les modalités définies avec l'accord de ce dernier, qui est invité à formuler ses observations dans un délai de 1 mois ;
- La prise en compte des observations écrites et le projet de PLUI sont présentés en Conférence des Maires, préalablement à l'arrêt du projet par le Conseil Métropolitain ;
- Suite à l'avis des Conseils Municipaux, les amendements éventuels sont présentés en Conférence des Maires ;
- Le PLUI tenant compte des avis et remarques formulés pendant l'enquête publique est présenté à la Conférence des Maires pour examen, préalablement à l'approbation du projet par le Conseil Métropolitain.

Il est enfin à noter que les principes de cette collaboration sont similaires pour les révisions et modifications du PLUI.

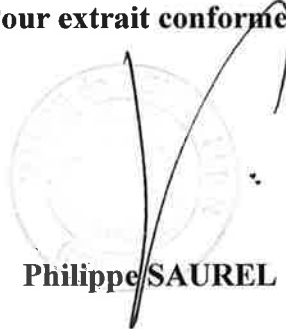
Complémentairement, la charte de gouvernance du PLU définit également des modalités spécifiques de collaboration concernant les procédures d'évolution des PLU communaux dans l'attente d'un PLUi exécutoire. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2015, la responsabilité de ces différentes procédures incombe à la Métropole en vertu du transfert de compétence PLU.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'émettre un avis favorable sur la charte métropolitaine de gouvernance du PLU,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

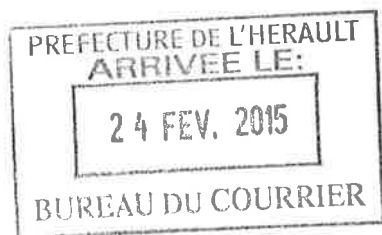
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015



Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Délégation de Service Public Parking Nouveau Saint Roch Choix du délégataire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une consultation a été engagée dans le but de confier à un délégataire l'exploitation du parking Nouveau Saint Roch, situé dans le futur quartier nouveau Saint Roch.

L'aménagement de ce futur quartier constitue une composante majeure du développement et renouvellement urbain du centre-ville vers le sud-ouest en cours de réalisation.

La ZAC Nouveau Saint-Roch représente 35 000 m² de Surface De Plancher (SDP) destinés à la construction de commerce, bureaux et hôtels. Les aménagements prévus permettront la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction également d'environ 1300 à 1 500 logements s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Les besoins du quartier tout autant que la proximité immédiate de la gare ont nécessité la programmation et la construction d'un nouveau parc de stationnement. La volumétrie de cet ouvrage a nécessité son intégration fine dans le quartier en devenir.

La commune de Montpellier l'a donc inscrit dans le programme des équipements publics de la ZAC Saint Roch et en a confié la réalisation du gros œuvre à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), concessionnaire de l'opération d'aménagement.

Il s'agit d'un parking public développé sur neuf niveaux en élévation, un rez-de-chaussée et un sous-sol. Il comprend environ 800 places et son coût est de 16 718 027€ HT.

La livraison du gros œuvre par la SERM est prévue pour le début du 2^{ème} trimestre 2015. Sa remise au délégataire chargé de son exploitation interviendra au même moment. Les travaux de première installation avant l'ouverture du parking prendront environ 2,5 mois.

Le délégataire sera chargé de l'exploitation du parc de stationnement à ses frais, risques et périls. Il en assurera l'entretien courant, se rémunérera directement auprès des usagers et sera assujéti à une redevance. Il aura la responsabilité des relations avec les usagers.

La délégation de service public est prévue pour une durée de 15 ans à compter de la livraison du parc.

Cette durée permettra l'amortissement des travaux de première installation par le délégataire ainsi qu'une nouvelle mise en concurrence dans un délai raisonnable.

Un droit d'entrée sera versé par le délégataire à la Commune de Montpellier. Ce droit d'entrée correspond à la participation acquittée par la Commune auprès de la SERM pour la réalisation des travaux de gros œuvre du parc de stationnement dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC Saint Roch, soit 16 718 027€ HT.

Le droit d'entrée sera amorti par le délégataire pendant la durée d'exécution de la convention, mais l'amortissement sera sur une durée d'usage de 30 ans, dépassant très largement la durée de la délégation afin de ne pas entraîner une augmentation excessive des tarifs.

En conséquence, au terme de la convention de délégation de service public, la commune de Montpellier versera au délégataire une indemnité correspondant à la fraction non amortie financièrement par le délégataire de ce droit d'entrée, dont le montant est précisé dans la convention.

La procédure suivie pour la délégation de service public est celle définie par les articles L. 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Comité technique paritaire et la Commission des services publics locaux ont été consultés.

Après que le principe d'une délégation de service public a été validé par la délibération du Conseil Municipal du 6 mai 2013, une procédure de publicité et de mise en concurrence a été lancée.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été publié au BOAMP le 19/06/2013, au Midi Libre le 18/06/2014 et au Moniteur le 21/06/2013. L'avis de publicité fixait la limite de réception des candidatures au 22 juillet 2013, à 17 heures.

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 02/09/2013 pour ouvrir les dossiers de candidature. Cinq plis sont arrivés dans les délais impartis émanant de :

- VINCI PARK France ;
- TaM ;
- EFFIA Stationnement ;

- URBISPARK SERVICES ;

- Q-PARK France.

Lors de sa séance en date du 30/09/2013, la Commission de service public a examiné les candidatures reçues. Chaque candidat répondait aux obligations d'emploi des travailleurs handicapés. La Commission a considéré que les candidats offraient des garanties professionnelles, techniques et financières satisfaisantes et étaient aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Par courrier en date du 23/12/13, la collectivité a envoyé le dossier de consultation des entreprises aux 5 candidats admis à présenter une offre. La date limite de remise des offres a été fixée au 21/02/14 à 17 heures. 3 candidats ont déposé une offre suite à l'envoi du dossier de consultation.

Dans sa séance du 28/02/14, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie et a procédé à l'ouverture des offres des candidats suivants :

- EFFIA Stationnement ;

- TaM ;

- VINCI Park.

Suite à l'analyse de ces trois offres, il a été proposé lors de la Commission de délégation de service public du 24/07/14, de retenir les trois candidats pour la phase des négociations.

Par courrier du 05/08/2014, la Ville a engagé les négociations avec les candidats. La date limite de remise des offres était fixée au 15/09/2014 à 17 heures.

Les premières auditions des candidats se sont tenues le 01 octobre 2014. Suite à ces auditions, les candidats ont remis le 31/10/ 2014 de nouveaux éléments venant compléter les offres précédemment analysées.

Sur la base des éléments remis, il a été décidé de poursuivre les négociations uniquement avec EFFIA Stationnement et TaM. L'offre de Vinci Park étant significativement moins intéressante pour la Ville, essentiellement sur le plan financier.

Une deuxième séance d'audition s'est donc tenue avec EFFIA Stationnement et TAM le 26 novembre 2014. Suite à ces nouvelles auditions, les candidats ont remis une nouvelle offre accompagnée d'un projet de convention dans les délais impartis, c'est-à-dire avant le 09 décembre à 17h.

Après analyse des offres, il a été décidé de poursuivre la négociation seulement avec TaM compte tenu de son avance, notamment financière. La dernière offre de TaM a été remise le 06/01/2015.

Les caractéristiques principales de la convention sont les suivantes :

- Une durée de 15 ans ;

- Une gamme et une qualité de services très attrayantes ;

- Du personnel présent 24h/24 dans le parking ;

- Un montant d'indemnité de rachat du droit d'entrée de 8 359 013,5 € à un amortissement de ce droit d'entrée sur 30 ans ;

- Une redevance fixe cumulée sur 180 mois s'élevant à 4 816 667 € HT (euros constants) ;
- En complément de la part fixe de redevance, une part de redevance variable correspondant à 95% du chiffre d'affaire réalisé au-delà du seuil de déclenchement de 2 550 000€ HT ;
- Une provision sur la durée du contrat de 1 000 000€ HT pour travaux de renouvellement, dont le solde sera versé à la Ville en fin de contrat ;
- La grille tarifaire ci-dessous :

Tarifs de jour - TTC avec TVA à 20%		
Durées	Parc public	Dépose minute Courte durée
15 mn	0.00 €	0.00 €
30 mn	1.80 €	1.00 €
45 mn	2.00 €	2.50 €
01h00	2.30 €	4.00 €
01h15	2.70 €	5.50 €
01h30	3.20 €	6.50 €
01h45	3.80 €	7.50 €
02h00	4.50 €	8.50 €
02h15	5.30 €	9.50 €
02h30	6.10 €	10.50 €
02h45	6.90 €	11.50 €
03h00	7.60 €	12.00 €
03h15	8.30 €	12.50 €
03h30	9.00 €	13.00 €
03h45	9.60 €	13.50 €
04h00	10.20 €	14.00 €
04h15	10.80 €	14.50 €
04h30	11.30 €	15.00 €
04h45	11.80 €	15.50 €
05h00	12.30 €	16.00 €
05h15	12.80 €	16.50 €
05h30	13.30 €	17.00 €
05h45	13.80 €	17.50 €
06h00	14.20 €	18.00 €
06h15	14.60 €	18.50 €
06h30	15.00 €	19.00 €
06h45	15.40 €	19.50 €
07h00	15.70 €	20.00 €
07h15	16.00 €	20.30 €
07h30	16.30 €	20.60 €
07h45	16.60 €	20.90 €
08h00	16.90 €	21.20 €
08h15	17.10 €	21.50 €
08h30	17.30 €	21.80 €
08h45	17.50 €	22.10 €
09h00	17.70 €	22.40 €
09h15	17.90 €	22.70 €
09h30	18.10 €	23.00 €
09h45	18.30 €	23.30 €
10h00	18.50 €	23.60 €
10h15	18.70 €	23.90 €
10h30	18.90 €	24.20 €
10h45	19.10 €	24.50 €
11h00	19.20 €	24.80 €
11h15	19.30 €	25.10 €
11h30	19.40 €	25.40 €
11h45	19.50 €	25.70 €
12h00	19.60 €	26.00 €
24h00	25.00 €	35.00 €
36h00	30.00 €	45.00 €
48h00	35.00 €	55.00 €
60h00	40.00 €	65.00 €
72h00	45.00 €	75.00 €

Tarifs de nuit - TTC avec TVA à 20%		
Durées	Parc public	Dépose minute - courte durée
15 mn	0.30 €	0.00 €
30 mn	0.40 €	1.00 €
45 mn	0.50 €	2.50 €
01h00	0.60 €	4.00 €
01h15	0.90 €	5.50 €
01h30	1.00 €	6.50 €
01h45	1.10 €	7.50 €
02h00	1.30 €	8.50 €
02h15	1.70 €	9.50 €
02h30	2.10 €	10.50 €
02h45	2.50 €	11.50 €
03h00	2.90 €	12.00 €
03h15	3.30 €	12.50 €
03h30	3.70 €	13.00 €
03h45	4.00 €	13.50 €
04h00	4.30 €	14.00 €
04h15	4.60 €	14.50 €
04h30	4.90 €	15.00 €
04h45	5.20 €	15.50 €
05h00	5.50 €	16.00 €
05h15	5.80 €	16.50 €
05h30	6.10 €	17.00 €
05h45	6.40 €	17.50 €
06h00	6.70 €	18.00 €
06h15	7.00 €	18.50 €
06h30	7.30 €	19.00 €
06h45	7.60 €	19.50 €
07h00	7.90 €	20.00 €
07h15	8.20 €	20.30 €
07h30	8.50 €	20.60 €
07h45	8.80 €	20.90 €
08h00	9.10 €	21.20 €
08h15	9.40 €	21.50 €
08h30	9.70 €	21.80 €
08h45	10.00 €	22.10 €
09h00	10.30 €	22.40 €
09h15	10.60 €	22.70 €
09h30	10.90 €	23.00 €
09h45	11.20 €	23.30 €
10h00	11.50 €	23.60 €
10h15	11.50 €	23.90 €
10h30	11.50 €	24.20 €
10h45	11.50 €	24.50 €
11h00	11.50 €	24.80 €
11h15	11.50 €	25.10 €
11h30	11.50 €	25.40 €
11h45	11.50 €	25.70 €
12h00	11.50 €	26.00 €

Dans ces conditions, l'économie générale du contrat apparaît très satisfaisante, TaM assurant, dans le cadre d'une exploitation équilibrée, au-delà d'une redevance intéressante pour la Ville, une bonne qualité du service rendu aux usagers à hauteur des attentes de la Municipalité.

C'est pourquoi, nous proposons de retenir l'offre de TaM pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint Roch.

Dans le cadre des négociations, il a été convenu que le délégataire, afin de faciliter le financement du droit d'entrée devant être versé à la Ville, pouvait recourir au dispositif de la cession de créance tel que prévu par les articles L 313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier.

Ce dispositif consiste en ce que le délégataire puisse céder les créances qu'il détient sur la Ville au titre du contrat de délégation à ses établissements de crédits. Ceux-ci deviennent alors créanciers directs de la collectivité ce qui présente pour eux une garantie supplémentaire facilitant leur engagement.

Sur la base de cette cession de créance, les indemnités devant être versées par la Ville au délégataire sur la base du contrat de DSP (échéance, résiliation....) seront donc dues directement aux établissements de crédits de TaM (société AUXIFIP et Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon).

Ce dispositif suppose donc que la Ville signe au bénéfice de ces derniers un acte d'acceptation de cession de créance, dont le modèle est joint en annexe.

En outre, afin de faciliter le contrôle, notamment financier, de la Ville sur son délégataire, le contrat de délégation de service public impose la création par le délégataire d'une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution du contrat.

TaM étant une société d'économie mixte, la création d'une filiale est soumise à l'accord des ses principaux actionnaires dont la Ville.

Il vous est donc proposé d'autoriser TaM à créer la filiale demandée et de mandater expressément à cet effet les administrateurs de la Ville au sein de ses instances dirigeantes.

Enfin, afin d'éviter un délai trop long avant la mise en service du parking qui est très attendu, notamment par les usagers de la gare, il vous est proposé de demander à TaM de bien vouloir commander le plus vite possible les équipements nécessaires à cette mise en service, et ce, avant même l'expiration des délais de recours contre le contrat de délégation de service public. A cet effet, il vous est demandé d'approuver que la Ville garantisse TaM du montant de ces équipements si un recours venait à empêcher cette dernière de débiter son exploitation.

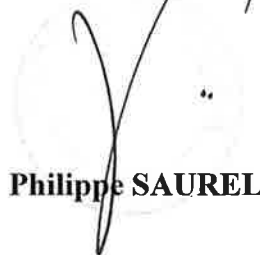
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- retenir TaM pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint Roch ;
- autoriser la création par TaM d'une filiale dédiée à l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint Roch et de mandater expressément les conseillers municipaux, administrateurs de TaM, à cet effet ;
- autoriser TaM, dès la signature du contrat et avant même l'expiration des délais de recours, à commander les équipements nécessaires à l'exploitation du parc et de garantir TaM du montant de ces équipements, la Ville prenant en charge leur coût si un recours venait à empêcher TaM de débiter son exploitation ;

- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer avec TaM le contrat de délégation de service public annexé à la présente délibération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

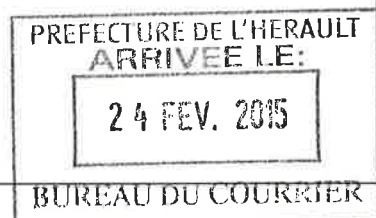
Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015



Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

ZAC Port Marianne-République Concession d'aménagement Désignation du titulaire de la concession d'aménagement Approbation du traité de concession

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne - République. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche qui s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée, a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur du quartier Port Marianne- République à l'équipe « Agence Nicolas Michelin et Associés /Nicolas Boudier (Atelier A5) ». Des contraintes hydrauliques inhérentes au site ont reporté l'approfondissement des études à compter de l'année 2013. Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC en 2014, permettant d'envisager sereinement la phase de réalisation de la ZAC.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet qui tient notamment à :

- la protection hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- l'existence d'un secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge,

- l'existence d'un secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavalade) impacté par un projet d'internat régional,
 - la présence de lignes électriques Haute Tension nécessitant d'intervenir en plusieurs phases,
- la Ville de Montpellier souhaite confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

En effet, la Ville a approuvé, par délibération en date du 27 octobre 2009, la prise de participation à une société publique locale d'aménagement (SPLA), ainsi que les statuts de celle-ci. Par suite, la SAAM a été créée le 2 février 2010.

Le capital de la SAAM est détenu en totalité par les actionnaires publics, collectivités territoriales et leur groupement. En vertu de l'article L 300-5-2 du code de l'urbanisme et des évolutions de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent, à ce titre, attribuer à une SPLA des concessions d'aménagement pour réaliser et conduire les actions et opérations d'aménagements telles que définies par le code de l'urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier souhaite donc confier à la SAAM la réalisation de la ZAC Port Marianne - République.

La ZAC créée porte sur une superficie d'environ 21 hectares et a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié et regroupant également des bureaux, commerces, activités et équipements publics. Le programme de l'opération comprend environ 170 000 m² de surface de plancher dont 28 000 m² de bureaux et commerces, 1 200 m² d'équipements publics et environ 1 800 logements.

Elle est composée de deux secteurs géographiques distincts :

- un premier secteur, d'une superficie d'environ 20 hectares, délimité à l'ouest par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par l'avenue Nina Simone, à l'est par la rue du Mas Rouge et au sud de l'autoroute A9 ;
- un second secteur, d'une superficie d'environ 1,1 hectare, délimité par l'avenue Nina Simone au sud, la rue du Mas de Barlet et la rue de la Cavalade à l'est, et enfin l'ensemble des parcelles bâties existantes au nord et à l'ouest.

Cet aménagement de quartier comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser la ZAC, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession sont notamment les suivantes :

- acquérir et maîtriser le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération,
- réaliser les études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet,
- réaliser tous les équipements concourant à l'opération d'ensemble,
- assurer la commercialisation optimale de l'opération,
- assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération, notamment :
 - o mettre en œuvre les actions permettant d'assurer la communication nécessaire au projet (informations du public...),
 - o assurer la mise en œuvre d'un quartier novateur de par sa conception, mais aussi dans ses modes de production de l'habitat et des espaces publics, avec un objectif d'optimisation des coûts de réalisation et de préservation d'un haut niveau de qualité,
 - o participer à la mise en œuvre d'une nouvelle démarche d'urbanisme négocié, associant la Ville, l'architecte en chef de la ZAC, les promoteurs et architectes d'opérations.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 53 346 000 € HT en dépenses et recettes. Les produits proviendront principalement des recettes de cession des terrains viabilisés, des subventions potentielles et des participations de la Ville de Montpellier.

En l'état actuel du bilan, cette opération s'équilibre avec une participation de la Ville de Montpellier de 296 000 €. Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 15 026 000 € HT.

La rémunération prévisionnelle totale de l'aménageur s'élève à 5 338 000 €.

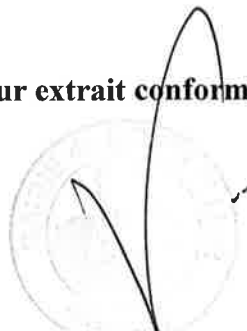
La répartition du risque relatif à cette opération d'aménagement s'effectue à 85 % pour le concédant et à 15 % pour le concessionnaire.

En conséquence, il vous est proposé :

- de désigner la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M) comme titulaire de la concession d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - République pour une durée de 15 (quinze) années,
- d'approuver les termes du traité de concession (joint en annexe de la présente délibération) liant la Ville et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M) et son bilan financier prévisionnel,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

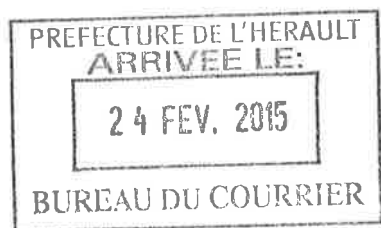
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015



Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

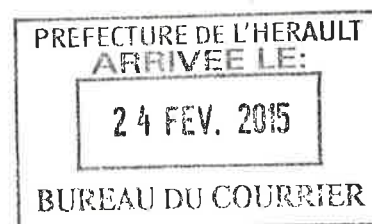
Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

ZAC DES GRISETTES (6ème tranche)

Agrément de candidature Le Nouveau Logis Méridional (Lot n°6C)



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature du Nouveau Logis Méridional en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 35 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL
2 place de la Légion d'Honneur
BP 35 865
31 506 Toulouse Cedex 5

Localisation : ZAC des Grisettes (6^{ème} tranche)
Lot n°6C

Parcelle cadastrée : Section DZ n°143P
Surface du lot : 1 826 m²
Nature du projet : 35 logements collectifs
SDP envisagée : 2 300 m² SDP
SDP maximale autorisée : 2 466 m² SDP

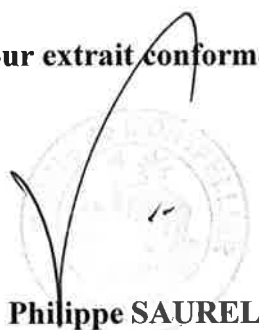
La SERM précise que la candidature prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature du Nouveau Logis Méridional pour la construction de logements collectifs sur le lot 6C de la 6^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

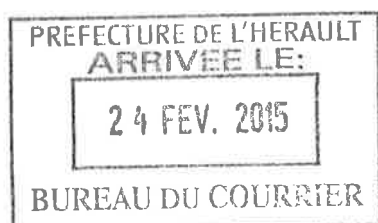
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015



Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

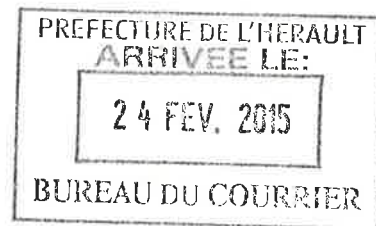
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

ZAC Port Marianne - Parc Marianne **Agrément de candidature** **Lot 11** **(COGIM)**



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne - Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 58 logements collectifs ainsi que des locaux commerciaux sur le lot 11 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé rue Ray Charles.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de COGIM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

COGIM
Résidence Port d'Attache
245, avenue Marie de Montpellier
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot 11,
ZAC Port Marianne - Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SB n°19a, 26a, 27a, 28a, 33a, 80a, 239a et 240a sur 2016 m² environ

- Nature du projet :

Réalisation de 58 logements collectifs et locaux commerciaux pour une SDP totale de 4500 m²

- SDP maximale :

Surface envisagée : 4500 m² SDP
Surface maximale autorisée : 4500 m² SDP

La SERM précise que la candidature de COGIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de COGIM en vue de la réalisation de 58 logements collectifs et de locaux commerciaux sur le lot 11 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL



Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

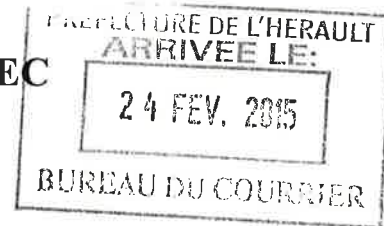
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

ZAC Blaise Pascal Agrément de candidature BACOTEC (Lot M)



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ZAC Blaise Pascal, dont la réalisation a été initiée au début des années 90, constitue l'un des premiers quartiers de Port Marianne. Il est situé en entrée de ville est, de part et d'autre du parc d'activités du Millénaire.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI et s'étend sur environ 31 ha. Cette opération a permis de développer environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi qu'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

Aujourd'hui, la ZAC Blaise Pascal est en voie d'achèvement : seul reste à réaliser le lot M de cette opération, situé rue Baden Powell. Dans le cadre de la concession d'aménagement signée avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) le 29 février 1988, cette dernière soumet à l'agrément de la Ville la candidature de la société BACOTEC pour la réalisation d'un immeuble de logements collectifs sur le lot M de la ZAC.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de BACOTEC en vue de la cession du lot M de la ZAC Blaise Pascal permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

Société BACOTEC
Résidence « Amarra »
40, rue des Frères Lumière

34000 Montpellier

- Localisation :

Lot M
ZAC Blaise Pascal

- Références cadastrales du bien à céder :

Section RX n°290 partie, d'une superficie totale de 1 866 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 42 logements collectifs en accession libre.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 2 665 m² SDP
Surface maximale autorisée : 2 730 m² SDP

La SERM précise que la candidature de BACOTEC prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société BACOTEC en vue de la réalisation d'un programme d'environ 42 logements collectifs sur le lot M de la ZAC Blaise Pascal ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

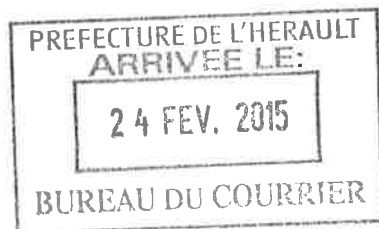
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015



Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Quartier Croix d'Argent Estanove – Avenue Lepic Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, la SFHE – Groupe Arcade a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires les logements collectifs de la résidence « Le Novacérès », sise 2B Avenue Lepic, parcelle HY 514, dans le quartier Estanove.

Cette résidence est composée de 51 logements collectifs, bâtiments en R+4, construits en 1996.

La valeur des biens en cause dont il est prévu la mise en vente au profit des locataires en place est estimée par le service des Domaines en fonction de la Surface.

Sur cette base, la SFHE – Groupe Arcade a effectué, conformément aux articles L443-12 et suivants, une remise de 6 à 15% selon les années d'occupation des logements :

Typologie	T2	T3	T4
Surface moyenne	53 m ²	65 m ²	80 m ²
Domaines	112 360 €	135 200 €	158 400 €

Remise 6%	105 618 €	127 088 €	148 896 €
Remise 15%	95 506 €	114 920 €	134 640 €

En conformité avec l'Article 29 de la loi Engagement National pour le Logement, la Ville est également sollicitée pour donner son avis sur le prix des cessions.

Ce projet de cession est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements aux locataires en place favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la vente par la SFHE – Groupe Arcade à ses locataires, de 51 logements collectifs de la résidence « Le Novacérès », sise 2B Avenue Lepic, parcelle HY 514, dans le quartier Cfroix d'Argent – Estanove ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

QUARTIER DES CEVENNES

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution de subventions en parties privatives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions. Pour la mise en oeuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	M et Mme ABDELLATIFI	M et Mme HAMMADI	M et Mme EL FADIL
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Pose de menuiseries isolantes et d'une porte palière coupe-feu.	Mise aux normes de l'électricité. Remplacement de la chaudière et des radiateurs. Menuiseries double vitrage.	Mise aux normes de l'électricité. Pose de radiateurs électriques. Réfection de la plomberie.
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K1	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K3
Dépense subventionnable	10 000,00€	10 000,00€	5369,64€
Subvention Ville	1 000,00€	1 000,00€	537,00€

Bénéficiaires	M et Mme KRYESIU	M et Mme TRUONG	M et Mme BARAOU
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Remplacement de la chaudière et des radiateurs.	Remplacement de la chaudière, réfection du circuit de chauffage, mise aux normes électriques.	Réfection du circuit de chauffage, et des radiateurs. Pose de menuiseries double vitrage.
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H1
Dépense subventionnable	3600,00€	6811,90€	4207,29€
Subvention Ville	360,00€	681,00€	421,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de 1000,00 € à Monsieur et Madame ABDELLATIFI, une subvention de 1000,00€ à Monsieur et Madame HAMMADI, une subvention de 537,00€ à Monsieur et Madame EL FADIL, une subvention de 360,00€ à Monsieur et Madame KRYESIU, une subvention de 681,00€ à Monsieur et Madame TRUONG et une subvention de 421,00€ à Monsieur et Madame BARAOU ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville, ligne OPAH copro Cévennes subvention, Chapitre 9008241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Foncier

Ensemble Immobilier " Passage Clemenceau "

Restriction au droit de disposer

Instauration d'une servitude de passage public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la Voirie détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de l'opération d'aménagement « Passage Clemenceau » qui permettra de relier l'avenue Clemenceau, la rue des Orchidées et le boulevard Berthelot, la réalisation d'une liaison piétonne ouverte au public paraît souhaitable pour assurer un maillage efficace des déplacements doux du quartier et la bonne insertion de l'opération dans son environnement immédiat.

Cette liaison sera créée, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention approuvée par le Conseil Municipal le 17 décembre 2014 portant sur la gestion provisoire par la commune des compétences transférées à la métropole depuis le 1^{er} janvier 2015.

Pour réaliser les liaisons piétonnes souhaitées, une restriction au droit de disposer devra être constituée sous forme de servitude de passage public correspondant aux cheminements prévus dans les pièces graphiques du permis d'aménager délivré au profit de la SERM le 2 Juillet 2014, et dans celles du permis de construire valant division (PC n° 34172 14 V0214), déposé par les promoteurs du programme.

La Ville, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, bénéficiaire de cette servitude, accepte de participer financièrement aux charges liées à son usage et à son entretien, à hauteur de 20 % sur quatre postes de dépenses bien définis, calculés sur les bases suivantes :

- Espaces verts :	montant total 4 700 €,	soit 940 €	à la charge de la collectivité
- EDF :	montant total 2 000 €,	soit 400 €	à la charge de la collectivité
- Ascenseur :	montant total 1 250 €,	soit 250 €	à la charge de la collectivité
- Entretien :	montant total 5 700 €,	soit 1 140 €	à la charge de la collectivité

soit une prise en charge pour la collectivité d'un montant maximum de 2 730 € TTC / an. Cette somme sera indexée sur la base de l'indice du coût de la construction. A noter qu'en cas de fermeture du passage la nuit, la prise en charge financière par la collectivité sera calculée avec un taux réduit à 10 %.

Afin de répondre aux obligations de la comptabilité publique, les paiements seront effectués sur présentation d'appels de fonds dont la périodicité sera définie dans le futur règlement de gestion du programme.

Ces paiements, versés par l'ASL (association syndicale libre) qui sera constituée en fin de programme, seront suivis d'une régularisation annuelle portant sur les dépenses réellement engagées.

Il convient d'accepter le principe de cette restriction au droit de disposer sous forme d'une servitude publique instaurée sur l'ensemble immobilier « Passage Clemenceau » et de signer la convention détaillant les modalités de gestion avec la SERM, à l'euro symbolique.

Maître CAULIER, notaire désigné par la SERM, sera chargé de rédiger l'acte nécessaire à la publication de la servitude aux hypothèques, aux frais de la SERM.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'accepter la restriction au droit de disposer sous la forme d'une servitude de passage public piéton et cycle instaurée sur l'ensemble immobilier « Passage Clemenceau », au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'euro symbolique ;
- d'accepter le paiement d'une participation financière des charges liées à son usage et à son entretien calculée sur les dépenses réellement engagées ;
- de prévoir l'inscription de la dépense au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de saisir Maître CAULIER, Office Notarial de Baillargues, pour rédiger l'acte notarié permettant la publication de cette servitude aux frais de la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

FONCIER

Convention d'occupation précaire Ville - Société ASF Requalification de l'autoroute A9

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité concernant le projet d'ASF relatif à la requalification de l'autoroute A9 s'est déroulée au mois de novembre 2014.

Ce projet de requalification consiste en l'aménagement d'ouvrages de protection de la ressource en eau et d'ouvrages de protection contre les nuisances sonores sur les communes de Lattes et de Montpellier.

ASF sollicite la prise de possession anticipée du parcellaire propriété de la Ville concerné par le projet. Il s'agit des parcelles cadastrées SC 24p pour 202 m², SC 25p pour 1025 m², SC 102p pour 4 m², SC 104p pour 4634 m², SE 36p pour 273 m², SI 47p pour 11 m² et la parcelle cadastrée section BR 1p pour 633 m² située sur la commune de Lattes.

Par délibération du 6 novembre 2014, le conseil municipal a adhéré au projet mais a fait connaître son avis défavorable à l'implantation d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement au nord de l'autoroute A9 et au sud de la ZAC Port Marianne-Rive gauche, du fait de sa mauvaise intégration paysagère et de sa situation dans la transparence hydraulique « Lez-Lironde » (parcelles SC 24, 25, 102 et 104).

La Ville et la Communauté d'agglomération – devenue métropole depuis le 1^{er} janvier 2015 – ont demandé qu'une alternative soit trouvée par le maître d'ouvrage en vue d'une nouvelle implantation de ce bassin, au sud de l'autoroute A9.

Afin de permettre d'anticiper le démarrage partiel des travaux avant régularisation d'un acte authentique de cession, une convention d'occupation précaire au profit d'ASF pourrait être signée pour les parcelles cadastrées SE 36p pour 273 m², SI 47p pour 11 m² à Montpellier et sur la parcelle cadastrée section BR 1p

pour 633 m² située sur la Commune de Lattes, ces parcelles n'étant pas concernées par la réalisation du bassin de rétention que la Ville ne souhaite pas voir implanté comme ASF l'envisage.

Compte tenu de l'intérêt général du projet autoroutier, il est proposé que ladite convention soit conclue à titre gratuit.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention d'occupation précaire à titre gratuit ci-jointe au bénéfice de la Société ASF, mandataire de l'Etat, concernant les parcelles cadastrées SE 36p pour 273 m², SI 47p pour 11 m² situées sur le territoire communal, et la parcelle cadastrée section BR 1p pour 633 m² située sur la commune de Lattes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ladite convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

FONCIA LMG Copropriété, 16 rue Frédéric Peysson	1.841,59 €
Gérance Immeuble Assas, 6 avenue d'Assas (solde de la subvention)	9.598,06 €
Total :	11.439,65 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 11.439,65 € correspondant aux 2 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour Tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 2 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 275 €

Les associations concernées sont :

MPT ST EXUPERY: NUMERIQUE MONTPELLIER 165€

MPT VILLON: DEVENET 110€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1210€

Les associations concernées sont :

MPT VOLTAIRE : OCTOPUSS EXPRESSION 220 €, L'ART DU CŒUR 110 €, JABERA 110€, L'AUTOBUS IMPERIAL 165€

MPT VILLON: APS34 330€

MPT ESCOUTAIRE : MION ASSOCIATION 55€

MPT BRASSENS : H2M 220€

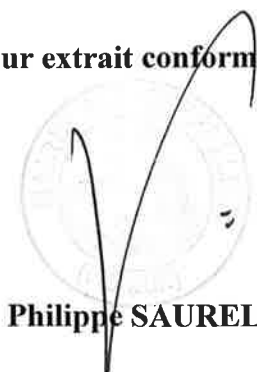
Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Attribution de subvention à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Compte tenu du contexte économique fragile, les associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire sont fortement sollicitées et connaissent une augmentation croissante du nombre de leurs bénéficiaires.

Pour réponse, depuis maintenant 5 ans, la Ville de Montpellier soutient ces structures pour les actions qu'elles mènent sur le territoire communal en leur attribuant une subvention exceptionnelle.

Dans le cadre de la politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion menée par la Ville de Montpellier, il est proposé d'attribuer aux associations ci-dessous les subventions suivantes :

Associations	Montants
Banque alimentaire	10 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence	4 500 €
Restaurants du Cœur	9 000 €
Secours catholique	9 000 €
Secours Populaire Français	9 000 €
Société St Vincent de Paul	7 000 €
Avitarelle	4 000 €
A cœur ouvert	2 500 €
Le Refuge	2 000 €
Solidarité DOM TOM	3 000 €
SOS SDF Les Amoureux de la Vie	500 €
TOTAL	60 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur l'imputation : 6574/925/ 17564, pour un montant de 60 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Adhésion de la Ville au Réseau départemental Parentalité 34

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Comité Départemental de Soutien à la Parentalité de l'Hérault a impulsé en 2012 la création du « Réseau Départemental Parentalité 34 ». L'animation de ce réseau a été confiée à l'Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault.

Ce réseau s'adresse aux acteurs intervenant dans le champ de la parentalité, en référence aux chartes nationales des REAAP (Réseau d'Ecoute d'Aide et d'Accompagnement des Parents) et des CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité).

Son objectif est d'informer, de coordonner et de faire vivre un réseau parentalité dans l'Hérault. Il vise aussi à développer sur les différents territoires du département des réseaux locaux. Il œuvre dans ce cadre à favoriser la réflexion sur la participation des parents aux projets mis en place par les différents acteurs.

Le réseau propose un espace de réflexion et d'échange sur les questions autour de la relation parents-enfants et de la relation parents-professionnels. Il mobilise et accompagne les différents acteurs de soutien à la parentalité, à l'échelle départementale et à l'échelle locale. Il intervient par le biais d'outils spécifiques :

- un site Internet,
- une journée départementale,
- des ateliers de formation,
- un espace ressource, localisé à Montpellier.

La Ville souhaite adhérer au réseau Départemental Parentalité 34 afin d'offrir un soutien aux différents acteurs de la collectivité intervenant dans le domaine de la parentalité et de leur permettre d'enrichir leurs pratiques professionnelles.

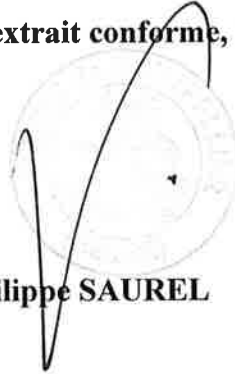
L'adhésion au réseau est gratuite. Elle est valable une année, renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de l'adhésion ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à l'Enfance, à signer l'adhésion ci-jointe, et tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A circular official stamp is partially visible, with the text "Mairie de" and "2015" around the perimeter. A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the stamp.

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modifications du dossier d'inscription et du règlement d'attribution du dispositif d'aide financière au permis de conduire de catégorie B en faveur des Jeunes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Sur proposition du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier a adopté en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, un dispositif d'aide financière de 200 € par jeune dans le cadre du passage du permis de conduire de catégorie B.

Ce dispositif s'adresse annuellement à 50 montpelliérains âgés de 18 à 29 ans en situation précaire et dont le permis est nécessaire dans le cadre d'une insertion socio-professionnelle.

Cette aide est directement versée à l'auto-école prestataire de la Ville de Montpellier, désignée par appel d'offre, et vient en déduction des frais d'inscriptions des jeunes concernés.

Aujourd'hui et afin d'adapter le dispositif, différentes modifications du dossier d'inscription et règlement d'attribution de l'aide sont proposées.

En premier lieu et afin de permettre une meilleure étude des dossiers, sont proposées des modifications concernant les informations demandées aux candidats, à savoir une présentation du projet professionnel ainsi que des éventuels engagements associatifs.

De plus, dans le règlement d'attribution, il est proposé de préciser, article 2 : qu'« il doit s'agir d'une première inscription au permis de conduire dans une auto-école pour le permis B ».

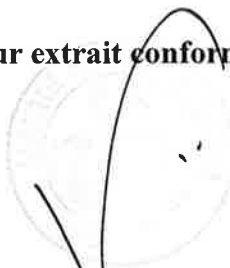
Enfin, il est proposé de constituer un groupe de travail, animé par l'Adjoint délégué en présence de représentants du CCAS de la Ville de Montpellier et de la Mission Locale Jeunes, afin d'étudier les dossiers des candidats et d'émettre un avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver les modifications du dossier d'inscription de demande d'aide au financement du permis de conduire de catégorie B en faveur des jeunes, annexé à la présente délibération.
- D'approuver les modifications du règlement d'attribution de l'aide au financement du permis de conduire de catégorie B en faveur des jeunes, annexé à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès d'associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques jusqu'au 31 décembre 2015.

A ce titre, il est donc proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour les 60 associations déclinées dans le tableau ci-joint.

Considérant l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, il est proposée d'appliquer une redevance minorée.

Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

N° Convention	Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
2015/01	A.S.A. Hérault	577, avenue Louis Ravas - Rés le Rimbaud Bât A	10 500,00 €	35 €	10 465,00 €
2015/02	A.K. SPORT	Salle des Gênes - 415 rue des Baléares	29 025,00 €	35 €	28 990,00 €

2015/03	Aéroclub Guillaumet	7 rue de Clémentville, Résidence Astruc	4 500,00 €	35 €	4 465,00 €
2015/04	Agglomération Montpellier Sports d'Orientation de l'Hérault	Maison du Lez- Allée Alégria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/05	Amicale Boules Paillade	Boulodrome Roger Reyne Place R. Schuman	6 300,00 €	35 €	6 265,00 €
2015/06	Amitié Partage et Citoyenneté	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	2 700,00 €	35 €	2 665,00 €
2015/07	As Arceaux de Montpellier	Terrain Astruc - Club House -rue des Coronilles	6 820,00 €	35 €	6 785,00 €
2015/08	AS Atlas Montpellier	Terrains Mosson Club House Avenue d'Heidelberg	10 980,00 €	35 €	10 945,00 €
2015/09	ASBAM	Gymnase les Arts Rue de Substantion	25 300,00 €	35 €	25 265,00 €
2015/10	AS Celleneuve	Stade Combettes Avenue du Petit Séminaire	5 940,00 €	35 €	5 905,00 €
2015/11	Montpellier Pétanque Beaux Arts	Gymnase les Arts 82, espace de la Musique	3 520,00 €	35 €	3 485,00 €
2015/12	As Val de Croze Kick Boxing	Place Fourrier	15 730,00 €	35 €	15 695,00 €
2015/13	ASPTT Football	Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein	3 080,00 €	35 €	3 045,00 €
2015/14	Association Aéroclub Hérault Languedoc-Rousillon	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/15	Association des Présidents du secteur Montpellier	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès	2 525,60 €	35 €	2 490,60 €
2015/16	ASC Paillade Mercure	Terrains Mosson Club House Avenue d'Heidelberg	10 980,00 €	35 €	10 945,00 €
2015/17	ASLJ Montpellier Croix d'Argent Volley	Gymnase Alain Colas rue de l'Arnel	11 500,00 €	35 €	11 465,00 €
2015/18	Attitude	Complexe Sportif de Grammont avenue Albert Einstein	2 070,00 €	35 €	2 035,00 €
2015/20	Auto Modélisme Occitan	Complexe Sportif Grammont avenue Albert Einstein	7 200,00 €	35 €	7 165,00 €
2015/21	Clapas Pétanque Bouliste	Place du Père Louis - Avenue du Pirée	4 000,00 €	35 €	3 965,00 €
2015/22	Croix d'Argent Basket	Gymnase Couderc, rue du Mas de Lemasson	2 000,00 €	35 €	1 965,00 €
2015/23	Croix d'Argent Pétanque	Boulodrome Croix d'Argent - rue Marcel Paul	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
2015/24	Echecs Club Montpellier	1, boulevard Victor Hugo - Tour de la	18 000,00 €	35 €	17 965,00 €

		Babote			
2015/25	Entente sportive bouliste de Mtp	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès	1 815,00 €	35 €	1 780,00 €
2015/26	Football Club Petit Bard	Stade Rachid Malla , av P. Rimbaud	11 835,00 €	35 €	11 800,00 €
2015/27	Football Club Petit Bard	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
2015/28	Gély Sport Club House	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
2015/29	Génération Taekwondo	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
2015/30	Grand Mail Pétanque	Boulodrome René Bessièrès Avenue de Louisville	9 450,00 €	35 €	9 415,00 €
2015/31	Jean Monet Antigone Pétanque	MPT Voltaire, 1 square Jean Monnet	3 000,00 €	35 €	2 965,00 €
2015/32	La Boule du Lantissargues	Boulodrome Lantissargues Avenue de Maurin	6 930,00 €	35 €	6 895,00 €
2015/33	Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/34	Los Valents de Montpellier	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson	1 080,00 €	35 €	1 045,00 €
2015/35	Montpellier Agglomération Canoë Kayack-MUC	Basse Nautique de Lavalette Rue J.F. Breton	11 000,00 €	35 €	10 965,00 €
2015/36	Montpellier Agglomération Athlétic Méditerranée	Stade Philippidès 542, rue Auguste Broussonnet	30 470,00 €	35 €	30 435,00 €
2015/37	Montpellier Athlétic Running Club	Stade Philippidès, 542 rue Auguste Broussonnet	8 360,00 €	35 €	8 325,00 €
2015/38	Montpellier Arc Club	Complexe Sportif de la Rauze Av du Dr Fourcade	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
2015/39	Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/40	Montpellier Languedoc Cyclisme	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
2015/41	Montpellier Pétanque Saint Martin	Boulodrome Ernest Onillon, 151, impasse du Mas d'Argelliers	12 150,00 €	35 €	12 115,00 €
2015/42	Montpellier Petit Bard Futsal	Salle du Petit Bard - rue Paul Rimbaud	1 440,00 €	35 €	1 405,00 €
2015/44	Montpellier Roller Hockey	Complexe Sportif Batteux rue F. Gossec	1 221,00 €	35 €	1 186,00 €

2015/45	Montpellier Tennis de Table	Gymnase Achille , place Marcel Godechot	22 000,00	35 €	21 965,00 €
2015/46	Mouvements Citoyen	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 710,00 €	35 €	1 675,00 €
2015/47	MUC Baseball "Les barracudas"	Domaine de Veyrassi, rue des quatre vents	6 300,00	35 €	6 265,00 €
2015/48	MUC Football	Stade J. Vega Av Val de Montferrand	2 420,00 €	35 €	2 385,00 €
2015/49	MUC Omnisports	CS A. Batteux rue françois Gossec	136 400,00 €	35 €	136 365,00 €
2015/50	Pompignane Sport et Culture	Local E. Pazos - Terrain la Pompignane Avenue A. Juin	2 160,00 €	35 €	2 125,00 €
2015/51	Racing Club Lemasson	3, rue Montjuich - Stade Giambrone	5 130,00 €	35 €	5 095,00 €
2015/52	Racing Club Lemasson	4, rue Montjuich	1 050,00 €	35 €	1 015,00 €
2015/53	Rimbaud Pétanque	Boulodrome Rimbaud Av St André de Novigens	6 600,00 €	35 €	6 565,00 €
2015/54	Les Diables Rouges Montpellier XIII	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson	2 970,00 €	35 €	2 935,00 €
2015/55	Saint Martin Gazélec	Complexe Sportif la Rauze Avenue du Docteur Fourcade	20 000,00 €	35 €	19 965,00 €
2015/56	Stade Lunaret Nord	Terrain V. Candela- Club House - - Rue Max Mousseron	7 200,00 €	35 €	7 165,00 €
2015/57	LA LOCAL	Terrain Paul Valéry Club House Avenue de Vanières	3 660,00 €	35 €	3 625,00 €
2015/58	LADEU - (2POLVA)	Terrain Paul Valéry Local associatif Avenue de Vanières	2 280,00 €	35 €	2 245,00 €
2015/59	Association Omnisports Montpellier Figuerolles	Salle Farre Rue du Mas de Merle	30 800,00 €	35 €	30 765,00 €
2015/60	Union Montpelliéraine pour le Développement du Sport et de la Culture	Club House - Terrain les Gémeaux - Rue de l'Agathois	4 160,00 €	35 €	4 125,00 €
2015/61	La Boule Occitane des Arceaux	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
TOTAL			569 861,60	2 065,00	567 796,60

En complémentarité et selon les mêmes modalités déclinées ci-avant, il est proposé d'attribuer pour 2015 un local à l'association Roll'School. Dans ce cadre, la volonté est de favoriser le tissu associatif local et de dynamiser le lien social.

N° Convention	Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
---------------	-------------	--------------------	-----------------	--------------------	-------------------------

2015/19	Roll'School	Complexe Sportif de Grammont avenue Albert Einstein	2 070,00 €	35 €	2 035,00 €
	TOTAL		2 070,00	35,00	2 035,00

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour l'élection des conseillers départementaux 22 et 29 mars 2015 Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A l'occasion de l'élection des conseillers départementaux, qui auront lieu les dimanches 22 et 29 mars 2015, l'Etat envisage de confier, par convention, à la Ville de Montpellier, les opérations de libellé des enveloppes, de mise sous pli et d'envoi de la propagande électorale des cantons n°15 (Montpellier), n°16 (Montpellier 2), n°17 (Montpellier 3), n°18 (Montpellier 4), n°19 (Montpellier 5) et n°20 (Montpellier-Castelnau-le-Lez).

Pour la réalisation de ces opérations, la Ville assurera le recrutement, le paiement des personnels et des charges sociales et patronales, ainsi que le traitement des déclarations fiscales.

Pour le paiement de cette prestation, une enveloppe forfaitaire d'un montant brut sera déléguée à la commune. Ces crédits devront être utilisés en mode « PSOP » (paiement sans ordonnance préalable). Cette enveloppe forfaitaire sera calculée en fonction des cantons concernés, du nombre de candidatures et par tour de scrutin.

La rémunération individuelle des personnels recrutés ne pourra excéder le montant de l'indemnité forfaitaire qui peut être accordée aux personnels, telle que fixée par l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention à passer entre la Ville et l'Etat, annexée à la présente délibération ;

- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

;
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "VILLE DE SAINT-PAUL" and "Maire" in the center. The signature is a stylized, cursive "P" followed by a long horizontal stroke.

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Lieux d'art de la Ville de Montpellier Programmation 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les lieux d'expositions temporaires gérés par la Direction de la Culture et du Patrimoine sont au nombre de cinq :

- **La Panacée, centre de culture contemporaine.**
- **Le Pavillon populaire, dédié à la photographie ;**
- **Le Carré Sainte-Anne, consacré à l'art contemporain ;**
- **L'Espace Dominique Bagouet, voué à la découverte des figures artistiques régionales ;**
- **L'Espace Saint-Ravy, mis à disposition à des artistes locaux et en particulier à des projets émergents.**

La Panacée, Centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, qui a ouvert ses portes le 22 juin 2013, favorise la transdisciplinarité, en présentant des expositions et des manifestations dans les trois champs des arts visuels, des nouvelles formes d'écritures et du numérique. Plateforme créatrice et expérimentale, La Panacée propose à tous les publics d'expérimenter une relation renouvelée à l'art. La Panacée s'attache à repérer, accompagner, produire les artistes en favorisant les nouvelles pratiques artistiques d'un monde en mutation, notamment par le biais de résidences artistiques. Une place inédite est consacrée aux étudiants avec l'intégration au sein de la Panacée, d'une résidence universitaire, dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et le Crous de Montpellier. Cet établissement s'inscrit dans la filiation de grands centres d'art créés en Europe ces dernières années. Ces centres se reconnaissent dans la notion de culture contemporaine, pour accueillir une diversité de pratiques artistiques et expérimenter d'autres relations entre l'art et les publics.

- ***Machine à habiter***, des installations et événements présentés à La Panacée du 25 février au 15 mars 2015 : accueil du **festival Tropisme 2015**
- L'Accueil du **festival « Les Boutographies »** dans le cadre des rencontres européennes de la photographie de Montpellier. Du 4 avril au 26 avril 2015.

- **La Panacée Village Global manifestation, événements** produits par La Panacée et proposée du 16 mai au 24 mai 2015. Partenariats envisagés avec l'Université de Montpellier, l'Ecole Supérieure de journalisme de Montpellier...
- L'exposition ***His Master's Voice*** produite par La Panacée en partenariat avec HMKV Hartware MedienKunstVerein de Dortmund. Du 20 juin au 20 septembre 2015
Commissariat : Inke Arns, commissaire et directrice du HMKV.
- L'Accueil de **Drawing Room 2015**, salon du dessin contemporain de Montpellier qui sera présenté sur une nouvelle forme entre salon et exposition – avec une approche plus curatoriale adaptée au lieu. Du 7 au 11 octobre 2015.
- L'exposition ***Scènes de l'imaginaire automate 2015*** produite par La Panacée en partenariat avec le MAMCO Musée d'art moderne et contemporain de Genève. Du 21 novembre 2015 au 28 février 2016.
Partenariats à l'étude avec l'Université de Montpellier, le LIRMM, laboratoire d'Informatique, de robotique et de microélectronique de Montpellier, Centre Dramatique de Montpellier hTh, l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne...

Le Pavillon Populaire, installé sur l'Esplanade Charles-De-Gaulle, est un lieu que la Ville de Montpellier dédie entièrement à la photographie. Il s'agit d'un équipement professionnel de monstration ouvert gratuitement au grand public qui affiche une programmation de haut niveau, en présentant des œuvres d'artistes de notoriété nationale et internationale. Avec une moyenne de quatre expositions par an, le Pavillon Populaire a réussi à fidéliser un public nombreux (près de 100 000 visiteurs par an) et à créer une forte attente. Depuis 2011, il est placé sous la direction artistique de Gilles Mora et sur le principe de l'invitation régulière de commissaires et artistes internationaux.

Le Pavillon Populaire présentera en 2015 :

- **Exposition « *La Vie en Kodak : colorama publicitaires des années 1950 à 1970* »**
Projet en coproduction avec le musée Nicéphore Niépce, Chalon-sur-Saône, dont est issue la collection de Colorama Kodak. Co-commissariat de Gilles Mora et de François Cheval, Conservateur en chef du musée Nicéphore Niépce.
Exposition présentée du mercredi 25 mars 2015 au dimanche 17 mai 2015.
- **Exposition « *Jakob Tuggener, « Fabrik » - L'Usine : Une épopée industrielle 1932 - 1952* »**
Projet en collaboration avec la *FotoStiftung Schweiz* (Winterthur, Suisse.) Commissariat : Martin Gasser, co-directeur de la *FotoStiftung Schweiz*.
Exposition présentée du mercredi 1er juillet au dimanche 18 octobre 2015.
- **Exposition « *Denis Roche, Photolalies* »**
Rétrospective sur un des auteurs phare du mouvement dit de la « photobiographie ». Commissariat : Gilles Mora en lien avec le photographe et écrivain Denis Roche.
Exposition présentée du mercredi 18 novembre 2015 à fin février 2016.

Au **Carré Sainte-Anne**, dont la programmation est proposée par un comité d'experts entériné par délibération du 26 juillet 2010 et piloté par Numa Hambursin, c'est une programmation d'envergure nationale et internationale orientée vers l'art contemporain qui est établie. Le fruit de cette réflexion collective donne lieu depuis le mois d'avril 2011 à une ambitieuse série d'expositions.

En 2015 sont prévues les expositions suivantes au Carré Sainte-Anne :

- **Exposition de Léopold Rabus (peinture et installations)**
Commissariat : Numa Hambursin en partenariat avec la galerie *aeroplastics contemporary* de Bruxelles.
Exposition présentée du vendredi 27 février au dimanche 3 mai 2015.

- Exposition de Joana Vasconcelos (installations.)

Commissariat : l'association les Amis du Musée Fabre. Exposition présentée du mercredi 10 juin au dimanche 1er novembre 2015.

Une phase de travaux de rénovation et d'adaptation aux normes de sécurité de l'ancienne église Sainte-Anne est ensuite prévue de novembre 2015 à janvier 2016 inclus.

L'Espace Dominique Bagouet, situé sur l'esplanade Charles-De-Gaulle, a rouvert ses portes au public sous une nouvelle forme en décembre 2012. Il est dédié à l'exploration des figures du patrimoine artistique régional des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Placé sous la direction artistique de Numa Hambursin, sa programmation proposera également des ouvertures régulières à des artistes contemporains régionaux.

En 2015, L'espace Dominique Bagouet accueillera :

- L'exposition de l'artiste contemporain Patrice Palacio.

Commissariat : Numa Hambursin. Exposition présentée du mercredi 4 mars au dimanche 19 avril 2015.

- L'exposition proposée dans le cadre de la **programmation de la Comédie du livre** dédiée à la littérature hispanique et lusophone, du 1^{er} au 31 mai 2015 couplée au « **Salon du livre d'artiste** » pendant l'événement de la Comédie du livre, du jeudi 28 au dimanche 31 mai 2015.

- L'exposition patrimoniale **Hommage à Georges Dezeuze** proposée par Numa Hambursin en lien avec les descendants de l'artiste. Exposition présentée du 24 juin au 8 novembre 2015.

- L'exposition de l'artiste contemporain **José Salles-Abella** (peinture)

Exposition présentée du mercredi 2 décembre 2015 à fin janvier- début février 2016

L'Espace Saint-Ravy est une salle d'exposition située en cœur de ville, aux splendides voûtes ornées de clés typiques. 15 à 20 expositions par an y étaient jusqu'en 2014 proposées. Des travaux importants sont prévus en cette année de transition du site, de ce fait cette programmation sera limitée à 10 projets développés sur un temps plus long.

La programmation de cet espace est composée d'artistes locaux, en particulier de créateurs émergents. Ceux-ci sont habituellement choisis sur projets par une commission annuelle, composée de professionnels de l'art, en respectant les règles de l'appel à candidature préalablement diffusé en local. Une fois les artistes ou associations bénéficiaires sélectionnés, la salle est mise gratuitement à leur disposition pour une durée de quatre semaines maximum, avec une relative autonomie.

Quatre projets d'artistes émergents montpelliérains seront proposés pour la période de janvier à mai 2015. Il s'agit de :

- L'exposition du photographe **Marc Gaillet**, du 24 janvier au 15 février 2015.

- L'exposition de **Sonia Bazantay**, designer et artiste plasticienne, du 28 février au 22 mars 2015.

- L'exposition du duo d'artistes peintres **Xtrem & Dezem**, du 28 mars au 19 avril 2015.

- L'exposition « carte blanche » à la **Galerie Montana** (projet Outline 2), *street art*, du 2 mai au 24 mai 2015.

L'appel à candidatures sera relancé en mars 2015 pour une sélection de 12 expositions qui seront programmées de septembre 2015 à septembre 2016.

Une période de trois mois de travaux de remise aux normes et d'amélioration de l'équipement est planifiée de juin à août 2015 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la programmation telle que proposée pour l'année 2015 sur les lieux d'art de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) à l'occasion de l'organisation de ces expositions ;
- De prélever toutes les dépenses liées sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, littéraire et des arts plastiques sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou des structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 45 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de **185 800 €** au titre de l'exercice 2015.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
---------------------	----------------------	--------	---------

	Arts plastiques		
5149	LES BRISCARTS	Fonctionnement	1 500
200	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER PHOTO	Fonctionnement	2 000
857	A LA BARAK ATELIER DE PHOTOGRAPHIE	Fonctionnement	1 000
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Fonctionnement	5 000
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Projet	3 000
	Audiovisuels et médias		
5154	C'EST RARE FILM	Projet	2 000
867	CELLANOVA.ORG	Fonctionnement	1 500
	Culture scientifique et technique		
5358	ASSOCIATION DES CAFES GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER	Fonctionnement	500
	Livre		
2242	L'OISEAU LYRE	Fonctionnement	1 000
3988	MAISON DE LA POESIE	Fonctionnement	8 000
3988	MAISON DE LA POESIE	Projet	5 000
297	MOTS PASSANTS	Fonctionnement	300
5386	GRAPHIE	Fonctionnement	1 000
5386	GRAPHIE	Projet	500
	Patrimoine		
2119	CENTRE LACORDAIRE	Projet	1 000
5192	ASSO RECHERCHE LANGUES ANCIENNES MONTPELLIER	Projet	500
	Spectacle vivant - Danse		
418	ASSOCIATION RAMA	Fonctionnement	9 500
597	HORS COMMERCE	Fonctionnement	9 500
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Fonctionnement	1 500
1207	ACTION D'ESPACE	Projet	2 500
1240	SATELLITE	Fonctionnement	2 000
1250	ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	Fonctionnement	3 000
1523	DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS	Fonctionnement	5 000
2432	ALLONS'Z'ENFANTS – CIE DIDIER THERON	Fonctionnement	25 000
2683	LES GENS DU QUAI	Fonctionnement	7 000
2857	SINGULIER PLURIEL	Fonctionnement	2 500
3104	ETRE EN SCENE	Fonctionnement	7 500
3140	A CONTRE POIL DU SENS	Fonctionnement	3 500
3252	ASSOCIATION ACHLES	Fonctionnement	5 000
3311	COMPANIA INESPERADA/GERMANA CIVERA	Fonctionnement	5 000
3426	LA MENTIRA	Fonctionnement	2 000
3455	ARTEFACT DANSE	Fonctionnement	2 000
3668	COMPAGNIE COMME CA	Fonctionnement	2 000
3786	DANSER BONHEUR	Fonctionnement	1 500
3961	COMPAGNIE AURELIA	Fonctionnement	7 500
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	20 000
4377	PULX	Fonctionnement	2 500
4723	APPEL DU GESTE ACTUEL	Fonctionnement	1 500
4928	ASSOCIATION VILCANOTA	Fonctionnement	3 000
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	Fonctionnement	2 000
5020	ASSOCIATION STELLA-MURRAY BROSCH	Fonctionnement	4 500

	PRODUCTION		
5034	ASSOCIATION CHICANES	Fonctionnement	7 000
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement	5 000
5254	MARIE LOUISE BOUILLONNE	Fonctionnement	2 000
5643	A BAILAR TANGO	Projet	1 000
	TOTAL		185 800

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de **185 800 €** ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Comédie du Livre 2015 Convention de partenariat Ville-Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En trente ans, la Comédie du Livre est devenue une manifestation littéraire majeure en France, rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa région. Cette manifestation participe au rayonnement culturel de Montpellier au niveau national et international ; elle contribue à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en région, au premier rang desquels la librairie indépendante. Elle invite chaque année à la découverte de littératures étrangères grâce à une ambitieuse programmation littéraire et artistique. La trentième édition de la manifestation sera consacrée aux littératures ibériques.

Dans le but de permettre à la Comédie du Livre d'aller à la rencontre de nouveaux publics, avant et pendant les trois jours que dure la manifestation et de s'étendre à l'ensemble du territoire de la Métropole de Montpellier, la Ville, organisatrice de l'évènement, souhaite amplifier son partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole sera ainsi invitée à proposer une programmation de rencontres et d'animations au sein du Réseau des Médiathèques ; cette programmation sera annoncée par la Ville sur les supports de communication liés à la manifestation (programme général, site Internet, catalogue des littératures ibériques).

Un stand sera dédié au Réseau des Médiathèques sur l'esplanade Charles de Gaulle, cet espace bénéficiera de l'assistance technique générale de la manifestation.

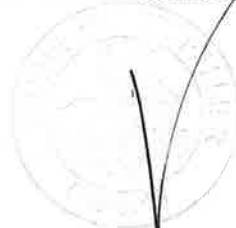
La Ville bénéficiera pendant les trois jours de la manifestation d'une mise à disposition gratuite de l'auditorium et de de la pelouse du parvis du Musée Fabre, de l'auditorium de la Médiathèque centrale Emile Zola et, en fonctions des disponibilités, de l'Opéra Comédie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image Convention de partenariat Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 14 ans, l'association Grain d'Image organise des rencontres photographiques mettant en valeur la jeune création. Ce festival « *Les Boutographies- Rencontre Photographiques de Montpellier* » a lieu chaque année à Montpellier pendant 15 jours et touche environ 12 000 spectateurs. Cette année la manifestation aura lieu du 4 au 26 avril 2015.

La Ville de Montpellier soutient cette manifestation à travers l'attribution d'une subvention et la mise à disposition de locaux prestigieux dont, cette année, la Panacée. Par ailleurs, depuis 2010, la Ville achète, pour un montant de 2 500 euros, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix.

Il convient également de rappeler que depuis 2011, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association un local, situé en rez-de-chaussée du 9 de la rue Colbert, qui sert de bureaux et de lieu d'exposition, soutenant ainsi l'association dans des activités plus régulières. Cette mise à disposition correspond à une aide en nature de 1789 euros.

Pour la manifestation 2015, la Ville met à disposition de l'association outre la Panacée, la salle Rabelais et le salon du Belvédère pour des durées variables et des usages différents : lecture de portfolio, remise de prix, conférences et projections. Ces mises à disposition correspondent à une aide en nature de 16 030 € pour la Panacée, 150 € pour la salle Rabelais et 90 € pour le salon du Belvédère. Compte tenu de l'intérêt de la manifestation, il est proposé de mettre ces deux derniers lieux à disposition de l'association à titre gratuit, ce qui correspond à une aide en nature globale de 16 270 € pour l'ensemble de la manifestation

Pour la réalisation de ce festival l'association Grain d'Image a sollicité une subvention de 32 000 euros ; N° de dossier 002031.

**Présentation simplifiée du compte de Résultat 2013 et du budget Prévisionnel 2015
de l'association Grain d'Image**

Charges	2013	BP 2015	Produits	2013	BP 2015
Achats	3 358	6 947	Produits	10 186	19 061
Services extérieurs	27 923	33 030			
Salaires et charges	8 724	14 984	Subventions	20 977	35 900
Impôts et Taxes	154		<i>Etat / Rectorat</i>		
			<i>Ville</i>	20 000	32 000
Charges diverses de gestion			<i>Conseil Régional</i>		2 000
Dotations amortissements	2 880		<i>Côte part Agglomération</i>	977	1 900
Charges financ. et excep.	82		Autres produits	567	
Autres charges	1 828		Produits financ. et excep.		
-----			Transferts de charges		
Total	44 949	54 961	Total	31 731	54 961
Déficit	13 218				

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Grain d'Image s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville en matière de développement des arts visuels et plus particulièrement en matière de présentation de photographes contemporains et de soutien aux artistes émergents il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € pour le festival « *Les Boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* ».

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4081	Grain d'Image	P	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- d'approuver les mises à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous-réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des radios associatives

Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il y a plus 30 ans naissaient à Montpellier les premières radios associatives libres, mouvement émanant des premières radios "pirates" en 1978.

Aujourd'hui, la ville de Montpellier compte neuf radios associatives indépendantes qui animent et produisent, chaque jour, des heures de programmes radiophoniques et participent ainsi pleinement à la pluralité et à la diversité culturelle. Elles touchent tous types de public : jeunes, citoyens, personnes isolées et leurs actions en font des acteurs majeurs de la liberté d'expression.

La richesse de leurs programmes permet de rendre visibles des initiatives locales et d'assurer une information de proximité solidaire et citoyenne, leur impact social est donc considérable. Ces modes d'expression se construisent en activant des partenariats avec les acteurs associatifs de Montpellier et les institutions. En cela, ces associations assument une mission de lien social et participent à la construction d'une histoire et d'une identité commune. Elles apportent donc un concours essentiel au développement local et culturel.

Considérant les missions des radios associatives comme indispensables à l'exercice de la démocratie locale, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en leur octroyant chacune 8 000 €. Sont également octroyés 4 000 € à la radio étudiante A.D.O.R.E.M. créée en 2010 et hébergée depuis dans les locaux de la Maison pour Tous Emma Calvé. Cette mise à disposition de locaux constitue une aide en nature importante.

1 000 € sont attribués à l'association OAQADI qui anime des ateliers radiophoniques auprès des jeunes. C'est donc 61 000 € au total que nous proposons de verser à 9 associations.

Il convient par ailleurs de rappeler que la ville intervient dans le cadre d'une co-production avec l'association Croqu'Oreilles – Radio Divergence F.M. à hauteur de 24 971,31 € pour la retransmission en direct de la saison de l'Agora des Savoirs.

Code Association	Nom de l'association	Nature	Montant
29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	Projet	8 000
38	RADIO AVIVA 88 FM	Fonctionnement	8 000
48	FM PLUS ASSO PROTESTANTE DE RADIO-TELEVISION	Fonctionnement	8 000
307	RCF MAGUELONE HERAULT	Fonctionnement	8 000
491	SON E RESSON OCCITAN	Fonctionnement	8 000
1215	CROQU'OREILLES DIVERGENCE	Fonctionnement	8 000
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement	1 000
1919	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIA	Fonctionnement	4 000
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement	8 000
TOTAL			61 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations, pour un montant total de 61 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Culture et Patrimoine Conventions de partenariat et attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale. Ce Fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Cette année 2015 atteste d'une montée en puissance et en gamme de ce dispositif qui est à présent repéré par les groupes et les chanteurs de Montpellier. La qualité des propositions est au RDV, le FACM joue bien le rôle qui est le sien, aider les professionnels à travailler correctement et leur donnant des moyens financiers ciblés et accrus.

Un dispositif 2015 qui profite autant à des artistes locaux reconnus y compris à l'international, qu'à des artistes émergents déjà repérés par la presse lors de concerts.

Sur 24 dossiers déposés en 2015, 16 ont été retenus.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Code Asso	Nom de l'association	Nom du groupe ou de l'artiste	Type d'aide	Subvention 2015
151	Chœur Universitaire de Montpellier LR	Misa Tango	Création spectacle	2 000
382	Association Jules Sonic Prods	El calife	Enregistrement	2 500
554	Kangourou production	Filentre	Enregistrement	2 500
2044	Josiane production	Gabrielle	Création spectacle	2 000
2291	Méli Mélodie	Chaque jour une petite vie	Création de spectacle	2 500
5146	Pyare	Divano Dromensa	Création de spectacle	2 000
5240	Boomerang Prod	Scotch & Sofa	Enregistrement	3 500
5461	La Faction Compagnie théâtrale	Vanessa Liautey	Création de spectacle	2 000
5510	Dedalus	In 15	Création spectacle	2 000
5553	Water Babies	In cerchio	Enregistrement	2 000
5827	Actions Montpellier Musique Ensemble Solidaire	OVNI	Enregistrement	2 000
5828	Mojo Pin production	Mr Blackstone	Enregistrement	2 000
6097	Clé d'sol	Greg Lafargue	Enregistrement	2 000
6143	Larasker	Iaross	Enregistrement	2 500
6165	Et l'on rêve	Volin	Enregistrement	2 000
6173	La porcina	Palumbo	Enregistrement	3 000
			Total	36 500

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale d'attribuer une subvention aux seize associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 36 500 euros ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 36 500 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions culturelles du territoire afin de diversifier les événements proposés au public et d'assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, dispose d'un auditorium de 188 places pour la programmation de conférences, lectures ou diffusions. L'utilisation de l'auditorium est intégrée à la programmation artistique et culturelle de la Panacée, dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

Le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents, propose au public une programmation artistique et culturelle dans le domaine du spectacle vivant. Pour la saison 2014-2015, le Théâtre des 13 vents élargit sa programmation et organise un cycle de conférences thématiques avec des intervenants spécialisés.

La Ville de Montpellier et le Centre Dramatique National ont engagé un premier partenariat en 2014 par l'organisation et l'accueil de 5 conférences en lien avec la programmation du CDN. Ce partenariat est reconduit dans les mêmes formes pour le 1^{er} semestre 2015.

Les conférences proposées, gratuites et ouvertes à tout public, sont les suivantes :

Jeudi 19 mars à 12h45	Intervenant : Michka Assayas Comment la poésie s'est réinventée au sein de la musique ? Programmé dans le cadre de <i>Spoken word</i>
Mercredi 29 avril à 12h45	Intervenante : Angelica Liddell Modératrice : Christilla Vasserot Programmé dans le cadre de Tandy, cycle de résurrection

Vendredi 15 mai à 12h45	Intervenant : David Sanson Programmé dans le cadre de Héros de l'électro
Mercredi 17 juin à 12h45	Intervenant : Antoine Jurga Michel Houellebecq, écrivain du contemporain ? Programmé dans le cadre <i>des particules élémentaires</i> , mis en scène par Julien Gosselin

L'interdisciplinarité étant au coeur du projet artistique et culturel de la Panacée et du projet d'établissement, un premier partenariat avec le Centre Dramatique National permettrait de poser les jalons de collaborations plus fortes entre le Centre Dramatique National et la Ville de Montpellier. Ce premier partenariat porterait ainsi sur la mise à disposition gracieuse de l'auditorium.

Cette mise à disposition correspond à une subvention en nature de 69.63 € par jour d'utilisation de l'auditorium (195.5 m2, 130 € par m2 et par an), soit 278,52€ pour la durée du cycle de conférences) ; cette somme sera inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la mise à disposition gracieuse de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National pour l'organisation de 4 conférences ;
- D'approuver la convention jointe en annexe de la présente délibération ;
- D'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire ;
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux selon les termes de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking" Autorisation de signer l'avenant n°3

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre différentes actions et dispositifs concourant au renforcement de l'attractivité du centre-ville et de ses commerces.

La mise en place en décembre 2009 de l'opération Chèque parking, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les exploitants des parcs de stationnement du centre-ville, permet aux commerçants de fidéliser leur clientèle et de faire un geste commercial.

Le dispositif Chèque parking connaît un réel succès depuis, et, à ce jour, plus de 500 commerçants du centre-ville sont partenaires de l'opération.

Il est proposé d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de partenariat du dispositif initialement adopté lors du conseil municipal du 14 décembre 2009 et qui stipule dans son article 12 les modalités de modification.

Par le présent avenant, le dispositif Chèque parking est étendu aux parcs de stationnement Nouveau Saint Roch et Mantilla. De plus, compte tenu de l'intégration au dispositif du parc de stationnement de la Mantilla, la SERM qui est propriétaire et exploitant de cet ouvrage, est rajouté par cet avenant à l'article 6.1 (les exploitants des parkings) de la convention.

A ce titre les chèques parkings seront désormais utilisables par les usagers des quartiers « Gare » et « Nouveau St Roch » pour le parc de stationnement Nouveau St Roch et par les usagers du quartier Port Marianne pour le parking de la Mantilla.


La répartition du financement de l'opération est inchangée pour un chèque parking d'une valeur de 1 € : 0,30€ Ville / 0,30 € CCI / 0,30 € commerçant / 0,10 € exploitant du parking.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser M. le Maire, ou Mme l'Adjointe Déléguée, à signer l'avenant n°3 à la convention de partenariat du dispositif Chèque parking ;
- D'autoriser M. le Maire, ou Mme l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 53

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I – Créations de postes :

Filière Médico-sociale :

Puéricultrice cadre de santé : Création d'un poste

Filière sécurité :

Chef de service : Création de deux postes

Filière technique :

Ingénieur : Création d'un poste

II – Suppressions de postes :

Filière médico-sociale :

Puériculture de classe supérieure : Suppression d'un poste

Filière sécurité :

Brigadier-chef principal : Création d'un poste

Filière technique :

Technicien principal de 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

III – Ouverture de poste à un agent non titulaire :

Direction des finances :

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est créé sur des fonctions de Responsable du service actionnariats et partenariats. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction de la Culture et du Patrimoine :

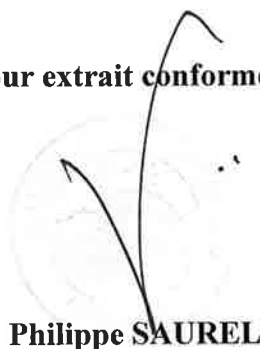
Le poste de Directeur adjoint du Théâtre Jean Vilar est vacant. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés ou des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Philippe SAUREL', is written over a faint circular official stamp. The signature is fluid and cursive.

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Création d'un service commun de direction de la communication et d'un service commun de direction de cabinet entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services dans le cadre d'une convention de service commun.

Elles souhaitent aujourd'hui approfondir leur mutualisation au travers d'une direction de cabinet et d'une direction de la communication communes.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces services communs seront mis en place à partir du 1^{er} mars pour la direction de cabinet et à partir du 1^{er} juin 2015 pour la direction de la communication. La mutualisation concerne les seuls postes de directeurs.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans deux conventions distinctes, pour la direction de cabinet et pour la direction de la communication.

Les services communs de direction de cabinet et de direction de la communication seront gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi le 3 février 2015 pour avis sur ces conventions de service commun et les fiches d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés, et son Assemblée délibérante s'est prononcée favorablement le 5 février 2015.

Le Comité technique de la Ville a également été saisi pour avis.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la Convention de création d'un service commun de direction de cabinet et la convention de création d'un service commun de direction de la communication, jointes en annexe, portant mutualisation des postes de Directeur de Cabinet et de Directeur de la Communication ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à engager les dépenses correspondantes.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 55

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Signature de convention avec le SDIS

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

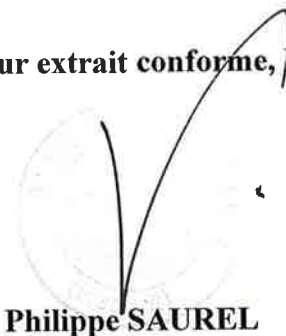
Conformément à la loi n°96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, la ville de Montpellier, employeur d'un ou plusieurs sapeurs-pompiers volontaires peut conclure des conventions individuelles avec le Service Départemental d'incendie et de secours, afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et celle de la formation de ces agents.

Ces conventions veillent notamment à s'assurer de la compatibilité de cette disponibilité avec les nécessités du fonctionnement du service public. Elles décident également du maintien ou non du traitement au cours des périodes qu'elle visent réalisées par les agents auprès du SDIS.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions et tout document relatif à ce dossier.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Taxe d'habitation :

Abattement spécial de 10% en faveur des personnes handicapées ou invalides
Majoration de la cotisation communale pour les logements meublés non affectés à l'habitation principale

Taxe foncière sur les propriétés bâties :

Suppression de l'exonération de deux ans des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions d'immeubles à usage d'habitation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La stricte modération de la fiscalité directe pour les ménages montpelliérains constitue un engagement fort de l'exécutif local, qui a fait de la stabilité des taux d'imposition la clé de voûte de son mandat. Le Débat d'Orientations Budgétaires qui sera présenté au prochain Conseil Municipal viendra acter cette volonté.

Ce mandat doit permettre de prendre certaines mesures fiscales destinées à assurer plus d'équité et de solidarité entre les contribuables, et à inciter les propriétaires de résidences secondaires à les mettre sur le marché locatif.

Trois dispositifs sont ainsi proposés au Conseil Municipal :

Dispositif 1 – Poursuivre une politique fiscale solidaire en instituant l'abattement spécial de 10% à la base de la taxe d'habitation en faveur des personnes handicapées ou invalides

Les dispositions de l'article 1411 II. 3 bis du Code Général des Impôts permettent au Conseil Municipal, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, d'instituer un abattement de 10% à la base en faveur des personnes handicapées ou invalides. Calculé sur la valeur locative moyenne des habitations de la commune, cet abattement s'applique uniquement à l'habitation principale.

Pour en bénéficier, le redevable de la taxe d'habitation doit remplir au moins une des conditions suivantes :

1. être titulaire de l'allocation supplémentaire d'invalidité mentionnée à l'article L.815-24 du code de la sécurité sociale ;
2. être titulaire de l'allocation aux adultes handicapés mentionnée aux articles L.821-1 et suivants du code de la sécurité sociale ;
3. être atteint d'une infirmité ou d'une invalidité l'empêchant de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence ;
4. être titulaire de la carte d'invalidité mentionnée à l'article L.241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
5. occuper son habitation principale avec des personnes mineures ou majeures qui remplissent les conditions citées ci-avant aux 1. à 4.

Avant le 1^{er} janvier de la première année au titre de laquelle il peut bénéficier de l'abattement, le contribuable doit adresser au service des impôts de sa résidence principale une déclaration comportant tous les éléments justifiant de sa situation ou de l'hébergement de personnes mentionnées au 5 visé supra.

En application de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, la mesure entrera en vigueur à partir de l'imposition 2016.

Dispositif 2 – Inciter la remise sur le marché de logements en majorant la cotisation communale de taxe d'habitation due au titre des résidences secondaires meublées

Les dispositions de l'article 1407 ter du Code Général des Impôts, créé par la LOI N° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 dans son article 31, permettent aux Communes de majorer de 20% la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale. Il est proposé au Conseil Municipal d'instituer cette majoration de 20% afin d'accroître l'offre locative sur notre territoire.

Le dispositif a été créé pour libérer des logements là où c'est nécessaire, c'est-à-dire dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au 1^{er} alinéa du I de l'article 232 du Code Général des Impôts, afin d'inciter les propriétaires à louer leur bien. Il entre en vigueur à compter de 2015 pour les décisions prises par les communes concernées avant le 28 février 2015, par dérogation à l'article 1639 A bis du code précité.

Le produit de la majoration est versé à la commune l'ayant instituée.

Des conditions de dégrèvement de cette majoration, sur réclamation présentée à l'administration fiscale dans les délais et les formes prévues au livre des procédures fiscales (article R.* 196-2), sont détaillées par le CGI :

- pour le logement situé à proximité du lieu où elles exercent leur activité professionnelle, les personnes contraintes de résider dans un lieu distinct de celui de leur habitation principale
- pour le logement qui constituait leur résidence principale avant qu'elles soient hébergées durablement dans un établissement ou service mentionné au premier alinéa de l'article 1414 B du présent code, les personnes qui bénéficient des dispositions du même article
- pour les personnes autres que celles mentionnées aux 1° et 2° qui, pour une cause étrangère à leur volonté, ne peuvent affecter le logement à un usage d'habitation principale.

Les dégrèvements accordés sont à la charge de la commune.

Dispositif 3 – Assurer une équité de traitement entre les contribuables acquéreurs en unifiant les modalités d'assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Au titre de l'article 1383 du code général des impôts, les constructions nouvelles, additions de construction et reconstructions des immeubles à usage d'habitation achevés à compter du 1er janvier 1992 bénéficient d'une exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Les communes peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, supprimer cette exonération pour la part qui leur revient.

A Montpellier, la proportion des logements nouvellement construits proposés à la vente a considérablement progressé ces dernières années, comparativement à celle des logements anciens.

Cette exonération de deux ans, qui n'a pas de rôle moteur dans la création de logements à Montpellier, représente une rupture dans l'équité de traitement entre contribuables. Il est donc proposé que chaque nouveau propriétaire soit désormais soumis au régime de droit commun de la Taxe Foncière, quel que soit le type de logement acquis, et donc de supprimer l'exonération de 2 ans de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions nouvelles, additions de construction et reconstructions des immeubles à usage d'habitation.

En application de l'article 1639 A bis du Code Général des Impôts, la mesure entrera en vigueur à partir de l'imposition 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'instaurer l'abattement spécial de 10 % en faveur des personnes handicapées ou invalides et d'autoriser son application à partir de l'imposition 2016,
- de mettre en œuvre le dispositif de majoration de 20% la part communale de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale et d'autoriser son application à partir de l'imposition 2015
- d'approuver la suppression de l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions nouvelles, additions de construction et reconstructions des immeubles à usage d'habitation et d'autoriser cette suppression à partir de l'imposition 2016,
- de charger le Maire de notifier cette décision aux services de l'Etat,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du FISE

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes a transmis à la Ville de Montpellier son rapport d'observations définitives concernant la gestion de l'association FISE Festival International des Sports Extrêmes, sur les exercices 2007 à 2013.

En application de l'article L.243-5 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et donner lieu à un débat.

Conformément à la loi, le rapport, retraçant les observations et les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 19 février 2015 et est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de l'association FISE pour les exercices 2007 à 2013, ainsi que du débat relatif à ce rapport ;

- autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Parking Nouveau Saint-Roch Convention d'accord autonome Ville/ AUTIXIS- Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon / TAM

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il vous a été soumis, dans cette même séance, l'attribution de la délégation de service public pour le nouveau parking Saint Roch à la société TaM.

Comme indiqué à cette occasion, si l'objet de la délégation porte sur l'exploitation du parking, il a cependant été demandé au délégataire de verser à la Ville un droit d'entrée correspondant à la participation acquittée par la Commune auprès de la SERM pour la réalisation des travaux de gros œuvre de l'ouvrage dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC Saint Roch, soit 16 718 027€ HT.

Pour financer ce droit d'entrée, TaM a eu recours à un prêt.

La délivrance des fonds par l'établissement de crédit est conditionnée à un certain nombre de conditions préalables dont l'expiration des délais de recours et la justification de l'absence de recours à l'encontre de la convention de délégation de service public et de la délibération en autorisant la signature.

Ce type de clause est classique en matière de financement par des établissements de crédits. Il pose cependant problème puisqu'il empêche, en pratique, tout versement du droit d'entrée et tout début d'exploitation dès lors qu'un recours est déposé.

Or, un recours au fond met approximativement entre un an et demi et deux ans pour être traité par le tribunal administratif.

Une telle contrainte n'est pas compatible avec les besoins immédiats en matière de stationnement du quartier et des usagers de la gare. Elle semble en outre disproportionnée alors même que le dépôt d'un recours ne signifie pas pour autant qu'il aboutirait, à terme, sur une annulation de la délégation.

Dès lors, afin de permettre le début d'exploitation le plus rapide possible, il vous est proposé de conclure avec les établissements de crédit de TaM ainsi que cette dernière un accord autonome.

L'objet de cet accord est de permettre le décaissement du prêt au profit du délégataire alors même que la DSP et/ou ses actes détachables feraient l'objet d'un recours contentieux (sous réserve bien sûr que ni l'accord autonome ni aucun de ses actes détachables ne fassent eux-mêmes l'objet d'un recours contentieux.)

En cas d'annulation, invalidité, résiliation ou inopposabilité de la délégation dans le cadre d'un contentieux, le délégataire dispose donc d'une créance sur la Ville correspondant au montant du prêt restant du nécessaire au financement du droit d'entrée.

L'accord autonome s'accompagne d'un acte d'acceptation de la cession de cette créance du délégataire au bénéfice de ses établissements prêteurs. En pratique, en cas de contentieux aboutissant à l'annulation de la délégation, la Ville se substituerait donc aux obligations de TaM vis-à-vis de ses établissements de crédit.

La conclusion d'un tel accord sécurise un début d'exploitation rapide du délégataire. Elle garantit en outre, la poursuite de l'exploitation en cas de contentieux.

Sur le fond, cet accord, n'aggrave pas la responsabilité de la Ville. En effet, dans le contrat de délégation, le délégataire n'assume pas la responsabilité du gros œuvre. Ainsi, en cas de recours aboutissant, à terme, à l'annulation de la délégation la Ville devrait donc, quoi qu'il en soit, en récupérer la charge.

L'accord autonome objet de la présente délibération ne change rien à cet état de fait. Il garantit simplement l'établissement financier qui n'aura donc pas à attendre la conclusion d'un accord transactionnel dans l'éventualité d'une annulation contentieuse.

Le projet de convention relatif à cet accord autonome est joint en annexe à la présente délibération ainsi que le modèle d'acte d'acceptation de cession de la créance constituée par cet accord.

Le projet de délégation de service public prévoyant l'obligation pour TaM de créer une société dédiée spécifiquement à l'exploitation du parc de stationnement dans les mois suivant la signature du contrat de DSP, la convention sera signée soit avec TaM soit avec la société dédiée en question qui se substituera.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'accord autonome et du modèle d'acte d'acceptation de cession de créance joints en annexe à la présente ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son adjoint(e) délégué(e), à signer ces documents ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Report d'affectation de subventions votées en 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2014, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ces subventions concernent notamment des projets nécessitant la production, par la structure subventionnée, des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 1 078 342 € et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL** :

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F	7 500 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	M	500 €
4355	FRANCO-VIETNAMEIENNE COMITE HERAULT	M	300 €
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YERSIN - ADALY	F	200 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON	M	2 850 €

	DE MONTPELLIER A HEIDELBERG		
TOTAL			11 650 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT** :

○ BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Montant à reporter
708	ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	M	500 €
1751	THEATRE AMATEUR UNIVERSITE SCIENCES ET TECHNIQUES TAUST	M	800 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	M	1 500 €
TOTAL			2 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

○ JEUNESSE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5810	ECOLOGY AND BEHAVIOUR	M	500 €
586	UEAM UNEF	F	2 900 €
TOTAL			3 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

○ SPORT

Code	Structure	Type	Montant à reporter
25	CLISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	M	990 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	M	3 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	1 200 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	F	1 500 €
928	MUC FOOTBALL	M	1 900 €
964	MUC LUTTE	M	2 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	13 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	6 500 €
1238	MONTPELLIER A M JUDO	F	2 900 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1768	MECENAT CHIRURGIE CARDIAQUE	M	3 600 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	M	1 000 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	M	1 500 €
1771	ODYSSEUM BOWLING CLUB MONTPELLIER	M	2 500 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	F	5 900 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2466	ASSOCIATION SPORTIVE DES CEVENNES	F	1 600 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F	5 000 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	2 700 €

3367	GENERATION MILLENAIRE	M	2 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	F	2 450 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	M	3 500 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	M	1 200 €
4265	ATTITUDE	M	1 080 €
4748	CHEMIN DES CIMES	M	3 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	18 750 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	F	19 000 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F	57 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SASP MHSC	F	95 000 €
5698	INSTITUT DE BOXE PIEDS POING MONTPELLIERAIN	M	1 200 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	F	1 500 €
5890	CLUB DES INTERNATIONAUX DE FOOTBALL CIF	M	10 000 €
TOTAL			280 070 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

Dans le cadre de la thématique **CUCS EDUCATION** :

Code	Structure	Type	Montant à reporter
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	M	1 200 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	1 000 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	200 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	M	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
3125	COLLEGES DES GARRIGUES	M	1 500 €
3125	COLLEGES DES GARRIGUES	M	1 500 €
TOTAL			8 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

Dans le cadre de la thématique **CULTURE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
980	FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER	F	60 000 €
TOTAL			60 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 30 000 € sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924
- 30 000 € sur la ligne 1350, nature 6574, fonction 920

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU ST ANNE	M	2 100 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU ST ANNE	M	2 100 €

2621	LA MAISON DE LA CHANSON	M	2 400 €
4955	MUSIQUE SANS FRONTIERES	F	16 000 €
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	M	1 500 €
5238	LES GALERIES DE MONTPELLIER	F	3 500 €
TOTAL			27 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923

Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

○ LOGEMENT

Code	Structure	Type	Montant à reporter
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	F	3 650 €
1347	ECOHABITONS	F	600 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	2 700 €
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	F	2 000 €
TOTAL			8 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	F	1 500 €
TOTAL			1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

○ DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	F	1 500 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	F	1 000 €
TOTAL			2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

○ EMPLOI

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1196	BGE MONTPELLIER	M	1 200 €
4623	PLEIADES EMPLOI SERVICE HERAULT	M	3 000 €
4657	FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMES	M	3 000 €
TOTAL			7 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
------	-----------	------	--------------------

4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	F	1 200 €
TOTAL			1 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

○ EGALITE DES DROITS ET DES DEVOIRS / LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	F	2 000 €
TOTAL			2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

○ EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant à reporter
666	SECOURS CATHOLIQUE	F	7 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	F	4 500 €
TOTAL			11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

○ SOLIDARITE / AIDE ALIMENTAIRE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4326	SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL SSVF	F	7 000 €
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	1 500 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	F	2 000 €
4901	PROMOTION ACTIVITES COMITES ENTREPRISES	F	10 000 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	M	2 400 €
TOTAL			22 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

○ COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
64	ADAGES	F	1 500 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	3 880 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT RAIH	F	5 000 €
5412	ASSOCIATION ASSALAM DE ST MARTIN	F	750 €
5446	CREACTION CIE CREACTION	M	1 050 €
TOTAL			12 180 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

○ CUCS COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	M	1 200 €

71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	M	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	M	1 200 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	M	2 100 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	2 618,10 €
1196	ASSO EMPLOI DEVELOPPEMENT ENTREPRISES BOUTIQUE GESTION	M	3 300 €
1281	KAINA	M	1 200 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	M	1 500 €
1650	AMITIE PARTAGE ET CITOYENNETE	M	2 500 €
1755	APAJ CENTRE GITAN	M	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	M	1 950 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	M	1 950 €
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT	M	4 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 050 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 200 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	M	1 200 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	1 800 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	1 800 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	M	1 200 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	M	1 350 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	1 800 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	2 100 €
4388	LE PASSE MURAILLE	M	3 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	1 200 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	1 500 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 050 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 200 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	M	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	1 500 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	2 850 €
4908	FACE HERAULT	M	1 200 €
4955	MUSIQUES SANS FRONTIERES	M	1 200 €

5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	1 350 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	1 350 €
5249	SERVICE D'ORIENTATION ET DE MEDIATION POUR L'INSERTION SOCIALE - SOMIS	M	1 560 €
5765	H2M	M	2 000 €
5847	CONDAMNES A REUSSIR	M	1 000 €
TOTAL			62 338 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34		68 166 €
TOTAL			68 166 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16306, nature 65733, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE ALPJ	F	3 000 €
TOTAL			3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25724, nature 6574, chapitre 925

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	I	150 000 €
TOTAL			150 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

Dans le cadre de la thématique **SECURITE**:

○ ANIMAL DANS LA VILLE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4917	GESTARE - ASSOCIATION DE GESTION ANIMATION ET RECHERCHE	M	1 500 €
TOTAL			1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
64	ADAGES	F	6 750 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	3 000 €
1863	MEDIA FORMA SUD	M	3 000 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	2 043 €
5702	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES FEDERATION DES CHEMINOTS	M	3 000 €

	ET PERSONNELS DES ACTIVITES ANNEXES		
5964	CONVENTION NATIONALE DES AVOCATS	M	12 000 €
TOTAL			29 793 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

474	ASSOCIATION LA GERBE	I	50 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	I	20 000 €
TOTAL			70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

	LES RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR ASSOCIATION NATIONALE	M	50 000 €
TOTAL			50 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 35 000 € sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925
- 15 000 € sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920

739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	10 000 €
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 929

5329	PRES SUD DE FRANCE	F	10 000 €
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 20156, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **MONTPELLIER TERRITOIRE NUMERIQUE:**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4549	EMBRUN	M	1 500 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	M	25 000 €
5604	SCHARFFE FRANÇOIS	M	1 500 €
5813	FEDERATION REGIONALE DES UTILISATEURS DU LIBRE	M	9 000 €
5881	COWORK'IN MONTPELLIER	M	1 050 €
TOTAL			38 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920

Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE:**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Classes découvertes	43 013 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	M	3 630 €
1281	KAINA	M	1 050 €
1329	COLLEGE ESCHOLIERS DE LA MOSSON	M	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €

1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	F	4 500 €
2737	SWING GUM ENFANCE	M	8 500 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	M	450 €
5385	ZADIGOZINC	M	1 050 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	M	6 000 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Offres culturelles	1 874 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	5 750 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	M	1 458 €
TOTAL			81 675 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

Dans le cadre de la thématique **PEDT**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
38	RADIO AVIVA 88 FM	M	5 600 €
344	TERRE NOURRICIERE	M	1 785 €
565	CARRE MENTHE	M	1 750 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	1 820 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	M	1 610 €
4547	LA MAISON DU JUDO	M	910 €
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	M	2 240 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	1 050 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	1 050 €
5589	THEATRE SOLOLOQUE	M	1 540 €
5665	EN TRAITS LIBRES	M	3 500 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	M	2 338 €
6061	VRINDAVANA	M	1 050 €
6184	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	M	1 400 €
TOTAL			27 643 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE** :

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	M	500 €
TOTAL			500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
578	AVENIR SANTE	M	3 600 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	1 500 €
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	M	5 827 €
5940	FORMATION RECHERCHE ACTION A MONTPELLIER MEDITERRANEENNE EN SANTE ET ENVIRONNEMENT	M	500 €
TOTAL			11 427 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS**:

Code	Structure	Type	Montant à reporter
617	LA 177EME SECTION DES MEDAILLES MILITAIRES	F	200 €
TOTAL			200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter le report de l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou conventions types ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Attributions de subventions - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération ;
- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville. Deux modèles de convention (selon le type de subvention : fonctionnement ou projet) sont annexés à la présente délibération.

Les subventions se répartissent en deux catégories :

- Subvention de fonctionnement pour la gestion des activités courantes de l'association ;
- Subvention pour un projet pour les frais liés à une manifestation, un tournoi, une conférence, une exposition ...

Les sommes allouées sont inscrites au budget de la Ville au titre de l'exercice 2015 et se répartissent comme suit :

➤ Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
363	AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER - EL CANIGO	Projet	APLEC DE MONTPELLIER	1 600 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	SEMAINE CULTURELLE RUSSE	400 €

425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE FAM	Fonctionnement		500 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Fonctionnement		8 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Projet	QUINZAINE DES TIERS MONDE MARCHE MONDIAL DES FEMMES	1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	CELEBRATION DE LA FETE NATIONAL GRECQUE	700 €
909	LES DANSEUSES DU SINAI	Projet	FESTIVAL DE DANSE ORIENTALE : ORIENTAL MARATHON	300 €
1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		500 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		15 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
1608	AMITIES FRANCO- COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	Projet	FESTIVAL DU CINEMA	300 €
1608	AMITIES FRANCO- COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	Projet	ECHANGES LITTERAIRES MEDITERRANNEENS - AMERIQUE LATINE	200 €
1608	AMITIES FRANCO- COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	Projet	SEMAINE CULTURELLE	300 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET LA REGION AAM	Fonctionnement		300 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS- MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	Projet	LE PRIX COUP DE COEUR A 10 ANS	500 €
3756	LES AMIS DE LA BULGARIE	Projet	ARTISANAT BULGARE	200 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		500 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	Fonctionnement		200 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	Projet	WEEKEND MONTPELLIER BETHEEM	300 €
5748	RACINES SUD	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				45 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE:

LOGEMENT

Code	Structure	Type	Montant
3259	CONCORDA LOGIS	Fonctionnement	11 000 €

TOTAL	11 000 €
-------	----------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

ECOMOBILITE

Code	Structure	Type	Montant
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	3 000 €
TOTAL			3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 22755, nature 6574, chapitre 928

➤ Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

EMPLOI

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES - AETE	Fonctionnement		2 500 €
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	MARKETHON DE L'EMPLOI	2 800 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement		1 000 €
1196	BGE MONTPELLIER	Projet	CITESLAB	4 000 €
2245	CLUB ENTREPREUNARIAT RESSOURCES LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	INCUBATEUR CHOMEURS PP 2015	1 000 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement		4 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	FACINERGIE SPORT	2 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI	2 000 €
5331	MILLENERGIES	Fonctionnement		7 500 €
TOTAL				26 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Montant
211	ARS FABRIC	Fonctionnement	6 000 €
249	UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement	1 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement	1 200 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement	300 €
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
TOTAL			11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

➤ Dans le cadre de la thématique **SECURITE** :

PREVENTION ROUTIERE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Fonctionnement		1 600 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Projet	1er PRIX FINALE MUNICIPALE D'EDUCATION ROUTIERE	200 €
2076	LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE SECTION HERAULT	Fonctionnement		3 000 €
TOTAL				4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

ANIMAL DANS LA VILLE

Code	Structure	Type	Montant
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	2 000 €
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	Fonctionnement	3 000 €
5170	SOS NATURE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

➤ Dans le cadre de la thématique **SANTE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
155	INTERVALLE - JALMALV MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	Fonctionnement		1 000 €
233	MA VIE	Projet	ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES ET MALADIES CHRONIQUES	2 000 €
578	AVENIR SANTE	Fonctionnement		4 000 €
578	AVENIR SANTE	Projet	ANGELS DE LA NUECH 2015	12 000 €
657	LA CORDEE	Fonctionnement		2 500 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	Fonctionnement		1 300 €
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT AFD 34	Fonctionnement		2 000 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
723	JALMAV CRERSI	Fonctionnement		2 000 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Fonctionnement		3 000 €
1480	INFO DON 34	Fonctionnement		700 €

1734	MUSIKA	Fonctionnement		500 €
1803	AFM COORDINATION TELETHON AFM	Fonctionnement		1 000 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	Fonctionnement		3 500 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT FAH	Fonctionnement		1 000 €
1956	COMITE FEMININ 34	Fonctionnement		1 500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	CAFE DES PARENTS	3 000 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	Fonctionnement		5 000 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	Fonctionnement		1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Fonctionnement		4 000 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement		500 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	Fonctionnement		2 000 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE) PEPA	Fonctionnement		1 500 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	Fonctionnement		4 000 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	Fonctionnement		500 €
4242	MEDECINS DU MONDE	Fonctionnement		1 000 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	Fonctionnement		1 000 €
4903	ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		1 000 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	Fonctionnement		300 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L'HERAULT	Projet	"UN BEBE, UN LIVRE"	800 €
5532	ALLO PARENTS MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
5538	LA SANTE DE LA FAMILLE	Fonctionnement		500 €
5638	ARCOPRED	Fonctionnement		1 500 €
5726	FRANCE ADOT 34	Fonctionnement		500 €
5803	ENTREE DE SECOURS	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				73 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

➤ Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		200 €
528	ASSOCIATION DES	Fonctionnement		200 €

	DEPORTES INTERNES ET FAMILLES DE DISPARUS - HLT			
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE FNACA	Fonctionnement		1 100 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS	Fonctionnement		200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	Fonctionnement		200 €
1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	Fonctionnement		200 €
1760	ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANCAISE	Fonctionnement		200 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER AMMAC	Fonctionnement		200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Projet	RENOVATION DES TOMBES ET MONUMENTS	980 €
TOTAL				3 880 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		3 000 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Projet	FESTIVAL JEUNE PUBLIC	7 000 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	Projet	ANIMATIONS SCOLAIRES	1 200 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Fonctionnement		1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Projet	FESTIVAL DU FILM EDUCATION	3 000 €
344	TERRE NOURRICIERE	Projet	L'ALIMENTATION DANS LE MONDE	1 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	REUSSITE EDUCATIVE	5 500 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		2 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Projet	LE RELAIS DES ADOS	1 000 €
485	LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT	Projet	LIRE ET FAIRE LIRE	1 000 €

642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	Fonctionnement		6 350 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC PEEP 34	Fonctionnement		1 000 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT - GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	Fonctionnement		2 500 €
919	MUC ESCRIME	Projet	INTEVENTION ECOLE LAMRTINE	2 000 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	Projet	EDUCATION ET ENFANCE	3 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	MOSSON AU FIL DES SAISONS	2 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	LES CLASSES DE VILLE	2 500 €
1281	KAINA	Projet	ESPACE DE CREATION AUDIOVISUEL DE PROXIMITE	3 000 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 400 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 500 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Projet	CENTRE DE LOISIR MOSSON	1 000 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	Fonctionnement		300 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		700 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Projet	PRIX DE LA LAÏCITE	200 €
1876	COEUR DE LIVRES	Projet	RACONTE-MOI LE LIVRE	2 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Projet	CARNAVAL ET LA FETE DE L'ECOLE LAMARTINE	400 €
2294	GROUPE FRANCAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR GFEN LANGUEDOC	Fonctionnement		800 €
3421	APEDYS HERAULT	Fonctionnement		800 €
3461	CONVERGENCES 34	Fonctionnement		1 200 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	Fonctionnement		800 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		300 €
3777	CITE CITOYENNE	Fonctionnement		1 800 €
3932	ASSOCIATION DES	Fonctionnement		10 000 €

	CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE			
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	ATELIERS JEUNESSES	900 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE LA COCCINELLE	2 500 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		5 000 €
5207	COLLECTIF EDUCATION POPULAIRE ET TRANSFOR	Fonctionnement		800 €
5211	ASSOCIATION POUR L'EPANOUISSEMENT DES HAUTS POTENTIELS INTELLECTUELS EN LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		2 000 €
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement		500 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	DEVELOPPEMENT DE L'ACCUEIL	3 000 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	Projet	SORTIE DE FIN D'ANNEE.	500 €
5612	LA SYNERGIE DES MEMOIRES HUMAINES	Fonctionnement		500 €
5850	ASSOCIATION PARENTS D'ELEVES SENGHOR JOYCE	Projet	KERMESS	500 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		68 000 €
TOTAL				156 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

➤ Dans le cadre de la thématique **ENFANCE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	Fonctionnement		300 €
846	BENJAMINS MEDIA	Projet	NOUVELLE COLLECTION DE LIVRES AUDIO EN RELIEF	300 €
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement		4 300 €
4770	RIROLI	Fonctionnement		600 €
5229	COLLECTIF DES CRECHES ASSOCIATIVES ET PARENTALES DE L'HERAULT	Fonctionnement		4 000 €
TOTAL				9 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25724, nature 6574, chapitre 925

➤ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Fonctionnement		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	Fonctionnement		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	Projet	CARNAVAL LOU CLAPAS	300 €
121	MAJORETTES IMPERIALES	Fonctionnement		2 850 €

	DE MONTPELLIER			
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Fonctionnement		2 850 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement		2 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Projet	REMBOURSEMENT MATERIEL	850 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Fonctionnement		500 €
283	COMITE PROSPECTIVE ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ER QUARTIERS ES	Fonctionnement		500 €
296	JASMIN D'ORIENT	Fonctionnement		800 €
296	JASMIN D'ORIENT	Projet	JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME	700 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	Fonctionnement		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Fonctionnement		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Projet	ANIMATIONS DE QUARTIER	700 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Fonctionnement		500 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Projet	FETE ANNUELLE	700 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE	Fonctionnement		500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	Fonctionnement		13 000 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST.	Fonctionnement		500 €
1014	ORANIE 83	Fonctionnement		1 200 €
1029	CENTRE 665	Fonctionnement		10 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Fonctionnement		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	ATELIER D'ECRITURE CAFE THEATRE	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	MUSIQUE A L'ECOLE OUR 2014-2015	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	FAITES DU SPORT	300 €

1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Fonctionnement		1 000 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Projet	ADRAKADABRA	200 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Projet	TOURNEES DE VALORISATION DU QUARTIER ANTIGONE	200 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Fonctionnement		500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Projet	FETE DE QUARTIER	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	Fonctionnement		500 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DE BONE ET DE CONSTANTINE	Fonctionnement		1 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHŒUR AJC	Fonctionnement		500 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Fonctionnement		500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Projet	NOEL POUR TOUS	500 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	Fonctionnement		1 200 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Fonctionnement		500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Projet	SOIREE CABARET	200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Fonctionnement		500 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	Fonctionnement		500 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	FAITES DES LUMIERES	400 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	JARDIN PARTAGE BEAUX-ARTS RUE DE LA CAVALERIE	200 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	DES ABATTOIRS AUX BEAUX-ARTS	100 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	Fonctionnement		2 500 €
2198	ANFANOMA - FRANCAIS D'AFRIQUE DU NORD ET D'OUTRE MER	Fonctionnement		1 200 €
2301	AMICALE BEL-ABBESIEENNE D'AIDE ET SOLIDARITE LABAS	Fonctionnement		1 200 €

2305	MOZAIK OUTRE MER	Fonctionnement		500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Projet	FESTIVAL D'OUTRE-MER	500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Projet	LA PLACE G. FRECHE A L'HEURE DE L'OUTRE MER.	200 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU-LOUP	Fonctionnement		400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Fonctionnement		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	CONCERT DU NOUVEL AN	350 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	FETE DE LA SAINT JEAN	350 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	Fonctionnement		2 000 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Projet	L'HISTOIRE D'UN PETIT GYPSIE	500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	Fonctionnement		1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Fonctionnement		500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Projet	FETE DE QUARTIER	250 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	Fonctionnement		1 200 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Fonctionnement		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Projet	LES VINGT ANS DE BOUT'ENTRAIN	700 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Projet	LA MEMOIRE DE NOTRE QUARTIER	500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	Fonctionnement		300 €
4203	OPIFAC	Fonctionnement		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	Fonctionnement		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	Projet	FETE DES VOISINS ET FLORA'LEZ	300 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	Fonctionnement		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	Fonctionnement		500 €

4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Projet	FETES DE QUARTIER SAISONNIERES	700 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	Fonctionnement		500 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	Projet	TOURNOI ANNUEL INTER CLUBS	300 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Fonctionnement		500 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Projet	AUBESSESSION D'ARTISTES	700 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Fonctionnement		500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Projet	LES ARCEAUX HIER ET AUJOURDHUI	700 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV	Fonctionnement		500 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	Fonctionnement		500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMS	Fonctionnement		500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ	Fonctionnement		500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	Fonctionnement		500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	Projet	CARNAVAL DES QUARTIER	700 €
5578	COMITE ASSOCIATIF DE LA RAUZE SAYSET	Fonctionnement		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	Fonctionnement		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	Projet	FETE DE QUARTIER D'OVALIE	700 €
5703	PLAYM'HERAULT	Projet	RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL DE COLLECTIONNAIRE DE PLAYMOBILE	500 €
5717	COMITE DE QUARTIER HAUTS DE BOUTONNET	Fonctionnement		350 €
5789	COMITE DE QUARTIER CITE ASTRUC	Fonctionnement		500 €
5820	LA TEJERA-LES GENETS ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	Fonctionnement		500 €
TOTAL				92 350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Fonctionnement		1 000 €
1261	ATELIER PERMANENT	Fonctionnement		1 000 €

	D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU			
1457	MOSSON COULEE VERTE	Fonctionnement		3 000 €
4031	ETAT DES LIEUX	Fonctionnement		500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS DU LANGUEDOC ROUSSILON	Projet	TEMPS DES JARDIN EN LANGUEDOC ROUSSILON	500 €
5417	ASSO DU SALON DES METIERS ET DES PROFESSIONNELS DE L'ECOLOGIE	Projet	SALON DE L'ECOLOGIE 2015	500 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

➤ Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1456	ARCHITECTURE ET MAITRE D'OUVRAGES	Projet	JOURNEE NATIONALES AMO	2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	Fonctionnement		2 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement		800 €
TOTAL				4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920

➤ Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
232	UNION LOCALE CFTEC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement		450 €
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement		4 000 €
239	FO UNION LOCALE SYNDICATS	Fonctionnement		4 000 €
240	CFDT UNION LOCALE	Fonctionnement		4 000 €
756	AMICALE DES RETRAITÉS MUNICIPAUX	Fonctionnement		3 500 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement		1 000 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DU GRAND MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement		1 000 €
	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES	Projet	TENUE DU 6ème CONGRES NATIONAL DE L'UNSA	50 000 €
TOTAL				68 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

ADAGES

Chapitre	Nature	Ligne	Structure	Nature	Montant
925	6574	1963	ENFANCE	Fonctionnement	7 500 €
925	6574	21497	SOLIDARITE (Parenthèse)	Fonctionnement	5 000 €
920	6574	2866	SOLIDARITE (Animation Collectif Famille)	Fonctionnement	10 500 €
924	6574	25722	JEUNESSE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL					24 000 €

PARTENARIATS

Chapitre	Nature	Code	Structure	Nature	Montant
925	657362	1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	Fonctionnement	8 286 000 €
929	6574	4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 349 250 €
920	6574	2866	COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES	Fonctionnement	484 866 €
922	657361	3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	120 400 €
920	6574	4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE	Fonctionnement	47 500 €
TOTAL					10 288 016 €

➤ Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**:

JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	Fonctionnement		1 200 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	Fonctionnement		2 900 €
2495	BDE POLYTECH MONTPELLIER UNIVERSITE 2	Projet	SEMINAIRE EAU DU 23 AU 25 FEVRIER 2015	500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		8 000 €
4867	SOS JEUNES	Projet	DVD INTEGRER LA JUSTICE A L'EDUCATION	1 500 €
5370	ENV AGROTECH	Projet	COMMENT PRESERVER NOTRE ENVIRONNEMENT EN VALORISANT LES CO-PRODUITS	500 €
TOTAL				21 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	Fonctionnement		20 000 €
95	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE DES JEUNES SPORTIFS DE MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement		900 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Fonctionnement		32 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Projet	CLASSES AND CO "LA JOURNEE FILLE"	1 000 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		66 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Fonctionnement		6 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	FINALE DES CHAMPIONNATS DE FRANCE FITA	4 000 €
366	ECOLE JUDO MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Fonctionnement		7 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	ORGANISATION DU TOP12 FEMININ	1 500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	CHESSATHLON	1 000 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		1 000 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Fonctionnement		1 300 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		2 900 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		2 000 €
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	Fonctionnement		2 800 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement		37 000 €
917	MONTPELLIER AGGLOMERATION VOLLEY UNIVERSITAIRE CLUB	Fonctionnement		17 000 €
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement		20 000 €
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement		76 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Fonctionnement		12 500 €

931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DE FOOTBALL	7 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement		29 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		450 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 950 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	29EME GRAND PRIX BOULISTE DE MONTPELLIER	7 000 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		450 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Projet	CHALLENGE DU SOUVENIR	450 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSM	Fonctionnement		2 700 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		700 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	TOURNOIS REGIONAUX DE FOOTBALL	2 400 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement		12 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement		25 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	TOURNOI U 16/05-06/06 2015	1 950 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	29/11/2015	3 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	ASBAMBINOS	500 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement		26 800 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 700 €
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	Fonctionnement		1 200 €
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	Projet	SARBACANE SENIOR	1 000 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		4 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Fonctionnement		6 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	ANIMATIONS ET TOURNOI	1 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement		26 000 €

1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		3 000 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	Fonctionnement		950 €
1682	JITA KYOEI JUDO 34	Fonctionnement		1 000 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		8 000 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Projet	JOURNEE SPORT SANTE	1 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		106 000 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	Fonctionnement		2 300 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		68 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Fonctionnement		800 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		18 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		2 000 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement		450 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOIS IB - JUIN 2015	500 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION BLMA	Fonctionnement		9 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	TOURNOI NATIONAL ET INTERNATIONNAL + ECHANGES	3 000 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement		5 000 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		3 000 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Fonctionnement		2 300 €
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 800 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement		1 750 €

3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		15 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 450 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		7 000 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	Projet	OPEN INTERNATIONAL DE MONTPELLIER	2 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA.	Fonctionnement		3 500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		4 600 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB MRHC	Fonctionnement		8 000 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Fonctionnement		3 000 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS	Fonctionnement		7 000 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 250 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 300 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	PUBLIC FEMININ	1 300 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		1 000 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 500 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	Fonctionnement		5 800 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		9 000 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		2 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		3 500 €
4748	CHEMIN DES CIMES	Fonctionnement		2 700 €
4748	CHEMIN DES CIMES	Projet	TSIGALEM 2015 - 29/08/2015	3 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement		3 800 €
4821	CLUB DES SUPPORTERS BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		4 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €

4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	PHASE FINALE DE CHAMPIONNAT DE FRANCE FOOTBALL DES SOURDS	1 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Fonctionnement		7 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	ORGANISATION TOURNOI ANNUEL INTERNATIONAL	2 400 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		3 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		4 000 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Fonctionnement		500 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Projet	CHALLENGE ALAIN HERNANDEZ	500 €
5086	ASSOCIATION FOOT-FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement		3 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		6 000 €
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS ACC	Fonctionnement		3 500 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Fonctionnement		500 €
5610	DES FOULEES VOUS	Projet	JEUX INTER-HOSPITALIERS EUROPEENS	500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement		1 000 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		10 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		422 €
TOTAL				873 122 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

PARTENARIATS SPORTIFS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	3 000 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORT	2 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	MONTPELLIER SPORT POUR TOUS	2 000 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	STAGE BEACH VOLLEY MONTPELLIER POUR TOUS	1 000 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Projet	SPORTS SOLIDAIRE	3 000 €

842	SPELEO CLUB ALPIN LANGUEDOCIEN	Projet	MONTPELLIER SPORT	1 000 €
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	Projet	FAIRE DECOUVRIR LE LEZ AUX MONTPELLIERAINS	2 500 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Projet	VOLLEY/REPORTER/CAMERA MAN	3 000 €
919	MUC ESCRIME	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	1 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Projet	STAGES EN PARTENARIAT AVEC LA MAIRIE	2 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Projet	SPORT POUR TOUS ANNEE 2015	2 500 €
1011	BOZENDO MONTPELLIER	Projet	SAMEDIS SPORTIFS	500 €
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Projet	LA TETE ET LES JAMBES TAP DANCE / ENGLISH	3 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT STAGES "FOOT - VACANCES"	2 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT LA TETE ET LES JAMBES	3 500 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	Projet	DECOUVERTE DU TAI CHI NATURE ET ABORDER LA RENTREE D'UN PIED SEREIN.	800 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Projet	PARTENARIAT SPORT "POUR TOUS	1 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 800 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORT	2 000 €
1682	JITA KYOEI JUDO 34	Projet	VACANCES MONTPELLIER SPORT ACTIVITE JUDO	1 900 €
1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 000 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	Projet	STAGE TRIATHLON ET SECURITE ROUTIERE	2 000 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	MONTPELLIER SPORT LA TETE ET LES JAMBES	4 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	BASKET	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	TENNIS	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	FOOTBALL	1 500 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Projet	STAGE VACANCES SPORTIVES POUR TOUS	1 500 €
2275	KEEP KULA	Projet	PARTICIPATION AUX STAGES SPORTIF "LA TETE ET LES JAMBES"	1 200 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS - 1 ACTION	2 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	1 800 €
2831	AEROCUB DE L'HERAULT LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	DECOUVERTE 3E DIMENSION	3 000 €

3015	MONTPELLIER VIET VO DAO	Projet	ANIMATION DU PARC MONTCALM	500 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	Projet	STAGE DE DECOUVERTE DE LA PLONGEE SUBAQUATIQUE	2 200 €
3081	BLEU VERTIGE	Projet	ESCALADE	2 800 €
3131	MUC SKATEBOARD	Projet	STAGE "LA TETE ET LES JAMBES"	2 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Projet	INITIATION AU BOWLING DANS LE CADRE DE PLACE AUX SPORTS	3 500 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	Projet	PARTENARIAT SPORT	2 000 €
3762	ICE ROLLER SCHOOL MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT SPORT	1 600 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Projet	STAGE TETE ET JAMBES+ FÊTE DES SPORTS+VILLE A VELO	2 500 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	Projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
3914	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB	Projet	SPORTS POUR TOUS	2 700 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORT 2015	2 900 €
4171	PROFESSION SPORT & LOISIRS 34	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS	1 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	Projet	SPORT POUR TOUS	2 500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Projet	MONTPELLIER SPORTS	1 500 €
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION DE L'HERAULT	Projet	CARTES D'ORIENTATION MISE EN PLACE ET ENTRETIEN DES PPO.	1 800 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Projet	ANIMATIONS SPORTS	2 900 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORT : APPRENDRE A RESPECTER AUTRUI VIA LE SPORT.	1 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Projet	ANIMATIONS VACANCES 2015	2 500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Projet	STAGES INITIATION BASKET	1 000 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	400 €
TOTAL				112 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

MA

➤ Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

EXCLUSION

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	Fonctionnement		12 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Fonctionnement		32 000 €
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR HERAULT	Fonctionnement		45 000 €
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement		75 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement		8 000 €
2110	A COEUR OUVERT	Fonctionnement		4 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement		23 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Projet	MOBILITE ET LA CULTURE PAR LE JEU	2 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Fonctionnement		8 000 €
4326	SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL SSVF	Fonctionnement		6 000 €
5448	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34 CSS 34	Fonctionnement		6 000 €
TOTAL				221 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

DROIT DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement		7 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Fonctionnement		12 000 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	Fonctionnement		1 000 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	Fonctionnement		4 000 €
5377	CICADE	Projet	LIEU RESSOURCE	1 400 €
5480	ASSOCIATION POUR TOUTES	Fonctionnement		700 €
TOTAL				26 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

HANDICAP

118

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Fonctionnement		380 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	CREATION GROUPE JEUNES ADULTES	300 €
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	Projet	ASSEMBLEE GENERALE 2015	1 000 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	Fonctionnement		8 000 €
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement		8 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		8 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	ACCESSIBILITE	1 400 €
700	AUXILIAIRE DES AVEUGLES 34	Fonctionnement		700 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	Fonctionnement		2 000 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement		10 000 €
1108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY AVH	Projet	ACTIVITE CUISINE	500 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	Projet	ACHAT D'UN TANDEM A ASSISTANCE ELECTRIQUE.	400 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		2 500 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	Fonctionnement		2 500 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	Fonctionnement		800 €
4652	CAP HORIZON CH	Fonctionnement		400 €
4861	AMETHYSTE	Fonctionnement		4 000 €
5180	GHANDIS	Fonctionnement		400 €
5470	UNION POUR LA PROMOTION DE TOUS LES TALENTS	Projet	PROMOTION COMMUNICATION	1 000 €
5475	ASSOCIATION FAMILIALE DES SOURDS MONTPELLIER - HERAULT	Fonctionnement		400 €
6139	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	Projet	SENSIBILISATION	8 000 €
TOTAL				64 680 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
429	RAIPONCE	Fonctionnement		3 000 €

1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Fonctionnement	ESPACE RECTO VERSO	1 000 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR CYDM	Fonctionnement		1 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	Fonctionnement		1 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	Projet	ACTIVITES SOCIO LUDO EDUCATIVES G.F	1 000 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		5 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS	Fonctionnement		2 000 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT RAIH	Fonctionnement		4 500 €
5765	H2M	Fonctionnement		2 000 €
5895	COLLECTIF MONTPELLIERAIN POUR UNE ACCORDERIE ET AUTRES SOLIDARITES RECIPROQUES - COMASOR	Fonctionnement		2 000 €
TOTAL				22 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	1 200 €
618	LA CLE DES CHANTS	Fonctionnement	400 €
1106	ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES D'HOSPITALISES LA PASQUIERE	Fonctionnement	1 800 €
1451	RELAIS ENFANTS PARENTS LANGUEDOC	Fonctionnement	1 800 €
1539	PAIN DE L'ESPOIR PE CA1539!	Fonctionnement	1 400 €
1742	ASTREE	Fonctionnement	1 400 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	Fonctionnement	3 500 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	1 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	Fonctionnement	2 000 €
4163	VIA VOLTAIRE	Fonctionnement	15 000 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Fonctionnement	1 200 €
4529	AIDE AUX PERSONNES EN DIFICULTES	Fonctionnement	2 000 €
4636	LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION	Fonctionnement	400 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	Fonctionnement	9 000 €
TOTAL			42 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant
419	LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE	Fonctionnement	4 000 €

	RACISME ET L'ANTISEMITISME		
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	Fonctionnement	1 400 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	Fonctionnement	9 000 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement	4 700 €
4559	ASSO DEPARTEMENTALE DE DEFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU ADFI	Fonctionnement	700 €
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAYS ET LESBIENNES ANGEL	Fonctionnement	500 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	7 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			31 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-ci-dessus ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 62**

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mises à disposition gratuites des salles municipales aux candidats aux élections départementales

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors des campagnes électorales, des salles municipales peuvent être mises à disposition des candidats.

Dans le cadres des élections départementales des 22 et 29 mars 2015, le principe suivant est proposé à la validation du Conseil municipal :

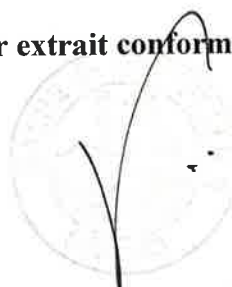
- une salle (salles polyvalentes, gymnases, maisons pour tous) sera accordée de façon gratuite pour les élections départementales, à chaque binôme de candidats et à chaque tour pendant la campagne officielle qui débute le lundi 9 mars 2015 et s'achève le 21 mars à zéro heures. En cas de second tour, la campagne sera ouverte du lundi 23 mars à zéro heure jusqu'au samedi 28 mars à zéro heure.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'adopter la mise à disposition de salles municipales dans les conditions définies ci-dessus
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relative à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions de location

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier propose de renouveler à compter du 1er mars 2015 jusqu'au 31 décembre 2015, la mise à disposition de locaux pour 155 associations dont les conventions de location sont arrivées à échéance au 31 décembre 2014.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant de la subvention
Restaurants et Relais du Cœur	Rue des Aconits	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Association SOFTYSTUDIO	121 rue de Boirargues	8 800,00 €	35,00 €	8 765,00 €
Association Francophonissimo	121 rue de Boirargues	9 350,00 €	35,00 €	9 315,00 €
Jeune Chambre Economique	121 rue de Boirargues	550,00 €	35,00 €	515,00 €
PLAYM'HERAULT	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €
Epilespie France	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €

Union des Séniors Sourds Montpellier Hérault	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €
Citoyennes Maintenant	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €
Le Peyrou les séniors en action	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Don Quijote	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Surdi 34	Villa Georgette 257 rue de Boirargues	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Club Emploi Cadres	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
Eclaireurs et Eclaireuses de France	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
Parents Enfants Médiation	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	10 400,00 €	35,00 €	10 365,00 €
Confédération Nationale du logement	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	6 500,00 €	35,00 €	6 465,00 €
Union des Combattants Européens (ex Union des Combattants pour une Europe Unie)	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	1 300,00 €	35,00 €	1 265,00 €
Union Féminine Civique et Sociale	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	7 670,00 €	35,00 €	7 635,00 €
Collectif contre l'homophobie et pour l'égalité des droits	1 rue Embouque d'Or - Hôtel Baschy du Cayla	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
APIEU (Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain)	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €
LABELBLEU	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	2 090,00 €	35,00 €	2 055,00 €
Comité Prospective et concertation du Millénaire Quartiers Est	842 rue de la Vieille Poste, Mas de Costebelle	1 540,00 €	35,00 €	1 505,00 €
Alger Club	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Oranie 83	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale Héraultaise des Bonois Constantinois et leurs amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	946,00 €	35,00 €	911,00 €
Amicale des Français d'Outre Mer et amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale Bel Abbésienne d'Aide et de Solidarité	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Association Nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre Mer et amis	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon La Marquerose	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale des anciens du Maroc et leurs amis en Languedoc	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale des anciens de Tunisie et cercle culturel des amis de Malte du L.R	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €
Cercle Algérieniste de Montpellier	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Association Jumelage FES - MONTPELLIER	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	579,00 €	35,00 €	544,00 €
Amicale Généalogique Méditerranée	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	579,00 €	35,00 €	544,00 €
La Tajera les Genets	31 rue Emile Chartier, Maison des rapatriés	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €

Club Bouliste de Celleneuve	Maison Pour Tous Marie Curie 14 allée de Chauliac	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Tang' Hérault	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	20 900,00 €	35,00 €	20 865,00 €
Ligue contre la violence routière	40, rue Favre de St Castor résidence St James bât A	1 980,00 €	35,00 €	1 945,00 €
Association culturelle des berbères de Kabylie	40, rue Favre de St Castor résidence St James	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
Comité de quartier de Celleneuve	40, rue Favre de St Castor résidence St James bât A	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
Eclaireurs et Eclaireuses de France	Domaine de Grammont, 2733 avenue Albert Einstein	9 000,00 €	35,00 €	8 965,00 €
Restaurants du Cœur	4 rue Samain	18 000,00 €	35,00 €	17 965,00 €
APIEU (Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain)	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Lache les mots	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Gipsy Catalans	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
ESSOR	14 avenue du Petit Bard	5 490,00 €	35,00 €	5 455,00 €
CESAM (Migration Santé Languedoc)	155, rue de Bologne domaine de Baroncelli	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Nouvelle Gallia Judaïca	1 rue de la Barralerie	6 630,00 €	35,00 €	6 595,00 €
Institut Universitaire Euro-Méditerranéen Maïmonide	1 rue de la Barralerie	30 160,00 €	35,00 €	30 125,00 €
Comité Paroissial de Celleneuve	15, rue du Bassin	8 030,00 €	35,00 €	7 995,00 €
Comité d'Entente des Grands Invalides de Guerre de l'Hérault	Résidence Petit Bois de la Colline, 56 rue du Père Blanc	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Association Croix d'Argent Plus	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	8 580,00 €	35,00 €	8 545,00 €
SOS Amitiés	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €
Fraternité Corse	57 rue Georges Brassens Immeuble Le Centaure	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €
Comité de quartier Hauts de Massane	385, rue Pierre Cardenal, résidence du Lac	11 700,00 €	35,00 €	11 665,00 €
France bénévolat Hérault (ex Centre du Volontariat)	30 rue Cardinal de Cabrières	9 750,00 €	35,00 €	9 715,00 €
Restaurants du Cœur	370, rue de Centrayrargues	6 930,00 €	35,00 €	6 895,00 €
Resto-Bébés/Restaurants du Cœur	Rue de centrayrargues (ancienne bibliothèque Guillaume Apollinaire)	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €
Comité de Quartier Bagatelle	47 place de Chine, Résidence Val de Croze VII Salle Marco Polo	2 062,00 €	35,00 €	2 027,00 €
Nouvelle Vague Citoyenne	47 place de Chine, Résidence Val de Croze VII Salle Marco Polo	2 062,00 €	35,00 €	2 027,00 €

Grain d'image	9 rue J. Colbert	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Les Rencontres du Court	1 ter rue de Charency	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Les Restaurants du Coeur	1065, rue de la Croix de Figuerolles le Tarascon	10 980,00 €	35,00 €	10 945,00 €
Les Restaurants du Coeur	94 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Les Restaurants du Coeur	116 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Comité de quartier Aubes Pompignane	127 rue Marie Durand, résidence Pompignane	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Les Restaurants du Coeur	137 rue Marie Durand, résidence Pompignane	12 650,00 €	35,00 €	12 615,00 €
Amicale des retraités de Paul Valéry	Résidence Paul Valéry II, 211 rue Hébert	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Fédération des radios associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
Association PEEP	Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert	3 080,00 €	35,00 €	3 045,00 €
Soutien Aux Eaux Fortes (SAFO)	Résidence Paul Valéry II, 361 rue Hébert	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Action d'urgence internationale	1401, rue de Fontcouverte, les Terrasses de Montcalm	9 900,00 €	35,00 €	9 865,00 €
Majorettes de la Ville de Montpellier	1351, rue de Fontcouverte le Gémil	22 000,00 €	35,00 €	21 965,00 €
Les Majorettes de la Paillade	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €
Les retraités des Hauts de Massane	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €
Montpellier contre la Violence	343 rue de Gènes	2 460,00 €	35,00 €	2 425,00 €
Le Mouvement du Nid	Hôtel de Gérone, 2 rue Germain	6 890,00 €	35,00 €	6 855,00 €
Amicale des Corses de Montpellier	6, rue des Hospices, le Domitien	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
La Terre en soi	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €
Université du Tiers Temps	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €
Terra Unita	Résidence le Chapeau rouge, rue Jules Isaac	1 136,00 €	35,00 €	1 101,00 €
Confédération du logement et du cadre de vie	Résidence Utrillo 23 rue de Nîmes	12 650,00 €	35,00 €	12 615,00 €
Familles des traumatisés crâniens du Languedoc-Roussillon	134 rue de Thèbes / 5 place du Millénaire Forum II	6 630,00 €	35,00 €	6 595,00 €
Comité de quartier Cévennes et Environs	Résidence las Rebes, 556 avenue Louis Ravaz	7 370,00 €	35,00 €	7 335,00 €
Terre nourricière	59 rue de las Sorbes, Parc Magnol	6 160,00 €	35,00 €	6 125,00 €
Espoir Hérault	356, av Ferdinand de Lesseps	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Groupement d'Entraide Mutuelle Lesseps	356, av Ferdinand de Lesseps	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €

UNAFAM	356, av Ferdinand de Lesseps	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Cap Horizon	49 bis cours Gambetta	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
ANIM'FRIMOUSSE (dans Annexe Maison Pour Tous Pierre AZEMA)	88 rue André Malraux	7 810,00 €	35,00 €	7 775,00 €
Association de défense des locataires de la Pompignane	49 rue Paul Marès	4 950,00 €	35,00 €	4 915,00 €
Restaurants et Relais du Coeur	Résidence Aiguelongue, rue de Montasinos	4 730,00 €	35,00 €	4 695,00 €
Fédération Régionale des Associations de Prévention Santé	54, chemin de Moularels le Dom Bosco	42 570,00 €	35,00 €	42 535,00 €
Echecs Club Montpellier (ex Echiquier européen)	46, rue de la Mounéda les jardins d'O bât B	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Association de quartier Beaux Arts Pierre Rouge	12 esplanade de la musique	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
Loisirs Vacances pour Inadaptés (ALVI)	191 square Neptune	5 130,00 €	35,00 €	5 095,00 €
Association RIRE	13 faubourg de Nimes	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
A.D.R.A	7, place du Nombre d'Or	13 130,00 €	35,00 €	13 095,00 €
A.D.R.A	19, place du Nombre d'Or	17 420,00 €	35,00 €	17 385,00 €
A.D.R.A	Rue de Thèbes, immeuble Forum I	8 970,00 €	35,00 €	8 935,00 €
Association pour le développement des soins palliatifs de Montpellier	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	2 700,00 €	35,00 €	2 665,00 €
Association ATTAC	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €
Artisans de Nouveaux Développements (AND)	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €
Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 440,00 €	35,00 €	1 405,00 €
Association Alcooliques Anonymes	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	1 620,00 €	35,00 €	1 585,00 €
Association AL-ANON	39 rue François d'Orbay, résidence le Bénédictin	900,00 €	35,00 €	865,00 €
Union Nationale des Combattants - Groupe de l'Hérault	10 bis rue Pagézy	16 120,00 €	35,00 €	16 085,00 €
Association de Défense des Familles et des Individus (ADFI)	85 rue des Passereaux	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
Amicale des Arméniens de Montpellier et sa Région	488, avenue du Père Soulas résidence Europa immeuble Portugal	14 960,00 €	35,00 €	14 925,00 €
Association Les Bastides	149 rue Gay Lussac, résidence Pétrarque	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Gymnastique volontaire d' Alco	Résidence Las Rebes, Bt 5, 239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €
Association A V E C	Résidence Las Rebes, Bt 5, 239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €
Lou Parage de Mount-Peliè	2, place Pétrarque	25 350,00 €	35,00 €	25 315,00 €
Université du Tiers Temps	2, place Pétrarque	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €
Association Montpelliéraine Universitaire Culturelle et Sportive	2 place Pétrarque	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €

Spéléo Club de Montpellier	271, avenue du Pic St Loup le Verdi	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques	603 avenue du Pont Trinquat, résidence le Cézanne	15 290,00 €	35,00 €	15 255,00 €
Pain de l'Espoir	220 rue du Mas de Portaly	32 450,00 €	35,00 €	32 415,00 €
Pharmacie Humanitaire Internationale	220 rue du Mas de Portaly	32 450,00 €	35,00 €	32 415,00 €
ACLE (association des cevennes por le développement des loisirs éducatifs)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	3 795,00 €	35,00 €	3 760,00 €
ARCE (association des résidents des Cevennes)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 155,00 €	35,00 €	1 120,00 €
AVEC (association vivre ensemble quartier cevennes)	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 430,00 €	35,00 €	1 395,00 €
Association Sportive des Cevennes	Maison de quartier J-P Chabrol, 921 av Louis Ravas	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
La Maison d'Espagne	rue Raoul, rés. Les jardins d'Emeraude	23 400,00 €	35,00 €	23 365,00 €
Union Fédérale des consommateurs	Rue Richelieu, Le Richelieu	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €
Fédération Conseil des Parents d'Elèves	27, rue Savorgnan de Brazza La Butte II	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Comité de Quartier Ste Anne	1, rue Ste Anne	2 210,00 €	35,00 €	2 175,00 €
Attitude	15 rue Ste Ursule	12 155,00 €	35,00 €	12 120,00 €
Dante Alighieri	25, rue Ste Ursule	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
APAJ Centre Gitan	2 rue des Tourterelles	6 380,00 €	35,00 €	6 345,00 €
Aiguelongue et Justice en Chœur	2 rue des Tourterelles	12 155,00 €	35,00 €	12 120,00 €
France Israël	160, val de Montferrand, le Vallespir	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Accueil Villes Françaises (ex Montpellier-A.V.F.-Accueil)	7, rue Verrerie Basse	22 490,00 €	35,00 €	22 455,00 €
Jouons en ludothèque	1147 avenue Villeneuve d'Angoulême, Les Sylvains	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
Commune Libre de Figuerolles	100 faubour Figuerolles Résidence Zuccarelli	11 700,00 €	35,00 €	11 665,00 €
Echecs Club Montpellier (ex Montpellier Echecs et ex Cercle Anatoly Karpov)	1, boulevard Victor Hugo	26 000,00 €	35,00 €	25 965,00 €
Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent de Montpellier	Maison de Quartier Pauline Lafont 635 rue Jacques Bounin	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Association Jasmin d'Orient	1 rue Jean Vachet (ex poste de Police municipale St Martin)	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €

Secours Populaire Français	1 rue Jean Vachet (ex poste de Police municipale St Martin)	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (A.D.I.A.V.)	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
A.V.I.S.O.	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
Relais Enfants Patents (R.E.P.)	56, rue de l'Université Relais des Ursulines	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
Comité de Quartier de Port Marianne Sud	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée Port Marianne	7 425,00 €	35,00 €	7 390,00 €
Bien Vivre le Bassin Jacques Cœur	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée Port Marianne	7 425,00 €	35,00 €	7 390,00 €
Chèvrefeuille étoilé	88 bis avenue de Toulouse	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Club de la Presse	rue de Thèbes	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Club de la Presse	Résidence La Faluche 186 rue Brumaire	5 060,00 €	35,00 €	5 025,00 €
Gipsy Catalans	Cité Gély, 170 rue Joachim Du Bellay (à proximité de la chapelle de la Résurrection)	630,00 €	35,00 €	595,00 €
Agence Locale de l'Energie de Montpellier	2 place Paul Bec (nouvelle adresse au 6 mai 2012)	27 040,00 €	35,00 €	27 005,00 €
Eglise Orthodoxe Sainte Philothée de Montpellier	Chapelle de Grammont Domaine de Grammont avenue Albert Einstein	29 700,00 €	35,00 €	29 665,00 €
Mouvement Français pour le planning Familial	48 boulevard Rabelais	17 330,00 €	0,00 €	17 330,00 €
La Garriga	Tour des Pins Boulevard Henri IV	16 697,00 €	35,00 €	16 662,00 €
La Baronnie de Caravètes	Tour des Pins Boulevard Henri IV	5 148,00 €	35,00 €	5 113,00 €
Association des Chœurs de Montpellier	Chapelle St Charles (place Albert 1er)	11 700,00 €	0,00 €	11 700,00 €
Music Events	Chapelle de la Résurrection Citée Gély	44 550,00 €	0,00 €	44 550,00 €
La Maison de la Poésie	Moulin de l'Evêque - rue du Pirée	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
Association Tin Hinan	Salle Louis Feuillade - 40 rue de Barcelone	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

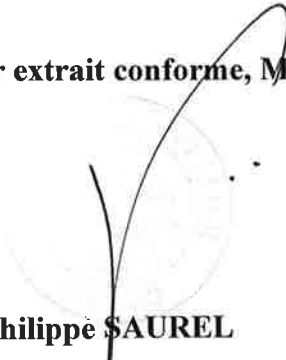
- D'approuver les 155 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe ;
- D'approuver, les loyers minorés proposés au 155 associations listées ci-dessus, la gratuité des locaux pour les associations « Mouvement Français pour le planning Familial » « Music Events » « Chœurs de Montpellier » et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de

1 188 481 € ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de prestations de services relatives à « La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid » pour la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités d'établir un groupement de commandes publiques selon la convention annexée à la présente délibération.

L'objectif du marché à procédure adapté (MAPA) est la conclusion d'un marché à bon de commande, d'une durée initiale qui débutera au plus tôt le 11/07/15 jusqu'au 31/12/15 et sera reconductible deux fois, soient 2016 et 2017.

La Commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. Le service gestionnaire du marché désignant l'attributaire du marché sera donc celui de la Commune de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adapté (MAPA), conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics. Ce marché se compose d'un lot unique :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 21 000 €HT/an

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé est de 8 000 €HT/an

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de lancement d'un marché à procédure adapté pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle Montpellier

Méditerranée Métropole délègue au service gestionnaire du marché de la Commune de Montpellier sa compétence pour attribuer ce marché,

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 19 février 2015**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de
la décision**

Synthèse de la décision

2014/0448	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Entretien et aménagement des espaces verts" pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois aux entreprises suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - lot 1 : quartier Centre Pousse CLANET pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T. - lot 2 : quartier Port- Marianne Pousse CLANET pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 600 000 € H.T. - lot 3 : quartier Près d'Arènes UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T. - lot 4 : quartier Croix d'Argent UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T. - lot 5 : quartier Cévennes UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 500 000 € H.T. - lot 6 : quartier Mosson Pousse Clanet pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T. - lot 7 : quartier Hôpitaux-Facultés Pousse Clanet pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T. - lot 8 : Cimetières UPEE7 pour un montant annuel mini de 50 000 € HT maxi de 400 000 € H.T.
2014/0452	D'attribuer le marché à bons de commande « Réalisation et commercialisation de six catalogues d'exposition d'art contemporain pour le Carré Sainte Anne » aux Editions Liénart pour un montant maximum de 85 000 € HT.
2014/0454	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat de matériel de nettoyage" à la société NICOLLIN MATERIEL pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 89 900.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution du 1 janvier 2015 au 31 décembre 2016.
2014/0455	Convention de location de 3 emplacements de stationnement au parking des Echelles de la Ville avec la société IGS d'une durée d'un an pour un montant annuel de 2160 €.
2014/0456	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUGHALBI
2015/0005	Marché public: contrat de cession du spectacle Le songe d'une nuit d'été au théâtre Jean Vilar, pour un montant de 19 009.40 € HT, conclu avec l'association « L'unijambiste ».
2015/0006	Marché public: contrat de cession du spectacle La putain de l'Ohio au théâtre Jean Vilar, pour un montant global de 23 333.40 € HT, conclu avec l'association « La dissipation des brumes matinales ».

2015/0007	D'attribuer le marché «Maintenance et prestations plateforme XFRAME» à la société TELEBIG pour un montant total minimum de 15 000 € HT et maximum de 80 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.
2015/0008	D'attribuer le marché concernant l'entretien des locaux de loisirs ainsi que le service de restauration durant les vacances scolaires à la Sté CLEANING BIO pour une durée d'un an et un montant compris entre 90.000€ et 200.000€.
2015/0009	Autorisation de passer des commandes à l'Ugap pour l'achat de couches culottes pour un montant maximal de commandes de 120 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2015.
2015/0010	Marché « Construction de la Crèche Boussinesq » - Résiliation du Lot 3 : revêtement de sols souples.
2015/0011	Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de fournitures de bureau et consommables informatiques pour un montant maximal de commandes de 180 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2015.
2015/0012	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de pièces détachées, équipements, produits et accessoires d'origine, adaptables et courants préconisés par le constructeur pour VAE, VTT, VTC" : <ul style="list-style-type: none"> - pour le lot n°1 à la société VELO STATION pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 28 000.00 € HT, - pour le lot n°2 à la société MOBILECO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 8 000.00 € HT, - pour le lot n°3 à la société MOBILECO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 4 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de quatre ans à compter de la date de notification.
2015/0013	Il y a lieu de procéder à la prolongation du marché de prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux, jusqu'au 28 février 2015, dans l'attente de la passation du nouveau marché.
2015/0014	Le 25 octobre 2012, alors qu'elle effectuait ses missions d'entretien à l'école maternelle Hélène Boucher, Mme BOUCHAME Florence a été agressée verbalement et physiquement par Mme BOUTALHI Mahjouba. Elle a subi un traumatisme psychique lui occasionnant une ITT ainsi que des soins. Compte tenu de la mission d'ordre public confiée à Mme BOUCHAME, et de la gravité des faits, Mr le Maire a décidé d'accorder à cet agent la Protection Fonctionnelle et d'autoriser l'avocat de la Ville à défendre ses intérêts ainsi que ceux de la Ville, devant toute juridiction.
2015/0015	Marché public: mission d'études et conseils en vue de l'organisation d'une manifestation artistique dans l'espace public, attribué à Illusion et Macadam pour un montant de 35 000 € HT
2015/0016	Marché public: location de films pour le cinéma Nestor Burma aux différents distributeurs pour un montant global maximum de 50 000 € HT
2015/0017	Après consultation, la ville de Montpellier décide d'attribuer le marché " La collecte, le transport et le traitement des déchets industriels banals et des cartons avec location de bennes du CMG" à la société SMN pour un montant total de commande sans minimum et avec un maximum de 50 000€ H.T. C'est un marché unique passé pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.
2015/0018	La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à 5 organismes pour un montant total de 13 589 € pour l'exercice 2015 (ALE, AMORCE, Comité 21, Energy-Cities, ECOBATP LR).
2015/0019	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et le CROUS pour une durée de dix ans.
2015/0020	En raison d'un ralentissement dans la construction de la ZAC Les Grisettes, la livraison de la tranche 2 a été repoussée et nécessite une nouvelle étude. La durée du marché doit être prolongée, il faut définir un nouveau planning et augmenter le montant des honoraires de l'équipe de maîtrise d'oeuvre.
2015/0021	Concernant le marché "Maintenance et exploitation des systèmes audiovisuels et systèmes réseaux télécom de l'Hôtel de Ville", il est décidé d'attribuer : <ul style="list-style-type: none"> - le lot 1 « Systèmes audiovisuels : maintenance, extension et exploitation » à la société VIDELIO-IEC,

	<p>- le lot 2 "Systèmes réseaux et téléphonie : maintenance et extension" à la société ORANGE. Il s'agit de marchés à bons de commande, avec un montant minimum de 28 000 € H.T. pour le lot 1 et un montant minimum de 40 000 € H.T. pour le lot 2 et sans maximum. Ces marchés sont conclus pour une période initiale d'un an à compter de leur notification. Ils pourront être reconduits par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.</p>
2015/0022	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Marc PONTUAL
2015/0023	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association MOOVMENT EVENT
2015/0024	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur HERAN
2015/0025	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ POURQUIER Bernard (APPEL)
2015/0026	Attribution d'un marché d'entretien et de réparation de types nacelles élévatrices et autres engins assurant du levage à l'aide de système hydraulique. Montant maxi du marché = 85 000 € HT. Durée initiale de un an reconductible tacitement 3 fois un an.
2015/0027	<p>Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat d'équipements de sécurité, lumineux, sonores, balisages, de signalétiques numéros et logos Ville de Montpellier et de panneaux supports d'affichage pour véhicules avec prestations diverses" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le lot n°1 à la société SIGNAUX GIROD SUD-EST pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 60 000.00 € HT, - pour le lot n°2 à la société WIZZCOM pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 6 000.00 € HT. - Le lot n°3 est déclaré infructueux et sera relancé sous forme d'une nouvelle procédure adaptée selon les prochains besoins. <p>Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de quatre ans à compter de la date de notification.</p>
2015/0028	<p>Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "achat de petits matériels électriques, piles batteries et lampes" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le lot n°1 à la société REXEL, - pour le lot n°2 à la société ENERLIS, - pour le lot n°3 à la société REXEL, - pour le lot n°4 à la société SPRL EUROKA. <p>Ce sont des marchés uniques sans minimum et sans maximum conclus pour une première période d'exécution allant de la notification jusqu'au 31/12/2015 et pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018).</p> <p>Ces marchés sont passés pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-les-Maguelone, le CCAS de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.</p>
2015/0029	Renouvellement des adhésions du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels des parcs zoologiques pour 2015 au niveau français et européen afin d'assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale.
2015/0030	La Ville décide de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un agenda d'accessibilité programmée à la société ACCESSMETRIE. Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, comportant une tranche ferme de 8 mois et une tranche conditionnelle de 1 an, qui peut être reconduite par période successive de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.
2015/0031	Le Parc de Lunaret afin d'assurer sa mission de conservation in situ des espèces animales menacées renouvelle son adhésion aux réseaux professionnels de Conservation in situ pour l'exercice 2015.

2015/0032	Autorisation d'attribuer le marché travaux de maintenance des fontaines - Lot 1 travaux de maintenance électromécanique à l'entreprise VEOLIA EAU pour un montant annuel compris entre 40 000 et 160 000 € HT. Le lot 2 étant déclaré infructueux, il sera relancé.
2015/0033	Autorisation d'attribuer le marché Entretien des fontaines à l'entreprise VEOLIA EAU pour un montant annuel compris entre 250 000 € et 1000 000 € HT.
2015/0034	Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique : Renouvellement d'adhésion à des organismes nationaux pour le paiement des cotisations de l'année 2015.
2015/0035	La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue de l'acquisition d'objets supports de communication. Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec 3 titulaires, pour une période initiale d'un an, reconductible une fois. Le marché accord cadre est passé avec les trois sociétés MGA France, Balle de Match, Allan Mark's pour un montant total de commandes maximum de 102 000 €.
2015/0036	Marché public: conception et commissariat général d'un programme d'expositions pour l'année 2015 au Carré Sainte Anne et à l'espace Dominique Bagouet confiés à M. Numa Hambursin pour un montant global de 33 334 € HT d'honoraires et jusqu'à 5000 € de frais de recherche, déplacement, hébergement et restauration.
2015/0037	Marché public: conception et commissariat général d'un programme d'expositions au Pavillon populaire pour l'année 2015 confiés à M. Gilles Mora pour un montant global de 25 000 € HT d'honoraires et jusqu'à 17 000 € de frais de recherche, déplacement, hébergement et restauration.
2015/0038	Marché public: scénographie, création graphique et maquettage de catalogue de la Comédie du Livre 2015 - Annule et remplace la décision n°2014/0449 suite à une erreur matérielle.
2015/0039	Signer une convention d'occupation temporaire pour travaux au profit de SNCF RESEAU, dans le cadre de la réalisation de la nouvelle gare TGV, sur les parcelles situées lieuxdits "Font de la Banquière" et de "La Cavalade", cadastrées SP 71p, 75p et SN 44p.

**Marché Pulic- Entretien et aménagement des espaces
verts - N°4D0041**
**Annule et remplace les décisions N°02014/0362 et
2014/0389**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N° 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'entretien et l'aménagement des espaces verts de la Ville ;
 - Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 alinéa 3, articles 57 à 59 et 77-1 du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, alloué pour une durée de 1 an reconductible 3 fois à compter de la notification.
 - o Lot 1 : quartier Centre
 - o Lot 2 : quartier Port-Marianne
 - o Lot 3 : quartier Prés d'Arènes
 - o Lot 4 : quartier Croix d'Argent
 - o Lot 5 : quartier Cévennes
 - o Lot 6 : quartier Mosson
 - o Lot 7 : quartier Hôpitaux Facultés
 - o Lot 8 : Cimetières,
 - Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
 - o A - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique 60 %
- Pour le critère « valeur technique des offres », le dossier de consultation des candidats comprenait obligatoirement le renseignement d'un cadre de mémoire technique, pièce contractuelle du marché. Certains critères de l'analyse technique étant spécifiques à chaque lot (moyens humains et moyens matériels), la valeur technique de l'offre a été calculée séparément pour chaque lot.
- o B - Prix des prestations 40 %
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 7 octobre 2014, a attribué le marché aux entreprises suivantes :

- o Lot 1 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
- o Lot 2 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
- o Lot 3 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES
- o Lot 4 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES

- Lot 5 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES
- Lot 6 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
- Lot 7 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES
- Lot 8 : UPEE7, sise chemin de la Balaurie 34130 SAINT-AUNES.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les lots aux entreprises suivantes :

Lot 1 : quartier Centre, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 2 : quartier Port-Marianne, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 600 000 € HT

Lot 3 : quartier Prés d'Arènes, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 4 : quartier Croix d'Argent, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 5 : quartier Cévennes, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 500 000 € HT

Lot 6 : quartier Mosson, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 7 : quartier Hôpitaux Facultés, Pousse Clanet pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT

Lot 8 : Cimetières, l'entreprise UPEE7 pour un montant minimum de 50 000 € HT et maximum de 400 000 € HT.

Ces montants sont annuels et sont identiques pour les périodes de reconduction.

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, section fonctionnement nature 61521 fonction 928 et section investissement nature 2313, fonction 908.

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 21/01/2015
Notifiée le :



**Marché public: Réalisation et commercialisation de
six catalogues d'exposition d'art contemporain pour le
Carré Sainte Anne
N° 4B0198**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les expositions d'art contemporain présentées au Carré Sainte Anne ont vocation à être illustrées par un catalogue, vendu sur place et en librairie ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande avec maximum de 85 000 € HT pour une durée de vingt-quatre mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les éditions Liénart, 3 rue François 1^{er}, 75008 Paris ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de réalisation et commercialisation de six catalogues d'exposition d'art contemporain pour le Carré Sainte Anne aux éditions Liénart, pour un montant maximum de 85 000 € HT pour la durée du marché, soit vingt-quatre mois à compter de la notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 23/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 25/01/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériel de nettoyage.
(n°4B0178)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de matériel de nettoyage pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande. C'est un marché unique qui s'exécutera du 1 janvier 2015 au 31 décembre 2016.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * la valeur technique pour 40 %
 - * le prix pour 60%
- Qu'après analyse, la société NICOLLIN MATERIEL Parc d'Activité la Garrigues – 3 avenue des Compagnons, 34 171 Castelnau le Lez, a présenté l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat de matériel de nettoyage » précité à la société NICOLLIN MATERIEL pour un montant total maximum de commandes de 89 900 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, natures 60631 et 60628 et le budget investissement, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/01/2015

Notifiée le :

Places de stationnement parking "Echelles de la Ville"
Convention de la location
Ville de Montpellier / Société IGS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1207/T/R en date du 29 avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier est propriétaire de plusieurs emplacements de parking au sein de la copropriété « Les Echelles de la Ville » ;
- que M. Philippe COLOMBIER, gérant de la société IGS, sollicite la mise à disposition de trois emplacements appartenant à la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

- de signer avec M. Philippe COLOMBIER, gérant de la société IGS, une convention de location d'une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, dans la limite de 12 ans ;
- de dire que le loyer annuel des trois emplacements de stationnement s'élève à 2 160 € et que la recette sera encaissée sur le budget de la Ville, CRB 26 600 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 26/01/2015
Notifiée le :

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche, 34000 Montpellier, représentée par son maire en exercice, Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 24 avril 2014

d'autre part,

La société IGS, sise 4 place Paul Bec, 34000 Montpellier, représentée par son gérant, Philippe COLOMBIER, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

La Ville de Montpellier est propriétaire de plusieurs emplacements de stationnement au parking de la copropriété « Les Echelles de la Ville ».

La société IGS a sollicité les services de la Ville afin de pouvoir louer certains emplacements propriétés de la Ville.

Il paraît donc opportun de louer ces emplacements à ladite société.

Article 1 - Dispositions concernant les emplacements loués

1.1 - Désignation des emplacements

Les emplacements loués sont situés dans le parking de la copropriété « Les Echelles de la Ville ».

Ils sont au nombre de trois et constituent les lots n° 73, 80 et 88 de la copropriété.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les emplacements loués pour l'exercice de son activité.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les emplacements loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance.

Trois badges d'accès lui seront remis. Ces badges devront être restitués au terme de la convention.

.../...

Article 2 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} février 2015 et se terminera le 31 janvier 2016.

Elle sera renouvelable par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle dans la limite de 12 ans.

Article 3 - Loyer et charges

La valeur locative annuelle, hors charges, d'un emplacement est de 720 €, soit 2 160 € pour les trois emplacements objets de la convention.

Le preneur s'engage à payer le loyer annuellement, d'avance, le 1^{er} février, au trésorier principal municipal.

Le preneur s'engage à régler les charges locatives annuellement à terme échu, au trésorier principal municipal.

Article 4 - Obligations

Le preneur utilisera les stationnements en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les emplacements loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les emplacements loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 - Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les emplacements pour tous les dommages pouvant résulter de leur occupation.

Une attestation d'assurance devra être adressée à la Ville lors de la signature de la convention, puis chaque année pendant la durée de la convention.

Article 6 - Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers.

Article 7 - Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par la Ville après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par le preneur de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment les emplacements après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer les emplacements de stationnement et à en remettre les badges d'accès dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective des emplacements.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville de Montpellier par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois mois.

Article 8 - Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

le

L'Adjoint délégué,


M. LEVITA
Adjoint au Maire

Max LEVITA

Le Preneur,
Nom :

Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de la société)

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ BOUGHALBI
Mustapha
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP
34172 14 00370

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 22/07/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par la SAS TERRE A TERRE, visant à effectuer des aménagements intérieurs entraînant la création de sept logements, 5 rue de la Loge ;
- Que M. BOUGHALBI a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 19/09/2014 sous le n°1404744-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le **02/02/2015**

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : **03/02/2015**
Notifiée le :

**Marché public: contrat de cession du spectacle Le
songe d'une nuit d'été au théâtre Jean Vilar
N°5B0009**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la saison 2014-2015 du théâtre Jean Vilar, la Ville a décidé de programmer le spectacle *Le songe d'une nuit d'été*, avec deux représentations les 9 et 10 avril 2015 ;
- que l'association L'unijambiste est producteur de ce spectacle et en détient tous les droits de représentation, rendant de fait inutile toute mise en concurrence pour la passation de ce marché ;

Décide en conséquence :

- d'approuver le contrat de cession du spectacle *Le songe d'une nuit d'été* avec l'association L'unijambiste, pour un montant de 12 600 € HT pour la cession, 2 004.80 € HT de défraiements repas, 384.60 € HT pour l'hébergement des techniciens assurant le transport, 300 € HT pour la location d'un vidéo projecteur et 3 720 € HT pour les frais de transport du décor, soit un total de 19 009.40 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 26/01/2015
Notifiée le :

**Marché public: contrat de cession du spectacle La
putain de l'Ohio au théâtre Jean Vilar
n°5B0008**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué

Considérant :

- Que dans le cadre de la saison 2014-2015 du théâtre Jean Vilar, la Ville a décidé de programmer le spectacle *La putain de l'Ohio*, avec trois représentations les 4, 5 et 6 mars 2015 ;
- que l'association La dissipation des brumes matinales est producteur de ce spectacle et en détient tous les droits de représentation, rendant de fait inutile toute mise en concurrence pour la passation de ce marché ;

Décide en conséquence :

- d'approuver le contrat de cession du spectacle *La putain de l'Ohio* avec l'association La dissipation des brumes matinales, pour un montant de 18 000 € HT pour la cession, 1 181.40 € HT de défraiements repas, 1 652 € HT pour les frais de transport de l'équipe et 2 500 € HT pour les frais de transport du décor, soit un total de 23 333.40 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 26/01/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée :
Maintenance et prestations plateforme XFRAME
Marché N° 4B0164**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier utilise une solution logicielle basée sur une plate-forme XFRAME et qu'il convient d'en assurer la maintenance et de disposer d'une aide technique sous forme de prestations sur les produits qui la composent ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 50 % Prix de l'offre (maintenance)
 - 30% Expérience et connaissance des produits de la plateforme
 - 20% Capacité à s'adapter et à réagir en fonction des besoins
- Qu'après analyse, la société TELEBIG sise Le Krystal – 1725 RN7 - 06270 VILLENEUVE LOUBET a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de « Maintenance et prestations plateforme XFRAME » à la société TELEBIG, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter du 2 janvier 2015 et un montant total minimum de 15 000 € HT et maximum de 80 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 21/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/01/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2518

**attribution d'un marché à procédure adaptée pour la
prestation de mise en place de salles et services de
restauration des centres de loisirs et entretien de
locaux à la Sté CLEANING BIO**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer l'entretien des locaux des centres de loisirs ainsi que le service de restauration durant les vacances scolaires,
- Que la ville a souhaité confier cette prestation à une entreprise d'insertion sur un secteur géographique déterminé de la ville et pour une période limitée,
- Que l'entreprise Cleaning Bio présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le Marché concernant à la prestation de mise en place de salles et services de restauration des centres de loisirs, entretien de locaux à la société Cleaning Bio pour une durée d'un an et pour un montant compris entre 90 000.00 € et 200 000.00 €.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 924, nature 6283.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer ce marché.

Montpellier, le 22/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 23/01/2015
Notifiée le :

**Autorisation de passer des commandes à L'UGAP
pour l'achat de couches culottes.
(5C0001)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de couches culottes, dans le cadre du fonctionnement des crèches et haltes garderies de la Ville de Montpellier, pour l'année 2015.
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de MONTPELLIER (prix identiques voir inférieur aux prix pratiqués par les revendeurs).

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 120 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2015 (5C0001).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60628 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 22/01/2015

Notifiée le :

**Construction de la crèche Boussinesq
Marché n° 4D0481 – Lot 3 : revêtement de sols souples
- Résiliation de marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux et en particulier l'article 46.1.3 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1337/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Annie YAGUE, adjointe à l'enfance ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2014/52 « Construction de la crèche rue Boussinesq – Attribution du marché de travaux » du 17 février 2014, la Ville de Montpellier a décidé de confier le lot 3 « Revêtement de sols souples » du marché 4D0481 « Construction de la crèche Boussinesq » à l'entreprise Sol Color pour un montant de 133 860,27 € HT ;
- Que par courrier du 15 décembre 2014, le gérant de l'entreprise Sol Color a déclaré être dans l'incapacité physique manifeste et durable d'exécuter ce marché. En conséquence, il demande sa résiliation sans aucune indemnité.

Décide en conséquence :

- De résilier le lot n° 3 « Revêtement de sols souples » du marché n° 4D0481 « Construction de la crèche Boussinesq ».
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 Montpellier.

Montpellier, le 23/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Annie YAGUE

Publiée le : 26/01/2015
Notifiée le :



**Autorisation de passer des commandes à L'UGAP
pour l'achat de fournitures de bureau et consommables
informatiques.
(5C0002)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fournitures de bureau et consommables informatiques, dans le cadre du fonctionnement et de tous les services de la Ville de Montpellier, pour l'année 2015.
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de MONTPELLIER (prix identiques voir inférieurs aux prix pratiqués par les revendeurs).

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 180 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2015 (5C0002).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 6064 et 6067 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/01/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de pièces détachées, équipements,
produits et accessoires d'origine, adaptables et
courants préconisés par le constructeur pour VAE,
VTT, VTC.
(4B0187)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pièces détachées, équipements, produits et accessoires d'origine, adaptables et courants préconisés par le constructeur pour VAE, VTT, VTC (4B0187) pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée le 25 novembre 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (*Pièces détachées, équipements, produits et accessoires d'origine et adaptables pour VAE, VTT, VTC et vélo ville de marque SPECIALIZED, VITUS, TREK et pièces détachées, accessoires et équipements courants tous types/marques*) étaient les suivants :
 - * Le prix pour 90%
 - * Le délai de livraison pour 10%
- Qu'après analyse, la société **VELO STATION MONTPELLIER LES BAROULEURS**, 290 avenue Théroigne de Méricourt, résidence Murano, bâtiment A, 34 000 MONTPELLIER pour le lot 1, a présenté une offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (*Pièces détachées, équipements, produits et accessoires d'origine et adaptables pour VAE de marque GITANE*) étaient les suivants :
 - * le prix pour 90%
 - * Le délai de livraison pour 10%

- Qu'après analyse, la société **MOBILECO SCIC SARL**, 371 avenue du marché Gare, 34 070 MONTPELLIER, pour le **lot 2**, a présenté une offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Pièces détachées, équipements, produits et accessoires d'origine et adaptables pour VAE de marque MATRA)** étaient les suivants :

* le prix pour 90%

* Le délai de livraison pour 10%

- Qu'après analyse, la société **MOBILECO SCIC SARL**, 371 avenue du marché Gare, 34 070 MONTPELLIER, pour le **lot 3** a présenté une offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « l'achat de pièces détachées, équipements, produits et accessoires d'origine, adaptables et courants préconisés par le constructeur pour VAE, VTT, VTC (4B0187) » précité :

- Avec la société **VELO STATION MONTPELLIER LES BAROULEURS** pour le lot n°1 (pour un montant maximum de commandes de **28 000 € HT**).

- Avec la société **MOBILECO SCIC SARL** pour le lot n°2 (pour un montant maximum de commandes de **8 000 € HT**)

- Avec la société **MOBILECO SCIC SARL** pour le lot n°3 (pour un montant maximum de commandes de **4 000 € HT**)

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville natures 60628 et 60632 et sur le budget investissement nature 2188, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 23/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 26/01/2015
Notifiée le :

**Avenant au marché de prestations de lutte anti-
vectorielle sur le territoire communal et dans les
bâtiments communaux et campagnes de dératisation.
Marché 2M1294100 0**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1361/T/R donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la prolongation du marché de prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux, jusqu'au 28 février 2015, dans l'attente de la passation du nouveau marché.
- qu'il y a lieu de procéder aux prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux.
- que l'entreprise « Antigone Service » est titulaire du marché depuis le 18 janvier 2013;

Décide en conséquence :

- d'autoriser l'avenant au marché précité au bénéfice de l'entreprise « Antigone service », Parc d'activités la Garrigue, 34 171 Castelnau-Le-Lez ; pour un montant maximal de 6 000 euros HT, cela n'entraînant pas une augmentation du montant initial du marché.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville.
- d'autoriser Madame la Directrice Générale Adjointe des Services, à signer l'avenant au marché précité.

Montpellier, le 23/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 26/01/2015
Notifiée le :

**Décision d'Ester Protection Fonctionnelle
BOUCHAME Florence/BOUTALHI Mahjouba**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135, en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par la délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0036/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense de la Ville et de Mme BOUCHAME Florence par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/BOUTALHI Mahjouba dans le cadre de l'agression dont a été victime Mme BOUCHAME Florence, Adjoint technique 2ème classe dans l'exercice de ses fonctions, le 25 octobre 2012.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville et de Mme BOUCHAME Florence devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville, prélevées sur la ligne budgétaire 14810

Montpellier, le 26/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 27/01/2015
Notifiée le :

**Marché public: mission d'études et conseils en vue de
l'organisation d'une manifestation artistique dans
l'espace public
n°4B0212**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville envisage d'organiser, en avril 2015, la neuvième édition de la manifestation ZAT ;
- Qu'il convient de s'assurer de la faisabilité technique de cette manifestation dans l'espace public par le biais d'une mission d'études et conseils ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de six mois à compter de la notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'association Illusion et Macadam, 31 rue de l'Aiguillerie, BP 41123, 34008 Montpellier cedex 1, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de mission d'études et conseils en vue de l'organisation d'une manifestation artistique dans l'espace public à Illusion et Macadam, pour un montant de 35 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le
02/02/2015
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 03/02/2015
Notifiée le :

**Marché public: location de films pour le cinéma
Nestor Burma
n° 5B0015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la programmation du cinéma municipal Nestor Burma se construit au fil de l'année, en fonction de l'offre cinématographique présente sur le marché ;
- Que les films choisis sont loués auprès de leurs distributeurs respectifs, seuls détenteurs des droits d'exploitation et de diffusion ;
- Que la mise en concurrence de ces distributeurs est manifestement impossible et qu'en conséquence ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 28 du code des marchés publics ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, le marché de location de films pour le cinéma Nestor Burma aux différents distributeurs, pour un montant global maximum de 50 000 € HT pour l'année 2015 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire avec les entreprises concernées.

Montpellier, le 02/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 03/02/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à bon de commande passé
selon une procédure adaptée pour la collecte, le
transport et le traitement des déchets industriels
banals et des cartons avec location de bennes du CMG.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il a lieu de réaliser la collecte, le transport et le traitement des déchets industriels banals et des cartons avec location de bennes du CMG,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, en date du 10/12/2014, l'entreprise SMN a présenté la valeur technique et l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la durée de ce marché est de 2 ans à compter de sa notification.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise SMN, domiciliée au 351 rue de la Castelle – BP 1231 – 34073 Montpellier Cedex 3 pour un montant maximum de 50 000€ H.T pour la durée du marché.
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2015 de la ville (fonction 920 208 – nature 611).

Montpellier, le 03/02/2015

Monsieur l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

**M. LEVITA
Adjoint au Maire**

Publiée le : 04/02/2015
Notifiée le :



Adhésions à 5 associations et organismes dans le domaine de l'énergie pour 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1241/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué.

Considérant :

- Que la Ville adhère à des associations et organismes pour la mise en œuvre de sa politique énergétique par le versement de diverses cotisations depuis de nombreuses années ;
- Qu'il faut confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2015.

Décide par conséquent :

- D'accepter le versement des cotisations aux associations et organismes suivants :

ASSOCIATIONS / ORGANISMES	MONTANTS
ALE - Agence Locale de l'énergie de Montpellier	1 680 €
AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 359 €
Comité 21 - Comité français pour l'environnement	3 500 €
EnergyCities	2 500 €
ECOBATP LR - Centre de ressources régional de la construction, de l'aménagement durables en Languedoc-Roussillon	1 550€

- De dire que la dépense correspondante sera imputée pour le montant total de 13 589 € sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, chapitre 928.

Montpellier, le 05/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 06/02/2015
Notifiée le :

PEGASE
Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier
au Centre Régional des Œuvres Universitaires et
Scolaires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de clients ;
- Que pour les besoins de raccordement le Centre régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 16 000mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, le CROUS a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 550 €

- redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 38 400 €.

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'approuver la convention à passer entre le CROUS et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03/02/2015
Notifiée le :



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES**

Entre les soussignés :

- La Ville de Montpellier, représentée par le Maire, agissant en vertu d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, dont le siège se trouve 2 rue Monteil à Montpellier, représenté par Monsieur Philippe PROST, directeur du CROUS, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES.....	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
5.4.1 MISE A DISPOSITION	6
5.4.2 RECEPTION	6
5.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS	9
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES	9
ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	10
ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE.....	11
ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION.....	11
ARTICLE 13 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques, dépendances du domaine public, qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers..

Au titre d'un certain nombre de conventions, Le CROUS bénéficie des liaisons optiques mises à disposition par la Ville de Montpellier pour les besoins de développement de ses réseaux et dont une liste figure en annexe 1 des présentes.

Les parties souhaitent définir un cadre contractuel applicable aux liaisons existantes ainsi qu'aux futures liaisons que la Ville pourrait mettre à disposition de l'opérateur.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public afin de permettre à l'opérateur de délivrer ses propres services à ses clients et abonnés..

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les Parties conviennent que la relation contractuelle entre la Ville et l'opérateur est régie par la présente convention et ses annexes 1 et 2 (et le cas échéant ses avenants),

Pour bénéficier d'une ou plusieurs liaisons autres que celles figurant en annexe 1 de la présente convention, les parties signeront une nouvelle annexe 1 qui comprendra la ou les nouvelles liaisons mises à disposition de l'Opérateur par la Ville. Cette nouvelle annexe vaudra avenant à la présente convention.

La présente convention remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions précédemment conclues entre la Ville et l'opérateur pour les liaisons en fibre optique mises à disposition de l'opérateur.

ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES

Les liaisons optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont décrites dans l'annexe 1.

La longueur totale des ces liaisons optiques sert de base au calcul de la redevance.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison défini par la Ville.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

5.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

5.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

5.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

5.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définies en annexe n°1.

5.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les futures liaisons optiques à l'opérateur sous deux (2) mois après la date de signature par les deux parties de la nouvelle annexe 1 comprenant les informations relatives à cette (ces) future(s) liaison(s) et valant avenant à la convention.

5.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville.

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

Les conséquences financières de ce report de mise à disposition pour des réserves majeures seront réglées par l'article 5.4.3 suivant.

5.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 8.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

6.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 9 ci-après.

6.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront mis sa disposition en application de la présente convention.

Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la ville procède sans délai à la remise en état des lieux, le montant de cette remise en état sera à la charge de l'opérateur.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur par l'envoi d'un email au chef de projet de l'opérateur ainsi qu'au Centre de supervision de l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville dans les meilleurs délais.

6.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention :

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques,
- les services techniques de la Ville.

6.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargés de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville et du prestataire de la maintenance sont indiquées dans l'annexe 1

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

6.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.,
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures,
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 6.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an ;
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures.

6.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 8.2 ci-après. Les crédits de redevance ne sont pas cumulables.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir sans possibilité d'indemnisation les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

8.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé en annexe 1; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

8.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION DU DOMAINE PUBLIC

8.2.1 Montant de la redevance

Pour l'occupation des câbles de fibre optique de la Ville l'opérateur versera à cette dernière , et par virement bancaire, une redevance annuelle d'occupation du domaine public

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2,4 € nets /mètre et par paire de fibres optiques (deux euros quarante cent nets toutes charges comprises par mètre et par paire de fibres optiques) base juin 2012.

Le montant de cette redevance est fixée en annexe n°1

Il est calculé comme suit :

$$R = 2,4 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

8.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier au CROUS ", qui sera adressé à :

CROUS
Service Comptabilité
2 rue monteil
34080 Montpellier

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 5.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

8.2.3 Variation de la redevance

- L'indemnité ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). La variation s'appréciera au 1^{er} janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui du 2^{ème} trimestre 2012, valeur 1666, et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au 1^{er} janvier de l'année de facturation.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison, à l'exclusion des dommages indirects et immatériels tels que définis par la jurisprudence française, , et dans la limite d'un plafond égal, tous dommages confondus, à la redevance annuelle d'occupation due par la Ville à l'opérateur.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur fera son affaire des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, conséquence de son occupation, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de chaque partie pourra être engagée en cas de préjudices causés à son cocontractant du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

Toutefois, l'opérateur peut céder les droit et obligations de la présente convention cadre à une société Affiliée. Cette dernière désigne toute personne morale qui directement ou indirectement contrôle l'opérateur ou est contrôlée directement ou indirectement par la même entité que celle qui contrôle l'opérateur ou est contrôlée par l'opérateur. La notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans. Elle sera ensuite renouvelée pour une période indéterminée sauf dénonciation adressée par l'opérateur ou par la Ville à son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la présente convention.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Cette évolution ne pourra dépasser 15% du prix unitaire par période de 10 ans. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

13.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

13.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

13.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.1, l'opérateur aura droit au remboursement de la redevance payée au titre de la présente convention, prorata temporis de la durée restant à courir entre la date de prise en compte de la résiliation et la fin de l'année couverte par la redevance précitée.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.2, l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 13.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

13.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de résiliation. 3 mois

13.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPÉRATEUR

13.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment tout ou partie de la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Si la demande de résiliation intervient après le 30 juin de chaque année, l'OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition et conditions tarifaires

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour le CROUS



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION
CONDITIONS TARIFAIRES**

1 – BASE DE CALCUL DU MONTANT DE LA REDEVANCE

Liaison Client	Référence	Linéaire	Prix unitaire 2012	FAS €	Mise en service	Observation
Triolet-Boutonnet		1468	2,4	0		
Boutonnet-Cines		3568	2,4	0		
Vert Bois – Boutonnet		3008	2,4	0		
La Colombiere –Boutonnet		2818	2,4	0		
La Lyre – la Colombiere		2684	2,4	0		
Domitienne-Boutonnet		2123	2,4	0		
Triolet – UM2		500	2,4	550	Fevrier 2015	
Total		16 169				

2 DESCRIPTION LIAISONS

Point de livraison n°1: le centre administratif , à l'intérieur d'une chambre type L3T en pied du bâtiment située 2 rue Monteil.

Point de livraison n°2: la cité Triolet, à l'intérieur d'une chambre type K2C située sur l'emprise tramway avenue Emile diacon.

Point de livraison n°3: le CINES à l'intérieur d'une chambre, type L3T avenue des Moulins.

Point de livraison n°4: Cité universitaire Vert Bois , à l'intérieur d'une chambre type L3T en limite de domaine public située rue de la Chenaie.

Point de livraison n°5: Cité universitaire la Voie Domitienne, à l'intérieur d'une chambre type L3T située en limite du domaine public Voie Domitienne.

Point de livraison n°6: Cité la Colombière à l'intérieur d'une chambre, type L3T situé en limite de domaine public rue du professeur Joseph Anglada.

Point de livraison n°7: Cité de la Lyre à l'intérieur d'une chambre, type L3T situé en limite de domaine public avenue des Moulins.

Coordonnées Ville prestataire de maintenance :

Ville : n° de téléphone : 04 67 34 70 74, 04 67 34 71 18, Direction des Systèmes d'Information

Prestataire de maintenance :

Grille de contact Hotline		
	Du lundi au vendredi de 8h à 20h	Du lundi au vendredi de 20h à 8h Week-end + Jours fériés
Niveau 1 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires	Hotline CIRCET 03 29 64 43 87 hotline@circet.fr	Astreinte CIRCET 06 25 89 20 17 astreinte@circet.fr



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**construction du groupe scolaire L. Van Beethoven (les
Grisettes) : mission de maîtrise d'oeuvre avenant 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 38 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, Déléguée à l'Education ;
- Vu le marché public n° 9G208192 « Construction du Groupe Scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes) - Mission de maîtrise d'œuvre » ;
- Vu la délibération n° 2010/482 du 8 novembre 2010 relative à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre ;
- Vu la délibération n° 2011/327 du 20 juin 2011 relative à l'approbation de l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Vu le rapport d'avenant n°2 relatif audit marché de maîtrise d'œuvre ;
- Vu le projet d'avenant n°2 relatif audit marché de maîtrise d'œuvre ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2010/482 du 8 novembre 2010, le marché n° 9G208192 « Construction du Groupe Scolaire Ludwig Van Beethoven (Les Grisettes) - Mission de maîtrise d'œuvre » a été attribué à l'équipe PORTAL THOMAS TEISSIER Architecture / P3G / ETAMINE / ECMO ;
- Qu'en raison d'un ralentissement dans la construction de la ZAC des Grisettes, la livraison de la tranche conditionnelle 2 relative à la création de 2 classes annexées dans la cour de récréation de l'école élémentaire a été repoussée d'une année soit pour la rentrée 2016 ;
- Que l'utilisation de l'école déjà en fonctionnement depuis la rentrée 2013 fait ressortir le besoin de conserver au maximum l'emprise de cour de récréation et donc de réétudier l'implantation des 2 classes. Ainsi, une nouvelle étude d'avant-projet doit être réalisée permettant le dépôt d'un permis de construire modificatif ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de prolonger la durée du marché, de définir un nouveau planning et d'augmenter le montant des honoraires de l'équipe de maîtrise d'œuvre ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 2 ayant pour objet :
- De prolonger la durée de la mission de maîtrise d'œuvre pour une durée d'un an ;
- De définir un nouveau planning de réalisation de la tranche conditionnelle 2 ;

- D'augmenter le montant des honoraires de la maîtrise d'œuvre compte tenu des modifications de planning et de programme de 8 000 € HT, et d'approuver une nouvelle répartition des honoraires des cotraitants.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, Direction de l'Education – Nature 2313, Fonction 90211, Programme 2013P01 - ligne de crédit 22816;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisé à signer l'avenant n° 2 avec le mandataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le ~~29/01/2015~~ 30/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 30/01/2015
Notifiée le :



**Maintenance et exploitation des systèmes audiovisuels
et systèmes réseaux télécom de l'Hôtel de Ville**
**Lot 1 - Systèmes audiovisuels : maintenance, extension
et exploitation**
**Lot 2 - Systèmes réseaux et téléphonie : maintenance et
extension**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 33-3^{al}, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que pour répondre aux besoins opérationnels des services de la Ville, un appel d'offres n° 4D0048 « Maintenance et exploitation des systèmes audiovisuels et systèmes réseaux télécom de l'Hôtel de Ville », séparé en 2 lots, « Lot 1 - Systèmes audiovisuels : maintenance, extension et exploitation » et « Lot 2 - Systèmes réseaux et téléphonie : maintenance et extension » a été lancé le 7 octobre 2014 ;
- Que la Commission d'appel d'offres, dans un avis rendu le 20 janvier 2015, a considéré l'offre de la société VIDELIO-IEC pour le lot 1 « Systèmes audiovisuels : maintenance, extension et exploitation » et l'offre de la société ORANGE pour le lot 2 « Systèmes réseaux et téléphonie : maintenance et extension » comme économiquement les plus avantageuses ;

Décide en conséquence :

- Concernant le marché « Maintenance et exploitation des systèmes audiovisuels et systèmes réseaux télécom de l'Hôtel de Ville », il est décidé d'attribuer le lot 1 « Systèmes audiovisuels : maintenance, extension et exploitation » à la société VIDELIO-IEC, Agence de Montpellier - 305 Avenue de la Marjolaine – Ecoparc - 34130 Saint Aunès, et d'attribuer le lot 2 « Systèmes réseaux et téléphonie : maintenance et extension » à la société ORANGE, Agence Entreprise Sud-Ouest Méditerranée - 30 avenue Marcel Dassault - 31506 TOULOUSE Cedex 5 ;
- Il s'agit de marchés à bons de commande, avec un montant minimum de 28 000 € H.T. pour le lot 1 et un montant minimum de 40 000 € H.T. pour le lot 2 et sans maximum ;
- Ces marchés sont conclus pour une période initiale d'un an à compter de leur notification. Ils pourront être reconduits par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 29/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA



Publiée le : 30/01/2015

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 8512

CONTENTIEUX

Monsieur Marc PONTUAL **Recours pour excès de pouvoir contre la décision du 25** **novembre 2014 le sanctionnant d'un avertissement**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur PONTUAL conteste (requête n°1500321-3) la sanction qui lui a été infligée par décision du 25 novembre 2014 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/01/2015

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/23

CONTENTIEUX

Association MOOVMENT EVENT Recours contre rejet de la réclamation préalable relative au préjudice subi du fait du paiement d'une redevance

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'Association MOOVMENT EVENT sollicite l'annulation du refus de la commune de l'indemniser du fait d'un préjudice qu'elle aurait subi du fait de l'occupation du Domaine Grammont (instance n°1500065-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 28/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/01/2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Expulsion du domaine public

Rue du Latium / rue des Horaces

Monsieur HERAN

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2015/0038/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur HERAN occupe irrégulièrement les rues du Latium et des Horaces avec trois portails fermant l'accès des voies ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire en sollicitant l'expulsion du domaine public de ces installations.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/01/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/25

Contentieux - APPEL
Ville de MONTPELLIER c/ POURQUIER Bernard
(APPEL)
Appel de M. POURQUIER Bernard contre le
jugement du tribunal administratif de Montpellier du
02/10/2014

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un jugement du 02/10/14, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1301486-1 présentée par M. POURQUIER Bernard ;
- Que M. POURQUIER Bernard a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 28/11/2014, par le dépôt d'une requête référencée 14MA04701 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 29/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/01/2015
Notifiée le :

MAINTENANCE MOYENS DE LEVAGE SUR VEHICULES

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'entretenir et de réparer les véhicules de type nacelles élévatrices (VU et PL) et autres engins équipés de systèmes hydrauliques permettant le levage de charge, gérés par le service Parc Auto de la Ville de Montpellier,
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencée 4 M 0179, conformément au code des marchés publics,
- Que le montant du marché est sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT,
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commandes, dont la durée de la période initiale est d'un an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois fois par période d'un an,
- Que la société HYDRAU SERVICE a présenté une offre économiquement et techniquement acceptable,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société :
 - o HYDRAU SERVICE, ZAE La Biste, 34671 Baillargues,
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 1080),
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 03/02/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

**M. LEVITA
Adjoint au Maire**

Publiée le : 04/02/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat d'équipements de sécurité,
lumineux, sonores, balisages, de signalétiques numéros
et logos Ville de Montpellier et de panneaux supports
d'affichage pour véhicules avec prestations diverses.
(4B0201)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'équipements de sécurité, lumineux, sonores, balisages, de signalétiques numéros et logos Ville de Montpellier et de panneaux supports d'affichage pour véhicules avec prestations diverses (**4B0201**) pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée le 4 décembre 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de la date de notification.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Equipements de sécurité, lumineux, sonores, balisages VL, VUL, PL et POLICE)** étaient les suivants :

- * Le prix pour 50%
- * La valeur technique pour 40 %
- * Le délai d'exécution pour 10%

- Qu'après analyse, la société **SIGNAUX GIROD SUD-EST**, Parc d'activités, 8 rue Alfred Sauvy, 34 670 Baillargues, pour le **lot 1**, a présenté une offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Sérigraphies et signalétiques Ville de Montpellier)** étaient les suivants :

- * le prix pour 90%
- * Le délai de livraison pour 10%

- Qu'après analyse, la société **WIZZCOM**, ZI de la Lauze, 33 rue St Exupéry, 34 430 St Jean de Védas, pour le **lot 2**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les offres du lot n°3 (*Panneaux d'affichage véhicules et accessoires*) ont été déclarées irrégulières.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat d'équipements de sécurité, lumineux, sonores, balisages, de signalétiques numéros et logos Ville de Montpellier et de panneaux supports d'affichage pour véhicules avec prestations diverses » précité :

- A la société **SIGNAUX GIROD SUD-EST** pour le lot n°1 (pour un montant maximum de commandes de 60 000 € HT).

- A la société **WIZZCOM** pour le lot n°2 (pour un montant maximum de commandes de 6 000 € HT).

- De déclarer le lot n°3 **infructueux** et de relancer ce marché lors des prochains besoins sous forme d'une nouvelle procédure adaptée.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville natures 60628 et 60632 et sur le budget investissement nature 2188, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 03/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 04/02/2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché public en appel d'offres pour
l'achat de petit matériel électrique, piles batteries et
lampes
(N° 4D0038)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de petits matériels électriques, de piles, de batteries et de lampes pour les services de la Ville.

- Qu'une procédure a été lancée, en date du 13 octobre 2014, conformément aux articles 33 3^{al.} et 57 à 59, et 77 (marché à bons de commande sans minimum ni maximum) du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché en appel d'offre ouvert (n° 4D0038). Le marché est conclu pour une période initiale allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016 – 2017 – 2018).

Conformément à l'article 8 du Code des Marchés Publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-les-Maguelone, le CCAS de Montpellier, et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (petits matériels électriques)** étaient les suivants : Le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans la séance du 27 janvier 2015, a attribué le marché à la société **REXEL**, 1387, rue de la Castelle – ZAC Garosud - 34070 MONTPELLIER, pour le **lot n°1**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Piles et batteries)** étaient les suivants : Le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans la séance du 27 janvier 2015, a attribué le marché à la société **ENERLIS**, 77, rue Marcel Dassault - 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT, pour le **lot n°2**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Lampes éco et fluo-compactes)** étaient les suivants : Le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans la séance du 27 janvier 2015, a attribué le marché à la société **REXEL**, 1387, rue de la Castelle – ZAC Garosud - 34070 MONTPELLIER, pour le **lot n°3**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (Lampes à décharge)** étaient les suivants :
Le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans la séance du 27 janvier 2015, a attribué le marché à la société **SPRL EUROKA**, 12, rue Gustave Biot – 1050 - BRUXELLES - BELGIQUE, pour le **lot n°4**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « achat de petit matériel électrique, piles batteries, et lampes (n°4D0038) » précité :
- Avec la société **REXEL** pour le **lot n°1** (pour une estimation annuelle de commandes de 446.700 € HT)
- Avec la société **ENERLIS** pour le **lot n°2** (pour une estimation annuelle de commandes de 23.900 € HT)
- Avec la société **REXEL** pour le **lot n°3** (pour une estimation annuelle de commandes de 148.400 € HT)
- Avec la société **SPRL EUROKA** pour le **lot n°4** (pour une estimation annuelle de commandes de 103.000 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628 et 60632, et sur le budget investissement, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres.

Montpellier, le 30/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 02/02/2015

Notifiée le :

**Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux
associations de Conservation ex situ des espèces
animales menacées et aux réseaux professionnels des
parcs zoologiques pour l'exercice 2015.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'Ecologie urbaine
- Vu la délibération du conseil municipal n°2014/13 en date du 17 février 2014 relative à l'adhésion du Parc de Lunaret à diverses associations et attributions de cotisations
- Vu l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 21-40 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en sa version consolidée au 14 juin 2009;

Considérant que :

- Les parcs zoologiques sont ainsi encouragés à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées ;
- Le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen ;
- Le Parc de Lunaret participe aux *Programmes Européens d'Elevage* (E.E.P.), *Studbooks Européens* (E.S.B.) et *Studbooks Internationaux* (I.S.B.) mis en place par l'*European Association of Zoos and Aquarias* (EAZA), qui développe des partenariats d'élevage et d'échanges d'espèces animales menacées
- L'adhésion à cette association et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

Décide en conséquence :

- De renouveler son adhésion aux associations de conservation « ex situ » des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels de parcs zoologiques et de fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2015 de manière suivante :

CHAPITRE	NATURE	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
928	6281	Ordre des vétérinaires	962.10€
928	6281	AFVPZ : Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	69 €
928	6281	EAZWV : Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage	240 €
928	6281	AFdPZ : Association Française des Parcs Zoologiques	3 250 €
928	6281	EAZA : European Association of Zoos and Aquaria	1 950 €
928	6281	ISIS : International Species Information Systems	1 975 €
928	6281	TOTAL	8446.10

- La dépense sera imputée sur le budget 2015 de la ville de Montpellier – Direction Parc Darwin ; ligne de crédit 22784, nature 6281, chapitre 928 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER

Montpellier, le 10/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 11/02/2015
Notifiée le :

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place
d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59, 72 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2014 a décidé la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée, et a autorisé Monsieur le Maire à signer l'engagement à entrer dans la démarche d'Ad'AP ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 4D0050 « Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un agenda d'accessibilité programmée » a été lancé afin de réaliser les études préliminaires nécessaires ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 27 janvier 2015, a considéré l'offre de la S.A.S. ACCESSMETRIE comme économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 4D0050 « Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un agenda d'accessibilité programmée » à la S.A.S. ACCESSMETRIE – 2 bis Boulevard de la Paix, 13640 La Roque d'Anthéron.
- Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, comportant une tranche ferme de 8 mois et une tranche conditionnelle de 1 an, qui peut être reconduite par période successive de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants. Ligne de crédit : 24203 / Fonction : 900-207 / Nature : 21318.

- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 05/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA

Publiée le : 06/02/2015

Notifiée le :

**Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux
réseaux professionnels de Conservation in situ des
espèces animales menacées pour l'exercice 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'Ecologie urbaine ;
- Vu la délibération du conseil municipal n°2014/13 en date du 17 février 2014 relative à l'adhésion du Parc de Lunaret à diverses associations et attribution de cotisations ;
- Vu la Directive européenne 1999/22/ CE du 29 mars 1999, appelée « Directive Zoo », retranscrite par l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle la nécessité pour les parcs zoologiques de jouer convenablement leur rôle en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

Considérant que :

- Les parcs zoologiques sont ainsi encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées, mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel et au sein de leur pays d'origine (conservation in situ) ;
- La municipalité n'étant pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'associations expérimentées et reconnues en la matière est impérative ;
- L'adhésion à ces associations est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

Décide en conséquence :

- De renouveler son adhésion aux associations de conservation « in situ » et de fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2015 de manière suivante :

CHAPITRE	NATURE	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
928	6281	AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	2 000 €
928	6281	Cheetah Conservation Fund	2 500 €
928	6281	Helpsimus	1 500 €
928	6281	Sahara Conservation Fund	1 500 €
928	6281	Save the Rhino International	2 500 €
928	6281	Namibia Nature Foundation	1 500 €
928	6281	TOTAL	11500 €

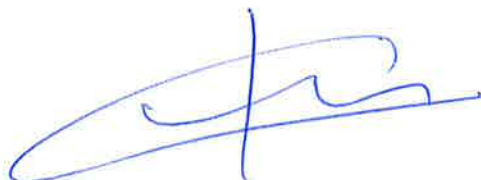
- La dépense sera imputée sur le budget 2015 de la ville de Montpellier – Direction Parc Darwin ; ligne de crédit 22784, nature 6281, chapitre 928 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER

Montpellier, le 10/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 11/02/2015

Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC - TRAVAUX DE
MAINTENANCE DES FONTAINES**
Lot 1 : travaux de maintenance électromécanique
N° 4D0043

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° 2014/522 en date du 17/12/2014 modifiant la délibération n° 2014/135 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0034/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux fontaines détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Considérant que la Ville réalise les travaux de maintenance des fontaines. Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de un an reconductible trois fois ;
- Le montant annuel des prestations sera compris
 - o Lot 1 : travaux de maintenance électromécanique entre 40 000 € HT minimum et 160 000 € HT maximum ;
 - o Lot 2 : travaux de maintenance tous corps d'état hors électromécanique entre 20 000 € HT minimum et 80 000 € HT maximum ;
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60 %)
 - o Prix des prestations (40 %)

- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 27 janvier 2015, a considéré l'offre la plus économiquement avantageuse suivante :
 - o Lot 1 : VEOLIA EAU
 - o Lot 2 : aucune offre n'a été reçue, consultation infructueuse à relancer

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché n° 4D0043 travaux de maintenance des fontaines – Lot 1 travaux de maintenance électromécanique à l'entreprise VEOLIA EAU.
- De relancer la consultation pour le lot 2 travaux de maintenance tous corps d'état hors électromécanique.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 4581, chapitre 917.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 04/02/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 05/02/2015
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - ENTRETIEN DES
FONTAINES
N°4D0049**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° 2014/522 en date du 17/12/2014 modifiant la délibération n° 2014/135 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0034/T/R du 20 janvier 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux fontaines détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Considérant que la Ville assure l'entretien des fontaines. Ces prestations sont effectuées régulièrement tout au long de l'année ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de un an reconductible trois fois ;
- Le montant annuel des prestations sera compris entre 250 000 € HT minimum et 1 000 000 € HT maximum ;
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60 %)
 - o Prix des prestations (40 %)
- Que la commission d'appel d'offres dans une décision rendue dans sa séance du 27 janvier 2015, a considéré l'offre de l'entreprise VEOLIA EAU économiquement avantageuse.


Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché n° 4D0049 entretien des fontaines à l'entreprise VEOLIA EAU.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 61 523, fonction 816.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 04/02/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué, agissant au nom et
pour le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 05/02/2015
Notifiée le :



**Direction de la Réglementation et de la Tranquillité
Publique**
**Cotisations à des organismes nationaux pour l'année
2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0039 du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la Sécurité.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- Que dans la thématique « Sécurité », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'exercice 2015 ;

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
921	6281	Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)	4 830,00 Euros
921	6281	Haut Comité Français pour la Défense Civile (HCFDC)	1 100 00 Euros

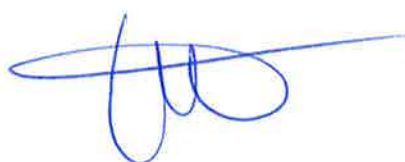
Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de **5 930,00** Euros sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville de Montpellier au chapitre 921 - Ligne de Crédit 22788 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le

5.02.2015

**Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 06/02/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'acquisition d'objets supports
de communication avec mise en concurrence entre
trois titulaires- Marché 4C0018-125.0**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1341/T/R, du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition d'objets supports de communication pour la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 20 octobre 2014 ;
- Conformément aux articles 28-1 et 76 (accord cadre) du code des Marchés Publics, les sociétés MGA France – 34080 Montpellier, Balle de Match - 83030 Toulon et Allan Marks - 92110 Clichy ont présenté une offre avantageuse appréciée en fonction des critères de jugement de l'accord cadre ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché accord cadre précité aux sociétés MGA France, Balle de Match et Allan Marks pour un montant total de commandes maximum de 102 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification, reconductible 1 fois, pour une période d'une année. Durant cette période, selon le principe de l'accord cadre, chaque commande représente un marché attribué au moins disant après remise en concurrence des trois titulaires précités ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la ville nature 6232 tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché ;

Montpellier, le 10/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 11/2/2015
Notifiée le :

**Marché public: conception et commissariat général
d'un programme d'expositions pour l'année 2015 au
Carré Sainte Anne et à l'espace Dominique Bagouet
n°5B0027**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la qualité de la programmation des expositions présentées au Carré Sainte Anne et à l'espace Dominique Bagouet est, notamment, liée à une direction artistique pertinente et unanimement reconnue;
- Qu'il convient d'organiser la conception et le commissariat général du programme d'expositions pour l'année 2015 ainsi que la préparation du programme 2016 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu de sa spécificité, ce contrat peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- De confier à Monsieur Numa Hambursin la conception et le commissariat général d'un programme d'exposition pour l'année 2015 au Carré Sainte Anne et à l'espace Dominique Bagouet, pour un montant global de 33 334.00 € HT d'honoraires et jusqu'à 5 000.00 € de frais de recherche, déplacement, hébergement et restauration ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

12/02/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 13/02/2015
Notifiée le :

CONVENTION DE COMMISSARIAT D'EXPOSITIONS POUR L'ANNEE 2015

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Numa HAMBURSIN

Demeurant : 24 rue du château 34830 CLAPIERS

Tél. 0786389174

Raison sociale : commissaire indépendant

Numéro SIRET : 453 108 409 000 39 APE : 8230 Z

TVA intracommunautaire : FR25453108409

ci-après dénommé (e) « **LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Numéro SIRET : 213 401 722 01787 APE : 8411 Z

Représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception et commissariat général d'un programme d'expositions 2015 pour le Carré Sainte-Anne espace d'art contemporain de la Ville de Montpellier (*sis* rue Sainte Anne, 34000 Montpellier.) : coordination des expositions et publications.
- Commissariat direct de deux expositions sur cette période au Carré Sainte-Anne.
- Préparation de la programmation 2016 du Carré Sainte Anne
- Conception et commissariat général d'un programme d'expositions 2015 pour l'espace Dominique Bagouet – lieu d'art et de patrimoine.
- Commissariat direct de deux expositions, dont celle d'été consacrée au patrimoine pour l'espace Dominique Bagouet.
- Préparation de la programmation 2016 de l'espace Dominique Bagouet

- Contribution au développement de l'art contemporain dans la Ville, notamment par l'apport de collections (legs, donations).

Ces expositions seront présentées au Carré Sainte Anne et à l'espace Dominique Bagouet de février 2015 à février 2016

ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au COMMISSAIRE D'EXPOSITION pour la conception et le commissariat général du programme d'expositions 2015, la coordination des expositions et publications, le commissariat direct de deux exposition du Carré Sainte-Anne en 2015 et la préparation de la programmation 2016, la somme de 16 667 euros HT, soit seize mille six cent soixante-sept euros hors taxe, équivalent à 20 000€ TTC soit vingt mille euros toutes taxes comprises.

Il est également convenu de verser au COMMISSAIRE D'EXPOSITION la somme de 16 667 euros HT, soit seize mille six cent soixante-sept euros hors taxe, équivalent à 20 000 € TTC soit vingt mille euros toutes taxes comprises pour la conception et le commissariat général du programme d'expositions 2015 pour l'espace Dominique Bagouet, le commissariat direct de deux expositions dont celle d'été consacrée au patrimoine et la préparation de la programmation 2016 de l'espace Dominique Bagouet.

Soit un total général de 33 334 € HT, trente-trois mille trois cent trente quatre euros hors-taxe équivalent à 40 000€ TTC, quarante mille euros toutes taxes comprises pour l'année 2015. Il est entendu que cette somme est conditionnée à l'organisation effective des expositions prévues dans les deux sites précités.

Les frais de recherche, de déplacement, d'hébergement et de restauration du COMMISSAIRE D'EXPOSITION dans le cadre de ses recherches et de sa participation aux montages d'expositions au Carré Sainte-Anne et à l'Espace Dominique Bagouet sont à la charge de l'ORGANISATEUR pour un montant maximum de 5000 € nets, cinq mille euros nets remboursables sur présentation de justificatifs originaux.

ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Premier versement : 7000 € à la signature du contrat – janvier 2015

Deuxième versement : 6000 € - mars 2015

Troisième versement : 7000 € - juin 2015

Quatrième versement : 7000 € - septembre 2015

Cinquième versement : 6000 € - novembre 2015

Sixième versement : 7000.00 € - décembre 2015 (sous réserve de l'organisation effective de toutes les expositions prévues)

Et jusqu'à 5000 € de remboursements de frais sur la période de janvier à décembre 2015, sur présentation de justificatifs.

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Direction des Finances, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 4 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION

L'ORGANISATEUR

Monsieur le Maire

M. Numa HAMBURSIN

Philippe SAUREL

**Marché public: conception et commissariat général
d'un programme d'expositions au Pavillon populaire
pour l'année 2015
n°5B0026**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la qualité de la programmation des expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire est, entre autres, le fait d'une ligne artistique à long terme proposée par un éminent spécialiste de la photographie ;
- Qu'il convient de choisir une direction artistique pour les trois prochaines expositions présentées au Pavillon Populaire ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- De confier à Monsieur Gilles MORA la conception et le commissariat général des trois prochaines expositions du Pavillon Populaire, pour l'année 2015 et la préparation de la programmation 2016 ;
- D'approuver la convention jointe en annexe, pour un montant de 25 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais de recherche, de déplacement, d'hébergement et de restauration ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

12/2/2015

Monsieur l'Adjoint délégué

Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 13/2/2015
Notifiée le :

CONVENTION DE COMMISSARIAT D'EXPOSITION

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Gilles MORA
Demeurant : 74, Chemin de Franchinet, 47310 BRAX

N° sécurité sociale: 145052456800517

ci-après dénommé (e) " **LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION** "

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception et commissariat général d'un programme de trois expositions en 2015 pour le Pavillon populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier.
- Commissariat direct de deux expositions en 2015 pour cet équipement municipal
- Ecritures des textes des trois catalogues d'exposition
- Préparation de la programmation 2016

Ces expositions seront présentées au Pavillon Populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier, sis Esplanade Charles-De-Gaulle, à Montpellier, de février 2015 à février 2016.

ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au COMMISSAIRE D'EXPOSITION pour le commissariat général et la conception du programme d'expositions 2015, la coordination des expositions 2015, le commissariat direct de deux expositions du Pavillon Populaire en 2015 et l'écriture des textes composant les trois catalogues d'exposition, la somme de 25 000 € nets (vingt-cinq mille euros nets)

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de la Ville pour un montant maximum de 17 000.00 €, sur présentation de justificatifs. En cas de déplacement à l'étranger, une avance sur frais, d'un montant maximum de 3 000.00 € par voyage, pourra être

consentie au commissaire d'exposition. Cette avance sera obligatoirement justifiée *a posteriori* par des factures. Au cas où les justificatifs présentés ne couvriraient pas le montant de l'avance accordée, la différence sera automatiquement déduite du remboursement de frais suivant.

ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Premier versement : 8 000 € à la signature du contrat – janvier 2015.

Deuxième versement : 8 500 € - avril 2015.

Troisième versement : 8500 € - octobre 2015

Compte : N° 00003691344

Agence : BNP PARIBAS

Adresse : 61, avenue Michel Ricard, 47520 Le Passage d'Agen

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante :
Mairie de Montpellier, Département Modernisation, Direction des Finances et du Contrôle de
Gestion, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

ARTICLE 4 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION

L'ORGANISATEUR

Monsieur le Maire

Gilles MORA

Philippe SAUREL

**Marché public: scénographie, création graphique et
maquettage de catalogue de la Comédie du Livre 2015
n°4B0200
Annule et remplace la décision n°2014/0449**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 28 au 31 mai 2015 la trentième édition de la Comédie du Livre, manifestation dont il convient d'assurer la mise en œuvre et la visibilité par une scénographie, une création graphique et un catalogue adaptés ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de huit mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique et artistique du projet présenté (60%) et le prix (40%)
- Qu'après analyse, Madame Aurélie TORRE, 17 rue du Faubourg de la Saunerie, 34000 Montpellier a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- **Qu'à la suite d'une erreur de plume, la décision n°2014/0449 du 13 janvier 2015 fait référence à un autre marché ;**

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de scénographie, création graphique et maquettage de catalogue de la Comédie du Livre 2015 (**n°4B0200**) à Madame Aurélie Torre, pour un montant de 30 500 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le

12/2/2015
Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 13/2/2015

Notifiée le :

FONCIER
Convention d'occupation temporaire pour travaux
Ville / SNCF RESEAU
Terrains de la Ville concernés par la réalisation de la
gare nouvelle Montpellier Sud de France

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la déclaration de projet relative à la gare nouvelle Montpellier – Sud de France sur le site de la Mogère – Pont Trinquat à Montpellier du 31 décembre 2014 ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la réalisation de la gare nouvelle Montpellier Sud de France, la Ville va devoir vendre à SNCF RESEAU 2.119 m² de terre lui appartenant. Il s'agit des parcelles situées lieuxdits "Font de la Banquière" et de "La Cavallade", cadastrées SP 71p, 75p et SN 37p;
- Qu'afin de réaliser notamment des diagnostics, des sondages, y aménager une aire de stockage de matériaux divers et y commencer les travaux de réalisation de la gare nouvelle, SNCF RESEAU a demandé à la Ville de l'autoriser à commencer lesdits travaux sur les terrains devant être prochainement cédés dans le cadre de la réalisation de la nouvelle gare ;
- L'intérêt général du projet et son urgence ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention d'occupation temporaire pour travaux à titre onéreux au profit de SNCF RESEAU, qui lui permettra de commencer tous travaux nécessaires à la réalisation de la nouvelle gare, sur les parcelles propriété de la Ville situées lieuxdits "Font de la Banquière" et de "La Cavallade", cadastrées SP 71p, 75p et SN 37p;
- de fixer une indemnité annuelle compensatrice à cette occupation à 2.119 € soit 1 €/m².

Montpellier, le

13/02/2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/02/2015
Notifiée le :

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR TRAVAUX

Entre les parties soussignées :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, en qualité de maire,

Désignée sous le vocable "**Commune de Montpellier**",

Et

SNCF RESEAU Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est à PARIS CEDEX (75648), 92 avenue de France, identifiée au SIREN sous le numéro 412280737 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS, Observation étant faite qu'en vertu de la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire (publiée au journal officiel le 5 août 2014), RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE change de dénomination et devient SNCF RESEAU, représenté par Monsieur Karim TOUATI, en sa qualité de Directeur Régional pour la région Languedoc Roussillon dont les bureaux sont sis à 185 rue Léon Blum à Montpellier (34000)

Désignée sous le vocable "**SNCF Réseau**"

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET :

La Commune de Montpellier est propriétaire d'une unité foncière sur la commune de Montpellier, aux lieuxdits « Font de la Banquière » et « La Cavalade », cadastrée section SP n°71 (p) ; SP n°75(p), et SN n°37(p), située dans le périmètre de la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

SNCF Réseau souhaite utiliser une partie de cette unité foncière, soit 2.119 m², pour y réaliser notamment des diagnostics, des sondages, y aménager une aire de stockage de matériaux divers et y commencer les travaux de réalisation de la gare nouvelle Montpellier Sud de France à compter de la date de signature des présentes.

C'est dans ce cadre que la Commune de Montpellier a proposé à SNCF Réseau, qui l'accepte, de mettre à sa disposition cette unité foncière, objet de la présente convention d'occupation temporaire.

La Commune de Montpellier s'engage à céder à la première demande les parcelles, objets de cette convention, à SNCF Réseau.

ARTICLE 2 - DESIGNATION

La Commune de Montpellier accorde à SNCF Réseau le droit d'occuper les parcelles dont la désignation suit :

Sur la commune de Montpellier (34000),

Section	N°	Lieudit	Surface totale de la parcelle en m ²	Nature des terrains	Surface d'emprise de l'occupation temporaire
SP	71(p)	Font de la Banquière	8.140 m ²	Terre labourable	953 m ²
SP	75(p)	Font de la Banquière	471 m ²	Terre labourable	299 m ²
SN	37(p)	La Cavalade	22.386 m ²	Terre labourable	867 m ²

Telles qu'elles figurent sur le plan annexé aux présentes.

Les surfaces totales et d'emprises portées sont issues des plans dressés par les cabinets Siragusa et Pagèstip.

ARTICLE 3 - DUREE

Cette occupation temporaire est accordée à compter des signatures des présentes, et ce jusqu'au 31 décembre 2015. Si au 1^{er} novembre 2015, aucune promesse de vente (valant prise de jouissance du bien) n'avait pu être co-signée des parties, la présente convention d'occupation temporaire pour travaux fera l'objet d'une prorogation tacite jusqu'au 31 décembre 2016 afin de proroger l'occupation temporaire des mêmes terrains au regard des besoins des travaux de la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

ARTICLE 4 - INDEMNISATION

En contre partie de cette occupation, SNCF RESEAU versera une indemnité annuelle de 2.119 €, soit 1 €/m², à la Commune de Montpellier. Le montant de cette indemnisation sera calculée au prorata temporis de l'entrée en vigueur des présentes et de la signature de l'acte de cession des parcelles objets de la présente convention.

Cette indemnisation fera l'objet d'une facture annuelle présentée par la Commune à SNCF Réseau à la mi-décembre de chaque année. Les factures reçues par SNCF Réseau seront réglées dans un délai de 45 jours suivant leur réception.

ARTICLE 5 - SUBSTITUTION

SNCF Réseau aura la possibilité de mettre à disposition les dites parcelles aux entreprises travaillant pour son compte dans le cadre des travaux de la gare nouvelle Montpellier Sud de France. Elle demeurera néanmoins le seul interlocuteur de la Commune de Montpellier.

ARTICLE 6 – OCCUPATION

Les parcelles sont libres d'occupation.

ARTICLE 7 – DOMANIALITÉ

SNCF Réseau reconnaît expressément que la présente convention d'occupation temporaire pour travaux ne lui confère aucun droit réel.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

SNCF Réseau prendra toutes dispositions de telle sorte que la Commune de Montpellier ne puisse être recherchée pour quelque cause de responsabilité liée tant à son activité qu'à l'occupation du terrain.

SNCF Réseau s'assurera pour tous les risques et responsabilités susceptibles d'être encourus, notamment du fait de la destination qu'il entend donner aux parcelles en cause.

Fait en quatre exemplaires à Montpellier, le

Pour SNCF Réseau

Le Directeur régional

Karim TOUATI

Pour la Ville de MONTPELLIER

Le Maire

Philippe SAUREL

Annexe : Plan des parcelles objet de la COTT